

CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY
INFORMATION REPORT

REPORT NO.

CD NO.

DATE DISTR. 10 Nov. 1959

NO. OF PAGES

NO. OF ENCLS. 17 (38 pages)
(LISTED BELOW)

SUPPLEMENT TO REPORT NO.

COUNTRY France

SUBJECT Transmittal of Paul Deheme Newsletters

25X1A

PLACE ACQUIRED

DATE OF INFO

ACQUIRED

* Documentary
25X1X THIS IS UNEVALUATED INFORMATION

THIS DOCUMENT CONTAINS INFORMATION AFFECTING THE NATIONAL DEFENSE OF THE UNITED STATES WITHIN THE MEANING OF THE ESPIONAGE ACT 50 U.S.C. 31 AND 32 AS AMENDED. ITS TRANSMISSION OR THE REVELATION OF ITS CONTENTS IN ANY MANNER TO AN UNAUTHORIZED PERSON IS PROHIBITED BY LAW. REPRODUCTION OF THIS FORM IS PROHIBITED.

EVALUATE
25X1A

25X1

Attached for your retention are several copies of a daily newsle
by Paul Deheme. These letters, which date from 14 September to
24 October, are furnished for your information only.

THIS DOCUMENT HAS AN ENCLOSURE ATTACHED.
DO NOT DETACH

25X1

RETURN TO ARCHIVES & RECORDS CEN
IMMEDIATELY AFTER USE
JOB 28-2352

NOV 17 3 40 PM '59
W/E

CLASSIFICATION RESTRICTED

STATE	NAVY	NSRB	DISTRIBUTION						
ARMY	AIR								

25X1

25X1X

10 November 1950

25X1X

25X1

25X1X

25X1X

Paris, nuit du mercredi 11 au jeudi 12 Octobre

Lettre n° 1.690
25X1A

Monsieur,

La nouvelle vient de Londres. Elle est encore exprimée sous la forme dubitative. C'est la plus importante de la journée. Si elle est confirmée elle lèvera une hypothèque vieille déjà d'une dizaine de jours.

C'est, en effet, le 1er octobre que Chou En Lai, le ministre des Affaires Etrangères de Mao-Tsé-Tung, a déclaré, à propos du franchissement du 38ème parallèle par les troupes des Nations Unies, que la Chine ne resterait pas "inactive" pendant que la Corée serait "envahie". Cette déclaration n'a pas été mise en relief par la presse, mais je vous l'ai signalée et, depuis, à diverses reprises, j'ai évoqué le doute qui subsistait quant à la décision que pourrait prendre Pékin. Aujourd'hui, un porte-parole de Chou En Lai a renouvelé l'avertissement. "Le peuple chinois, a-t-il répété, ne peut rester indifférent devant une situation aussi sérieuse que l'invasion de la Corée et devant le danger d'extension du conflit."

C'est quelques heures après ce nouvel avertissement que parvenait de Londres, et de source diplomatique, une dépêche selon laquelle les "informations actuellement disponibles donnaient des raisons de croire que le gouvernement de Pékin pourrait décider d'occuper un secteur le long de la frontière mandchoue" pour "sauver la face".

L'initiative est comme une balle qu'on se renvoie et la bataille nord coréenne compte déjà trois actes au cours desquels chacun des protagonistes a eu l'initiative à tour de rôle. Premier acte : "si vous passez le parallèle, je ne resterai pas inactive", a dit la Chine aux Nations Unies qui (second acte) ont rétorqué : "nous passons. A vous de décider de votre conduite". Et voici le troisième acte, la Chine disant : "j'occupe une bande de territoire le long de ma frontière, afin de pallier toute éventualité d'incidents et tout danger d'extension du conflit". C'est de nouveau aux Etats-Unis de décider s'ils laisseront faire ou s'ils porteront les opérations sur un territoire occupé par les Chinois, compte tenu du fait que, s'ils s'inclinent, le territoire occupé servira de refuge au gouvernement nord coréen. L'entrevue Truman-Mac Arthur tranchera la question.

A Paris, un comité interministériel a examiné le déséquilibre des prix agricoles et industriels. Il s'agissait, en somme, de rechercher les mesures propres à compléter celles retenues par le Comité Permanent d'Action. On a redécouvert le plan Pflimlin (détaxation des carburants, des engrais, des tourteaux), mais l'accord n'a pas été établi, Edgar Faure s'y opposant et Buron n'étant pas enthousiaste. Les mesures Pflimlin se traduisent, en effet, par une diminution de recettes pour le Trésor et Faure désire connaître le montant exact de son budget avant de procéder à des diminutions de recettes. Ce n'est, pense-t-il, pas le moment, alors que la situation en Indochine exige un supplément de ressources (les crédits seraient portés de 120 à 200 milliards) et que, sans compter ce supplément, les prévisions établissent le total des dépenses de 1951 à 2.520 ou 2.620 milliards, selon qu'il est retenu pour le budget militaire un chiffre de 650 ou de 750 milliards. Encore faut-il estimer que tous ces chiffres risquent d'éclater à la confrontation des points de vue français et américain à laquelle vont procéder Petsch-Moch avec Marshall-Snyder.

A Matignon, René Pleven s'est entretenu avec Paul Reynaud. Un peu la réforme électorale, mais beaucoup du réarmement allemand; Paul Reynaud en est partisan et doit interpellier le gouvernement. Ce sont les conditions de cette interpellation qu'il serait venu aujourd'hui discuter avec Pleven. Il aurait été convenu que l'interpellation ne précéderait pas la discussion sur le projet de réarmement français, mais se déroulerait à l'occasion de ce débat. Ainsi, un seul ordre du jour interviendrait pour les deux questions (réarmement français et réarmement allemand) et bien des difficultés seraient escamotées.

Par contre, le problème électoral n'a pas progressé. Au contraire, si l'on tient compte du rectificatif présenté par l'U.D.S.R. qui précise que le scrutin majoritaire à un tour sans apparentement n'est, pour elle, qu'un pis aller pour le cas où ne serait pas possible le scrutin d'arrondissement à deux tours. Or, la seule chose dont on puisse être certain c'est précisément que ce dernier scrutin n'a pratiquement aucune chance d'être remis en vigueur. Ce n'est donc pas solliciter abusivement la réalité que d'écrire que l'U.D.S.R. se prononce pour le scrutin majoritaire à un tour sans apparentement. Cela ne fait évidemment pas les affaires Giacobbi et l'on m'assure même que c'est à la suite d'une conversation téléphonique entre lui et Pleven que l'U.D.S.R. a publié sa mise au point. La séance du Conseil des Ministres avancée à vendredi après-midi sera confuse. Les ministres M.R.P. reprocheront à Giacobbi d'avoir, dès l'origine, choisi le système Coty amélioré et d'avoir essayé de convaincre ses adversaires de l'excellence de ce système plutôt que d'avoir procédé à de véritables négociations. Les experts du pointage estiment qu'au sein du Cabinet, 16 ou 17 ministres sont, dans le fond, partisans des deux tours, alors que 18 ou 19 sont favorables au tour unique.

Sur le plan social le gouvernement risque d'avoir, ces jours prochains, quelques petits soucis. Au Comité Confédéral National de la C.G.T. Benoît Frachon tient un langage assez ferme, mais c'est surtout dans le gaz et l'électricité qu'à la suite de la publication du décret sur la gestion du comité central des oeuvres sociales des remous sont à craindre. Quelques débroyages ont déjà eu lieu aujourd'hui et Marcel Paul chauffe ses troupes.

C'est d'ailleurs toujours sur ce plan social intérieur, dans l'action du parti communiste et de ses organisations satellites que réside le danger beaucoup plus que sur le plan international. Aujourd'hui, à la Commission politique de l'Assemblée des Nations Unies, Vychinsky s'efforçait de convaincre le monde des intentions pacifiques de l'U.R.S.S. Il rappelait une interview au cours de laquelle en 1936 Staline a dit : "si vous pensez que le peuple soviétique veut porter la révolution dans les pays qui l'environnent vous vous trompez profondément. Naturellement, le peuple soviétique désire des modifications dans ces pays environnants, mais ces modifications doivent être effectuées par les peuples eux-mêmes".

Cela n'exclut évidemment pas que de Moscou on les aide. Mais je ne crois pas à une volonté soviétique de conflit armé. Sinon, il y a longtemps que ce conflit aurait été déclenché sans attendre le réarmement du bloc occidental. La guerre froide est, beaucoup plus qu'un prélude à une guerre chaude, une arme psychologique propre à user les nerfs de l'adversaire et une arme économique capable de précipiter dans le chaos les économies occidentales, donc à favoriser les révolutions sociales.

La partie qui se joue est certes trop grave pour que, faisant fond sur cette opinion, le bloc occidental puisse négliger son réarmement. D'autant moins que, si l'U.R.S.S. ne souhaite pas faire la guerre, elle ne répugne pas à y pousser ses satellites. Toutefois, il est nécessaire de juger la situation avec objectivité et sans critique en négligeant les élans moutonniers et les slogans de propagande.

La ligne générale de conduite n'en sera pas changée, mais le comportement en sera plus calme et les sacrifices nécessaires, accomplis sans effroi, moins lourds à supporter.

1690-- 11/12/10/1930

" E N V R A C et E N B R E F "

----- Robert Lehr qui succède à Heinemann comme Ministre de l'Intérieur du gouvernement de Bonn, fait partie du Conseil d'Administration de la Compagnie sidérurgique " Vereinigte Stahl Werke". Il est membre de la minorité protestante du parti démocrate chrétien dont Adenauer est le leader.

-----Le Comité de l'Acier de l'O.E.C.E. a récemment fait un tour d'horizon des problèmes qui se posent à l'industrie sidérurgique à la lumière des récents événements. L'Allemagne et la France ont signalé d'ores et déjà des difficultés dans l'approvisionnement en charbon. L'Autriche, la Belgique les Pays-Bas, la France et l'Italie ont signalé de grosses difficultés dans leur approvisionnement en ferrailles. Enfin, l'Allemagne et l'Italie ont manifesté quelques inquiétudes en ce qui concerne leur approvisionnement en minerais demanganèse. Le délégué de la Suisse a demandé si les événements actuels et en particulier l'exécution de programmes d'armement auraient des repercussions sur les exportations des principaux pays producteurs. La France et la Belgique ont signalé que pour l'instant il n'y avait pas de mesures restrictives particulières.

----- Le Comité de l'Acier de l'O.E.C.E. a examiné un projet norvégien concernant des recherches minières dans la région de Dunderland. Le Comité l'a approuvé à l'unanimité. Par contre, un autre projet norvégien concernant la création d'une usine sidérurgique à Mo-I-Rana qui nécessite l'investissement d'environ 40 millions de \$ et qui aura une capacité de 180.000 t. susceptible d'atteindre ultérieurement 600.000 t., a provoqué de vives réactions étant donné que les travaux et les commandes à l'étranger sont très avancés. Le Comité, déclarant qu'il se trouvait devant un fait accompli, n'a pas donné son approbation à ce projet, considérant qu'une telle approbation constituerait un précédent dangereux pour l'avenir. Il s'est contenté de dire que la partie de l'usine correspondant à une production de 180.000 t. ne soulevait pas d'objections particulières mais qu'il réservait sa position quant la Norvège désirerait passer à une production de 600.000 T.

----- Le Gouvernement turc a récemment atténué de façon appréciable la rigueur de son régime de restrictions aux importations. Grande-Bretagne et Allemagne se disputent ce marché, non seulement dans le domaine des biens d'équipement, mais aussi dans le secteur des articles de consommation (cotonnades, produits-chimiques, appareils de radio, articles de quincaillerie etc...) Les prix des articles allemands sont en moyenne inférieurs de 30% à ceux des articles anglais similaires pour la quincaillerie, de 20 à 25% pour les cotonnades, de 10% pour les câbles souterrains, de 50 à 60% pour l'appareillage électrique. Au surplus, les fabricants allemands sont en mesure d'assurer leurs livraisons dans des délais beaucoup plus brefs (de 8 à 12 mois pour les machines lourdes, de 18 mois à 2 ans pour les machines anglaises similaires)

----- La mission anglaise d'études envoyée par l'Overseas Food Corporation en Afrique Orientale en vue d'examiner sur place l'état d'avancement et les perspectives du plan de culture des arachides de la région de Kongwa vient de publier son rapport. Ce document, dont les conclusions ont été acceptées par l'O.F.C. consacre l'échec à peu près complet du plan initial, très ambitieux, prévoyant le défrichement de 450.000 acres qui auraient été affectés à la culture des arachides et éventuellement d'autres plantes oléagineuses. L'ampleur insoupçonnée des difficultés d'ordre matérielle a d'abord retardé considérablement les travaux de débroussaillage et à ce jour 94.000 acres seulement se trouvent défrichés. Les conditions climatologiques -- insuffisamment étudiées au départ -- ont également donné lieu à de graves mécomptes. La sécheresse ayant compromis les récoltes d'arachides, une nouvelle expérience avait été tentée l'année dernière avec le tournesol. Elle s'est traduite, elle aussi, par un désastreux échec. La récolte obtenue n'a pas dépassé une valeur de £ 100.000 alors qu'elle avait coûté £ 600.000 à produire (sans compter les frais généraux)

-2-

Après avoir souligné ces faits, le rapport de la Commission d'enquête conclut à l'abandon de la culture sur une grande échelle dans la région envisagée. Il propose que sur les 90.000 acres défrichés, 12.000 acres seulement soient mis chaque année en culture. Une autre superficie globale de 12.000 acres serait laissée en jachère cependant que le reste des terres défrichées, soit 70.000 acres, serait transformé en herbages naturels. Les 12.000 acres réservés à la culture seraient répartis en quatre fermes indépendantes couvrant respectivement 6.000, 3.000, 1.500 et 1.500 acres. Les seules cultures envisagées sont les arachides, le maïs et le sorgho, le reste des terres disponibles étant affecté à l'engraissement de bétail acheté aux indigènes et revendu sur place pour les besoins de la consommation locale.

-----Les négociations commerciales franco-allemandes, qui ont été interrompues depuis le 25 Juillet, ont repris ce matin. La décision prise par la Banque des pays allemands de suspendre provisoirement les importations libres en provenance des pays de l'O.E.C.E. risque de compliquer les négociations malgré les accords de principe réalisés à Paris. Cette décision a été provoquée par l'inquiétude des milieux économiques allemands devant le déficit croissant de la balance commerciale de l'Allemagne occidentale avec les pays de l'O.E.C.E. qui s'élève actuellement à 200 millions de dollars.

----- L'industrie américaine de l'acier se propose d'accroître sa capacité de 9,4 millions de tonnes d'ici la fin de l'année 1952. Celle-ci atteindrait alors 109,963 millions de tonnes contre 82,8 millions en 1941 et 94 millions en 1944. Bien que le Secrétaire au Commerce estime que ces projets répondent amplement à la croissance probable des besoins civils et militaires, certains économistes officiels les trouvent insuffisants: ils insistent sur le fait que les projets actuels dépassent à peine ceux conçus avant les événements de Corée.

----- Les bases pour la signature d'un nouvel accord commercial entre le Brésil et la France sont actuellement examinées par le Comité consultatif brésilien des Accords commerciaux qui expose son point de vue sur les listes des produits à être échangés. Lors du premier débat sur le futur accord commercial, il avait été demandé que ne soient pas inclus dans les listes d'importation de lin, des fils de soie, coton, laine et que, quant aux produits pharmaceutiques, ne soient admis que ceux n'ayant pas de similaires brésiliens ou dont la production nationale est insuffisante. Les représentants de l'industrie brésilienne de la porcelaine ont soutenu que les besoins du pays étaient couverts par la production locale et par les récents accords commerciaux signés avec l'Angleterre et la Tchécoslovaquie. Une recommandation a été présentée demandant un plus large quota d'importation de champagne et vins ainsi que d'essence pour parfum.

----- SUR LE MARCHÉ PARALLELE on a coté aujourd'hui : barre 509.000 ; lingot 510.000 ; napoléon 3.760 ; croix 3.620 ; souverain 4.610 ; eagle 912 ; livre 985 ; dollar 381 toutes coupures, 388 coupures de 500 et 391 coupures de 1.000 ; franc suisse 87,25 ; belge 7,15 à 7,25 ; peseta 7,40 à 7,60.

1950

lettre n° 1.687

25X1A

Monsieur,

L'originalité de ce problème du réarmement allemand c'est que les Américains doivent persuader de la valeur de leur projet non seulement le gouvernement français, mais aussi une bonne partie des milieux politiques allemands eux-mêmes, notamment Carlo Schmidt, vice-président du Parlement fédéral et Heinemann, ministre de l'Intérieur de l'Allemagne occidentale. Celui-ci estime qu'avant toute participation allemande l'Europe doit être rendue forte et celui-là demande que d'importants effectifs américains soient stationnés en Europe "afin de servir de garantie qu'aucun nouveau Dunkerque n'est envisagé". Aussi Mac Cloy est-il contraint de défendre les Alliés occidentaux contre le bruit qui circule en Allemagne, selon lequel leurs décisions auraient été inspirées par le désir d'acheter l'aide militaire allemande dans une époque dangereuse. Et d'ajouter qu'une contribution allemande n'est possible ou désirable que si le peuple, le Parlement et le gouvernement de la République fédérale le préconisent et l'appuient fortement. En somme, les meilleurs alliés de Robert Schuman dans ses discussions avec les Américains en vue d'obtenir une priorité de réarmement pour la France sont encore les sociaux démocrates allemands et ses meilleurs arguments sont les hésitations dont ceux-ci font preuve.

Au demeurant, la répugnance manifestée par la France sera, dans l'avenir, fonction des résultats des négociations que Petsche est parti conduire à Washington. Dans l'actuelle conjoncture de la diplomatie internationale, les pressions exercées sont toujours à double effet. On peut supposer sans outrepasser que les Américains mettent dans la balance l'aide qu'ils nous apporteront pour notre réarmement et que celle-ci sera plus ou moins substantielle selon notre bonne volonté à admettre leurs vues en matière de défense européenne. Mais on peut également penser que notre réticence à l'encontre d'un réarmement allemand pourrait être en partie réduite si l'aide américaine était suffisante pour permettre à notre propre réarmement de devenir rapidement effectif.

Sur un plan plus général un nouvel élément se dessine qui pourrait entrer prochainement en jeu : l'élément espagnol. Sept pays de l'Amérique latine demandent à l'Assemblée de l'O.N.U. d'abolir les sanctions diplomatiques édictées contre l'Espagne en 1946. La Grande-Bretagne paraît, d'autre part, décidée à voter pour cette résolution latino-américaine, à condition qu'elle soit assurée d'obtenir la majorité des deux tiers. Et voici que François Poncet, parlant à Brême, exprime le désir de voir bientôt l'Espagne admise aux Nations-Unies et au Conseil de l'Europe. Notre Haut-Commissaire n'aurait certainement pas exprimé ce vœu s'il n'était pas assuré de traduire ainsi les vues du gouvernement. Or, des Nations-Unies au pacte de l'Atlantique, il n'y a qu'un pas qui sera vite franchi. L'Espagne est le pays d'Europe occidentale qui possède l'armée la plus forte et qui peut, du jour au lendemain, contribuer efficacement à la constitution de cette armée européenne, objet de toutes les négociations actuelles. Au surplus, ce réveil de la question espagnole qui, d'ailleurs, couvait depuis des mois, intervient précisément à l'heure où la Turquie, enhardie par son entrée au Comité de défense Atlantique pour la zone méditerranéenne, réclame l'ouverture de conversations d'Etat-major avec la France et la Grande-Bretagne. L'Italie appartient, elle aussi, au groupe méditerranéen du pacte de l'Atlantique et ce que je viens d'écrire sur les dispositions internationales à l'égard de l'Espagne laisse espérer que ce dernier pays ne tardera pas à l'y rejoindre.

Certes, la présence anglaise peut être un obstacle à une collaboration sans arrière-pensées

ce, l'Italie et l'Espagne d'une part, la Turquie d'autre part, montrant la garde autour de cette mer qui est leur. Il manquerait cependant un maillon à la chaîne et ce maillon, c'est Israël dont on annonce aujourd'hui qu'il songerait à transformer sa légation à Moscou en ambassade. Cette petite nouvelle est grosse d'enseignements. Elle tend à prouver une cause évolution du gouvernement Ben Gourion et devrait rappeler au monde occidental qu'il existe une opposition israélienne composée des éléments de l'ancienne Irigoun qui sont, eux, favorables à une collaboration avec les pays latins dont la France prendrait la tête. De même qu'ils sont favorables à une entente avec l'Egypte. Il y a des mois que je vous ai, pour la première fois, entretenu de ces questions. Elles reviennent d'actualité par le détour, d'ailleurs prévisible, du prochain retour de l'Espagne dans la communauté occidentale.

Dans le domaine intérieur, la situation n'a pas évolué depuis 48 heures. La question électorale en est toujours au même point et ce ne sont pas les grands problèmes d'armement et de financement d'icelui qui pourront progresser aussi longtemps que Pétscho ne sera pas revenu des Etats-Unis. Un autre chapitre de notre politique intérieure a été remis à l'honneur par Lapie dans une allocution d'hier : celui de la réforme scolaire. Lapie est sceptique quant à l'efficacité de la commission qui a été constituée et qu'il prend soin d'appeler, dans ses conversations, la "commission Mollet-Pleven" pour bien marquer qu'il n'est pour rien dans sa création et qu'il la considère comme la conséquence de la mission d'information de Guy Mollet. Du côté catholique, on préférerait certes voir un "neutre" à l'Education Nationale, mais on tient Lapie pour non sectaire et bien élevé. La situation financière de l'école libre est très sérieuse, mais le clergé ne compte guère sur les éléments M.R.P. ou para-M.R.P. pour la défendre. Trois tendances paraissent se faire jour :

Mgr Hamayon, directeur de l'enseignement libre, relevant étroitement de l'Archevêché, a eu, il y a quelques années, des mots assez durs pour le M.R.P. Il a, depuis, arrondi les angles. Lorsque Colin était Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, un "modus vivendi" avait été recherché en matière de subventions. Les socialistes s'en étaient inquiétés. Avec Queuille et Thomas, les choses n'ont évidemment pas progressé, mais Mgr Hamayon reste très compréhensif.

Mgr Blanchet, recteur de l'Institut Catholique représente non pas les "politiques" comme Mgr Hamayon, mais les "professionnels". Il chercherait plutôt un terrain d'entente en matière de personnel, diplômes, retraites, programmes.

Les "ultras" de l'ouest ne sont pas représentés à la commission, mais ils trouveraient, le cas échéant, des interprètes. On cite, à ce sujet, le nom de Lizop, un laïc qui a milité dans les mouvements de jeunesse et dont on dit qu'il envisagerait de se présenter aux élections dans un département de l'Ouest. Enfin, il faut, paraît-il, faire entrer en ligne de compte l'influence des maisons d'édition dont certains membres de la commission défendraient consciemment ou non les positions, ces maisons d'édition redoutant une fusion des programmes. Ces quelques détails disent assez la complexité des travaux de la commission de réforme scolaire et justifient le scepticisme manifesté par Lapie à leur égard.

J'ai passé sous silence la décision prise par les Nations Unies d'autoriser Mac Arthur à franchir le 38ème parallèle. C'est qu'il est impossible de prévoir quelles seront les conséquences de ce geste. Les Nations Unies ont visiblement tablé sur la volonté soviétique de ne pas déclencher la guerre. Elles ont certainement raison, mais elles ont aussi tablé sur la répugnance que pourrait avoir Mao-Tsé-Tung à faire seul les frais d'opérations destinées à transformer la Corée en un abcès de fixation dont souffrirait grandement la puissance militaire américaine. De ces dispositions de la Chine, la preuve reste à faire. Nous serons fixés à bref délai.

" E N V R A C et E N B R E F ""SUR L'ECONOMIE ALLEMANDE"I- ALLEMAGNE ORIENTALE

Les métaux non ferreux sont devenus très rares

-----Le plan de production de 1950 prévoit la production de 840.000 T. d'essence dont 400.000 T. de carburant "diesel". D'ici 1955, cette production doit passer à 1.260.000 T. (780.000 T. d'essence et 480.000 T de carburant "Diesel") . En 1948, la production totale ne s'élevait qu'à 550.000 T.

----- Au cours de la première année du plan de cinq ans, l'usine nationalisée de tracteurs de Brandenbourg reprendra la production de moteurs pour compresseurs et locomotives "Diesel". La production de tracteurs sera augmentée de 50% par rapport à 1950.

----- L'union des usines nationalisées (au total 38 usines) fabrique des installations de cables et des appareils électriques. Le chiffre d'affaires de toute l'année 1949 a été surpassé au cours du premier semestre 1950 3/4 des exportations ont été effectuées vers les pays de l'Est européen, dont 23% vers la Pologne. Les exportations de la WB "Ika" vers la Tchécoslovaquie ont également considérablement augmenté au cours du 1^{er} semestre 1950.

----- Bien qu'il existe toujours des difficultés en ce qui concerne l'industrie du cuir en Allemagne Orientale, la production de chaussures de cuir a pu augmenter de 6/10; une augmentation de plus de 4/10 est prévue pour 1950. Au cours de cette année, 1,5 millions de paires de chaussures en cuir seront importées des Etats d'Europe Orientale.

II- REPUBLIQUE FEDERALE

----- Au 15 Septembre la totalité des chômeurs était de 1.317.000.

----- La récolte de légumes et de fruits de cette année a été satisfaisante. Il en est de même pour la récolte des primeurs à l'Hectare qui est en moyenne plus élevée que celle de l'année précédente.

----- On s'attend à de très bonnes vendanges dans le Wurtemberg. Cette province avec ses 50.000 ha. de vignes est la partie vinicole la plus importante de l'Allemagne. On compte sur une récolte de 30 à 40 millions de litres de vin qui sera meilleur que celui des années précédentes. La récolte totale en Allemagne Occidentale est estimée à plusieurs centaines de millions de litres de vin.

----- La récolte des plantes oléagineuses en Basse Saxe a échoué cette année. On ne peut compter que sur une récolte ne représentant tout au plus que 40% de la récolte de 1949: pour le colza d'hiver, 16.000 T (38.000 en 1949) La récolte du colza d'été est passée de 2.500 T. en 1949 à 500 T. en 1950

----- La production industrielle a atteint son niveau le plus élevé depuis la fin de la guerre: 113 au mois d'Août contre 107 en Juillet (1936=100)

-----Le souci prédominant pour les mines de charbon de l'Allemagne Occidentale est de trouver des ouvriers pour assurer l'exploitation quotidienne de 390.000 T. de charbon au cours du 4^{ème} trimestre de 1950.

----- L'usine de machines outils Wagner et C^o, l'une des plus grandes d'Europe a reçu du Gouvernement Militaire Britannique l'autorisation de reprendre sa production.

.../...

----- La 10.000ème voiture fabriquée par les usines "Büssing" a quitté le 12 Septembre la chaîne de montage. L'entreprise qui existe depuis près de cinquante ans a sorti plus de 95.000 véhicules utilitaires. Le développement continu des usines avait été stoppé par la guerre, car les usines de Braunschweig avaient été détruites à 50%. Les usines emploient aujourd'hui 4.100 ouvriers et 200 camions sont fabriqués par mois. Les exportations qui débuteront après la réforme monétaire atteignent en 1949 10% de la production. Elles passeront de 15 à 20% en 1950. Les usines travaillent actuellement à plein rendement et leur capacité de production est supérieure à celle d'avant guerre. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 128 millions de DM pour la période du 21 Juin 1948 à fin Décembre 1949. Des crédits ERP ont été demandés. Un atelier de carrosserie pour autobus a été construit à Querum près de Braunschweig pour remplacer celui de Elbing.

----- 24.000 tracteurs agricoles ont été fabriqués au cours des 7 derniers mois contre 26.931 pendant toute l'année 1949. Les exportations de tracteurs agricoles ont considérablement augmenté : 6.343 contre 2.244 en 1949.

----- Les échanges avec les pays balkaniques s'intensifient de plus en plus. Bien que ces marchés soient d'importance secondaire pour la République Fédérale, les chances d'exportation, particulièrement en ce qui concerne les machines, les installations industrielles et les pièces de rechanges ne sont pas moindres qu'avant guerre. En outre, bien que la Roumanie et la Bulgarie n'aient jusqu'à présent acheté qu'une faible quantité de marchandises à la République Fédérale, les exportations totales allemandes vers les Balkans ont presque atteint durant le premier semestre 1950 le niveau d'avant guerre. En valeur, elles sont mêmes supérieures au niveau de 1936. Les meilleurs acheteurs de produits industriels allemands sont la Yougoslavie et la Turquie suivies de la Hongrie surtout intéressée par l'importation de machines outils.

----- L'accord commercial signé à Francfort, après de longues négociations entre la République Fédérale et la Bulgarie pour la période du 1^{er} Juillet 1950 au 31 Mars 1951 autorise ce dernier pays à exporter pour 4,5 millions de \$ de produits agricoles et pour 1,7 millions de \$ de produits de mines. En contre partie, l'Allemagne Occidentale doit livrer des produits en fer et en acier, des machines, des pièces de rechange, des textiles et du papier.

----- Malgré son orientation vers l'Est, la Hongrie n'a pas perdu le contact avec l'Ouest et son commerce avec la République Fédérale se développe de façon relativement favorable. Par ces échanges, la Hongrie a réussi à développer considérablement sa production industrielle, à moderniser ses installations et à monter de nouvelles entreprises. La Hongrie, par des importations de machines outils d'une valeur de 1,7 millions de \$ vient actuellement en tête des clients de la République Fédérale pour ce genre de marchandises.

----- La Yougoslavie peut devenir le meilleur acheteur de l'Allemagne occidentale. Dans le cadre d'un programme à long terme, la Yougoslavie prévoit l'exploitation de mines, de gisements pétrolifères et également la transformation de minerais à l'intérieur du pays même. Elle a donc un besoin urgent et important de machines d'extraction, de foreuses, d'installations industrielles, telles que forges et laminoirs. La construction de centrales électriques l'oblige à importer des transformateurs, des turbines et du matériel électrique divers. Des négociations ont actuellement lieu à Francfort entre les représentants allemands et yougoslaves. La Yougoslavie à l'intention d'importer sur la base de crédits et en dehors de l'accord commercial en vigueur des installations complètes pour deux centrales électriques et pour deux usines dont l'une travaillerait le cuivre et l'autre le zinc. A cet effet, la Yougoslavie voudrait conclure un accord de crédit à long terme qui serait valable jusqu'en 1954--55. Elle livrerait en contre partie 100.000 T. de blé, 300.000 T. de maïs, 60.000 T. d'avoine et 50.000 T. d'orge. Pour atteindre ce but, la Yougoslavie doit cependant développer sa capacité d'exportation par une intensification et une rationalisation de son agriculture.

Paris, nuit du lundi 9 au mardi 10 Octobre 1950

Lettre n° 1,688

25X1A

Monsieur,

Le langage militaire est à la mode. Il est même de circonstance quand on se bat en Corée et en Indochine. J'écrirai donc que le gouvernement français lutte sur deux fronts.

Le front extérieur où Petsche va revendiquer une aide directe en dollars, la plus importante possible, alors que ses interlocuteurs Acheson, Marshall ou Snyder envisagent plutôt une aide indirecte en fournitures de matériels, en livraisons de matières premières, en ouvertures de crédits ; où Jules Moch, qui n'a pas conquis l'Amérique lors de son premier séjour à New-York, va s'efforcer à nouveau de la convaincre du bien fondé de notre position sur le problème du réarmement allemand ; où André François-Poncet catéchise sur ce même sujet les délégués de cercles américains réunis en conférence à Francfort.

Le front intérieur où le Comité Permanent d'Action élargi à Faure et à Guillant et présidé par Pleven (ainsi tout le monde est "dans le coup" comme l'exigeait le M.R.P.) renforce le contrôle des exportations, surveille le marché des cuirs, arrête le programme d'importations des matières grasses et des légumes secs et tient la gageure de raffermir le marché du vin à la production et de favoriser la baisse à la consommation. Par contre, on s'attend que Schneiter développe, demain, devant le Conseil des Ministres sa communication sur "l'incidence du salaire minimum garanti sur le niveau des prestations familiales". Euphémisme officiel pour désigner une revalorisation de ces prestations et, pour la rendre possible, une augmentation des cotisations. Je vous ai exposé les grandes lignes de la question et les diverses propositions présentées par Cayeux, Bouxom et Bacon dans ma lettre des 5/6 octobre.

Le Conseil examinera également le texte du projet de loi sur la durée du service militaire et fixera le programme des travaux parlementaires. Tout cela est connu. Mais il m'étonnerait fort qu'il ne soit pas également question - et fort longuement - des opérations militaires en Indochine où l'évacuation de Caobang prend une assez vilaine tournure. On en oubliera vraisemblablement de parler du projet de réforme électorale qui pourrait faire l'objet d'un autre conseil des Ministres qui se tiendrait à la fin de la semaine ou lundi prochain, en tous cas avant la rentrée parlementaire. On me rapporte à ce sujet que Queuille et Giacobbi ne sont pas entièrement d'accord et que le premier envisage de reprendre en mains la question.

Ainsi, tout ne va pas pour le mieux à quelques jours de la réunion des Chambres. Même en ce qui concerne le plan Schuman de pool acier-charbon pour lequel les Allemands annoncent de nouvelles propositions comportant des mesures de protection provisoire pour les mines belges et l'industrie sidérurgique italienne et l'établissement, comme base des marchés, d'un prix intermédiaire entre les prix de revient français et allemands.

Une autre entreprise qui ne se développe pas comme on le désirerait, c'est la "campagne de vérité". Les Américains commencent à s'en plaindre. Les allocutions à la radio n'ont guère de retentissement et le parti communiste qui craignait beaucoup cette croisade et qui

1.688 (2)

redoutait même qu'elle ne lui fut très préjudiciable pour la future campagne électorale commence à se rassurer. Par contre, l'opposition non communiste envisage de s'emparer de l'idée et de reprendre la croisade dans certains journaux. S'efforçant de faire d'une pierre deux coups, elle dénoncerait l'attitude antinationale des communistes et ferait apparaître en même temps la complaisance dont ils ont bénéficié de la part des gouvernements en 1944 et 1945

paul dehème

EN BREF ET EN VRAC

--- Un groupe de députés socialistes, dont Depreux, fait répandre que la politique française est beaucoup trop influencée par le parti travailliste anglais et que le régime français, notamment sur le plan international, est exposé, de ce fait, à de graves dangers. Cette position aboutit à des divergences profondes entre une fraction de la S.F.I.O. et Guy Mollet.

--- Je vous ai déjà entretenu de l'éventualité d'une candidature Naegelen dans les Basses Alpes. Contrairement aux prévisions, l'accueil qui lui a été réservé n'a pas été très chaleureux et il en est résulté bien des réserves de la part de la Préfecture de Digne. Le parti S.F.I.O. lui-même est fractionné et un courant se manifeste qui tend à ne pas se placer sur le terrain contraire à celui de la fédération du Bas-Rhin qui rejette Naegelen. A Digne, on suggère que le Gouverneur Général devrait se présenter simplement à Alger même, avec un programme technique. A Paris, on prétend qu'il y serait inéligible du fait des fonctions qu'il remplit. C'est une erreur, car il est parlementaire en mission ; en outre, il pourrait démissionner dans le délai rituel, avant la campagne électorale. Seuls les préfets sont inéligibles dans le département où ils ont exercé, et encore, si un certain délai ne s'est pas écoulé depuis l'abandon de leurs fonctions. De nombreuses personnalités souhaitent la rentrée, au Parlement, de Naegelen, dont beaucoup font un futur président du Conseil, à commencer par Auriol lui-même.

--- Au R.P.F. on s'étonne que pas un seul département n'offre un siège au général de Gaulle depuis qu'a été lancée l'annonce de sa candidature. Certes, son élection sera facile, ne serait-ce qu'à Paris, mais on espère, au R.P.F., que plusieurs départements revendiqueraient le général, par l'intermédiaire d'associations diverses, de résistants, de groupes économiques etc. Quant aux adversaires du général, ils considèrent que son entrée au parlement va le vouer à une action politique militante pour laquelle il ne semble pas fait.

--- SUR LE MARCHÉ PARALLELE on a coté aujourd'hui : barre 503.000 ; lingot 504.000 ; napoléon 3.700 ; croix 3.550 ; souverain 4520 ; eagle 902 ; livre 980 ; dollar 380 toutes coupures, 385 les coupures de 500 et de 1.000 ; franc suisse 87 ; franc belge 7,15 à 7,25 ; peseta 7,40 à 7,60

I688-- 9/10/10/1950

" E N V R A C et E N B R E F "

----- En Grande-Bretagne, la nationalisation de l'acier sera rendue effective le 15 Février 1951

----- Pierre de Gaulle a tenu à souligner qu'aucune décision n'avait été prise par le R.P.F. en ce qui concerne les candidatures à intervenir pour le renouvellement du Bureau du Conseil Municipal de Paris. Officiellement c'est un fait. Toutefois, il semble bien que l'on puisse d'ores et déjà escompter une reconduction pure et simple pour les titulaires des principaux postes de ce Bureau.

----- A la Sous Commission des salaires de la Métallurgie de la Région Parisienne, les deux délégations en présence restent sur leurs positions Nouvelle rencontre Jeudi prochain.

----- Le Comité de la Productivité tiendra séance demain Mardi. Jusqu'à présent, les efforts accomplis en vue d'améliorer la productivité se sont exprimés sous forme de rapports traduisant les observations recueillies au cours de missions. Cette phase préparatoire est maintenant dépassée. Il va s'agir de prendre le problème à bras le corps. C'est tout au moins le désir exprimé par Buron qui présidera la séance de demain.

----- Les exportations françaises de produits sidérurgiques sur le Pakistan ayant été ralenties, le Japon et l'Allemagne ont réussi à placer de nombreuses commandes. Notamment pour le Japon, des autorails, des wagons destinés au transport du jute.

----- Le Gouvernement Français envisage de prochains pourparlers avec la Pologne en vue de reprendre les importations de charbon. Il est question de 1,5 million de tonnes en 1951. Mais le Gouvernement voudrait lier ces pourparlers avec l'examen des problèmes financiers en suspens.

----- Le Maroc a été pressenti pour l'importation de sucre roux de Cuba. La Résidence a fait savoir que le territoire pourrait absorber non pas seulement 80.000 tonnes comme il en avait été question mais 150.000 tonnes. Des mises en concurrence seront établies entre les vendeurs, auxquelles les commerçants américains participeraient éventuellement.

----- Depuis 1937, le Maroc bénéficiait de tarifs préférentiels à l'entrée en A.O.F. de certains produits. Un nouveau tarif douanier vient d'être mis en vigueur. Le Maroc demande non seulement que les tarifs préférentiels dont il bénéficie en A.O.F. soient maintenus, mais qu'ils soient étendus à d'autres produits, notamment aux marchandises ci-après dont certaines font déjà l'objet d'exportations sur l'A.O.F. : pâtes alimentaires, légumes frais et secs, céréales, farines, oeufs, conserves, jus de fruits, confiserie, spécialités pharmaceutiques, engrais, fils et tissus de laine, tissus de coton, bonneterie, vêtements, tapis, verrerie, matières plastiques, articles de ménage, meubles métalliques. La Résidence souhaite que l'intermédiaire intervienne dans ce sens. Elle rappelle qu'en 1949, les échanges entre les deux pays se sont soldés par un excédent au profit de l'A.O.F.. Elle fait remarquer que le rétablissement des droits gênerait beaucoup les exportations marocaines. Cette question sera probablement l'une de celles que le Sultan abordera lors des conversations qu'il ne manquera pas d'avoir au cours de son voyage en France.

----- L'Administration du Plan Marshall a approuvé l'attribution de nouveaux crédits s'élevant à 23.949.000 dollars. De cette somme, 6.816.000 dollars ont été réservés à l'achat d'équipement industriel. L'Allemagne Occidentale a reçu presque la moitié de ces crédits, soit 11.903.000 dollars. La France figure en deuxième position avec 6.934.000 dollars.

-2-

-----Le Département américain de l'Agriculture estime la récolte de coton à 9.869.000 balles, soit une des plus faibles enregistrée depuis longtemps. Celle de l'année dernière avait atteint 16.126.000 balles et la moyenne des dix dernières années était de 11.599.000. (La balle est de 500 livres).

----- La Commission politique N° 2 de l'Assemblée Générale des Nations Unies a abordé ce matin la discussion du problème des anciennes colonies italiennes. Elle a commencé par l'examen du rapport du Commissaire des Nations Unies pour la Libye qui souligne le besoin d'assistance financière et technique du territoire lybien pour développer son économie. Au nom de la France, Couve de Murville insiste sur les maigres ressources, en particulier du Fezzan et sur les subventions que l'Administration française doit faire à fonds perdus pour mettre en oeuvre un programme de développement économique du territoire, en particulier pour l'irrigation et les transports routiers.

----- Belgrade a demandé à Londres l'octroi d'un nouveau crédit de l'ordre de 20 à 25 millions de livres pour l'achat d'outillage en Grande-Bretagne aux fins de développement de la production des mines de cuivre de zinc et d'aluminium, en Yougoslavie.

----- La réunion des pays exportateurs de céréales de l'Est européen avec les pays importateurs du reste de l'Europe se tiendra à Genève le 14 novembre. L'Est pourrait exporter 60.000 tonnes de blé, 500.000 T. de seigle et près de 3 millions de tonnes de maïs,avoine et orge.

Lettre n° 1.693

Monsieur,

25X1A

Personne n'est assez riche pour acheter son adversaire avec des concessions, a-t-on écrit quelque part. La phrase reste vraie pour les interlocuteurs d'une négociation politico-économique qui ressemblent toujours si fort à des adversaires au moins dans le feu de la discussion. Petsche et Moch, Dean Acheson et Marshall, ainsi que John Snyder en doivent être convaincus, qui ne semblent pas pouvoir se mettre d'accord dans ce débat qui, à Washington, met sur un même plan et rend solidaires l'un de l'autre le financement du réarmement français et la décision de réarmer l'Allemagne.

De cette discussion, qu'on a quelque peine à ne pas qualifier de marchandage, on ne sait pas encore grand chose si ce n'est qu'à l'origine la position américaine était plus favorable à des livraisons de matériel qu'à l'octroi de dollars propre à nous permettre de fabriquer nous-mêmes. C'est d'ailleurs une position qui peut surprendre quand on sait que Lee Dayton, qui dirige la mission de l'E.C.A. en Italie, reproche à ce pays de s'être, au cours des dernières années, plus soucieux de renforcer la stabilité de sa monnaie que d'assurer le développement de sa production industrielle. Ainsi, pour les Américains, vérité en deçà des Alpes, erreur au delà.

Les Chambres vont donc rentrer demain mardi, alors que les discussions de Washington ne sont pas terminées. Les Etats-Unis nous rendent Moch, mais gardent encore Petsche durant quelques jours. Et, pendant quelques jours, il sera encore impossible de discuter sagement des perspectives budgétaires. Néanmoins, la Chambre ne chômera pas et, dans la "hiérarchie des urgences" que la Conférence des Présidents de Groupes va établir, dès la première séance, le débat sur l'Indochine va certainement recevoir une place de choix encore qu'il serait sage d'attendre, pour l'entamer, le retour de Juin et de Letourneau.

Pour sinistrement spectaculaire qu'elle ait été, l'affaire de Cao-bang-Thât Khé n'a rien changé à la physionomie du dispositif français. Le terrain sur lequel le drame s'est déroulé était en cours d'évacuation. Jusque là, la campagne était conduite par le commandement, selon les idées directrices classiques de toutes les opérations de pacification "coloniale" : repousser peu à peu l'adversaire hors des régions vivrières, l'enfermer dans des zones arides et inhospitalières, attendre patiemment qu'il soit mûr pour la soumission. La région de Cao-bang Lang-son est aride. Après le Rif, après Lyautoy, la plus récente application de cette manœuvre a été celle qui permit de réduire la rébellion malgache. Un revers ne doit pas faire oublier que cette technique a, auparavant, obtenu de bons résultats. En Indochine, l'ennemi a été chassé de la quasi totalité des rizières et souffre d'une disette que ne peut soulager l'aide chinoise et qui, avec la pénurie de médicaments, est son plus lourd handicap.

Certes, dans les secteurs productifs contrôlés par les forces franco-vietnamiennes, l'insécurité persiste. D'incessantes infiltrations viet-minh, l'action de bandes semi-sédentaires se traduisent par un perpétuel harcèlement de nos postes et de nos plantations. Mais il s'agit là d'un terrorisme sans résultat économique positif pour l'ennemi qui demeure dans l'impossibilité de collecter d'appréciables quantités de riz.

Par contre, depuis l'arrivée des troupes communistes chinoises à la frontière du Tonkin, le Viet Minh, réduit à une demi-famine a vu s'ouvrir devant lui une possibilité de survie qu'en.....

ucteurs et en prêts de techniciens. Enfin, il jouit de l'avantage, encore qu'illégal, du point de vue international, de pouvoir inscrire ses hôpitaux, ses ateliers d'armements, ses états-majors et ses postes de repli au delà d'une frontière que les troupes françaises s'interdisent de violer. Bref, il lui est devenu possible de forger un véritable outil guerrier et nos citadelles de la région frontrière sont devenues inefficaces.

Cette situation ne date pas d'hier. Le 28 décembre dernier, un convoi d'armes arrivait à Ban Phaï avec 1.000 fusils, 40 mitrailleuses, des munitions. A Ban Xam on signale la livraison de 1.000 fusils, 200 mitrailleuses, 1.000 caisses de cartouches. En janvier, une délégation viet-minh se rend en visite à Canton et participe à une conférence dont le programme est le suivant : fourniture d'armes pour l'équipement de cinq régiments vietminhiens, soit 16.000 hommes ; envoi de techniciens du service général et de techniciens d'aviation ; activité de la ligue communiste dans le Sud-est asiatique ; une école de sabotage se monte à Canton. En mars, des troupes communistes locales vendent au Viet-Minh à Quang Yen des armes récupérées sur les nationalistes, soit environ 3.000 fusils chinois et 200 fusils mitrailleurs tchèques. En même temps des opérations combinées sont montées. Des prisonniers faits en février, lors de l'attaque du poste de Pho-Lu, ne parlent que le chinois, ignorent l'annamite, le Thaï ou autre dialecte de la région.

Tous ces faits, et bien d'autres encore, ont été, à l'époque, officiellement consignés dans des rapports transmis aussitôt à Paris. L'un d'eux, daté de fin avril, conclut : "le moins qu'on puisse dire, c'est que ces rapports de bon voisinage sino-vietminh sont extrêmement inquiétants : régulièrement les caisses de munitions s'amoncellent et des armes de plus en plus perfectionnées transitent au profit des forces du Viet-Minh. Des mortiers tirent du territoire chinois sur nos postes frontrière et des éléments armés, dépendant des armées de Mao-Tsé-Tung, commencent à s'attaquer à nos défenses. Tout porte à croire que cette collaboration, conformément aux ordres reçus de Moscou, ne fera que s'aggraver dans les mois à venir".

Il devenait donc évident que le Viet-Minh allait tenter de rompre le blocus du riz et que la présence de nos effectifs avancés à la frontière ne se justifiait plus. Dès cette époque, le Haut Commissaire et le Commandement en Chef l'avaient compris et réclamaient des renforts à la France. Ils n'ont pas été entendus. Si, pour qui ignore que toute évacuation était impossible pendant la saison des pluies, le Commandement est coupable d'avoir attendu que les Viet-minh aient mis au point leur force tactique pour replier des garnisons qui se trouvaient dangereusement en flèche, du moins ne peut-on lui reprocher d'avoir surestimé nos moyens. Quand le Viet-Minh attaqua le convoi de Caobang et la colonne de secours, il savait parfaitement que le terrain lui revenait par abandon consenti. Mais il était important pour lui d'infliger une saignée au corps expéditionnaire et d'anéantir quelques bataillons d'élite, légionnaires et tabors dont la disparition se fera cruellement sentir lors du développement ultérieur des opérations. Il est évident que, avec ou sans temps d'arrêt plus ou moins prolongé et employé par l'ennemi au parachèvement de sa préparation, l'offensive du Viet-Minh ne manquera pas de se produire pour les raisons économiques exposées plus haut.

L'objectif sera le delta du Fleuve Rouge. Le commandement est sincèrement persuadé qu'il dispose encore du moyen de bloquer au débouché des montagnes les 20.000 ou 30.000 vietns qui forment le corps de combat d'Ho Chi-Minh. L'ennemi, en effet, va être aux prises avec des difficultés sérieuses de transports et de ravitaillement qui lui seront d'autant plus sensibles qu'il a maintenant à faire évoluer un armement plus lourd, de l'artillerie notamment. Mais les surprises que les Nord-Coréens ont, dans ce domaine, infligées aux Américains pendant la première phase de la bataille coréenne doivent inspirer quelque prudence dans l'appréciation de ces difficultés. Toujours est-il que la marge de sécurité, dont disposent les troupes françaises du Tonkin, est singulièrement étroite. D'autant

plus qu'il est absolument impossible de prélever un seul des hommes engagés dans les autres régions du pays. Enfin, quoi qu'on n'ait pas de renseignements précis à ce sujet, il n'est pas interdit de prévoir que l'ennemi pourra démasquer, au moment de sa tentative de déboucher vers le delta, quelques éléments blindés et quelques escadrilles d'avions.

L'envoi de renforts est donc un impératif catégorique.

Plus encore que d'effectifs, l'Indochine a besoin de quelques chars, d'artillerie et d'avions de bombardement légers et moyens. Actuellement on bombarde avec une poignée de vieux junkers de transport, en jetant les projectiles par les portes des appareils. Tous les généraux venus depuis cinq ans en inspection l'ont constaté sans qu'une amélioration intervint. Juin sera, dans quelques jours, à Saigon et l'on veut espérer que cette ultime mission sera plus efficace que les autres ; que la douloureuse leçon de Caobang ayant été comprise, les recommandations que le général ne manquera pas de faire à son retour à Paris, ne tomberont pas, comme tant d'autres dans des oubliettes murées d'indifférence.

On peut d'ailleurs se demander si, en cas contraire, Pignon et Carpentier accepteraient de conserver leurs responsabilités respectives et ne démissionneraient pas. Car, on ne peut demander à des fonctionnaires civils ou militaires, si respectueux qu'ils soient des ordres de leur gouvernement d'avoir la vocation du désastre.

Le drame est que l'aide chinoise a été plus prompte que l'aide américaine et que l'intensification de l'apport français. Mao-Tsé-Tung et Ho-Chi-Minh ont agi pendant que nos ministres atermoyaient paralysés par les impératifs du jeu politique et du maintien de la majorité gouvernementale ou immobilisés par des conversations internationales d'où ne sont sorties que des promesses. Il y a quelques jours, Moch déclarait à New-York qu'il n'y avait pas lieu d'envoyer des renforts. Aujourd'hui, on parle presque ouvertement d'embarquer une dizaine de milliers d'hommes. Encore faudrait-il les armer "à la moderne". Des missions américaines se sont succédées à Saigon qui, toutes, ont reconnu à la fois la valeur de nos troupes, l'expérience du commandement et la pénurie de matériel. Les rapports se sont accumulés, mais pas les armes. Il n'est arrivé des Etats-Unis que huit Dakota, des mitraillettes et... du D.D.T. Les combattants d'Ho-Chi-Minh lui résistent mieux que les moustiques.

Revenons à Paris. Ploven s'est entretenu, cet après-midi, avec Queuille et les inspecteurs généraux du ministère de l'Intérieur sur les problèmes de sécurité. La lutte contre la cinquième colonne et notamment contre les éléments étrangers va reprendre incessamment en attendant que soit déclenché — mais seulement si la nécessité s'en imposait — le dispositif de répression contre le parti communiste lui-même.

paul dehème

--- SUR LE MARCHÉ PARALLÈLE on a coté aujourd'hui :
barre et lingot 507.000 ; napoléon 3.800 ; croix 3.610 ; souverain 4.590 ; eagle 912 ; livre 980 ; dollar toutes coupures 384, coupures de 500 389, coupures de 1.000 394 ; franc suisse 87,25 ; belge 7,20 à 7,30 ; peseta 7,40 à 7,50.

" E N V R A C et E N B R E F "

-----Les droits de douane d'importation applicables aux fils de laine ou de poils fins, cardés ou peignés, purs ou mélangés, préparés pour la vente au détail sont suspendus.

----- Une Commission chargée de jeter les bases d'un Institut de Recherches du Café et du Cacao a été formée à l'instigation du Sénateur Durand-Reville. Elle tiendra sa première réunion le 3 Novembre.

----- Pierre de Gaulle, Président du Conseil Municipal et Paul Coirre, Syndic, se rendront le Lundi 23 Octobre à Rome où ils seront reçus en audience particulière par le Pape.

-----Au cours de la deuxième semaine d'Octobre, la production houillère de la Ruhr a atteint 2.172.703 tonnes soit une moyenne journalière de 362.120 tonnes.

----- Le Ministre belge des Colonies vient de signer un accord avec des banquiers suisses selon lequel ces derniers souscrivent un emprunt de 60 millions de frs. suisses en faveur du Congo Belge. Cet emprunt contribuera au financement du Plan décennal et sera lancé sur le marché suisse dans un proche avenir.

----- En Grande Bretagne, la production d'acier des neuf premiers mois de l'année a atteint le chiffre record de 12.117.000 tonnes, soit 530.000 de plus qu'en 1949. La production de Septembre correspond a un volume annuel de 16.964.000 tonnes, contre 15.906.000 tonnes en Septembre 1949; seule la production de Mars dernier, correspondant à un volume annuel de 17.147.000 tonnes, était supérieure à celle du mois dernier. Il semble assuré que l'industrie dépassera son objectif de 15,75 à 16 millions de tonnes pour 1950. Néanmoins, il est question de réintroduire les contrôles à l'exportation, afin de garantir des livraisons suffisentes à l'industrie des armements, d'autant plus que les consommateurs étrangers d'acier ont accéléré le rythme de leurs commandes en prévision d'une pénurie éventuelle.

----- L'Allemagne Occidentale a développé son commerce extérieur depuis le quatrième trimestre 1949 (chiffres en millions de DM)

Exportations

4° trimestre	1949	399
1° "	1950	502
2° "	1950	596
Juillet		730
Août		753

IMPORTATIONS

	Aide Etrangère	Importations commerciales	Total
4° trimestre 1949	325	550	875
1° " 1950	180	652	832
2° " 1950	146	592	738
Juillet	250	697	947
Août	(1)	(1)	864

(1) Chiffres non disponibles

Depuis le printemps dernier, les échanges commerciaux se sont soldés par un surplus (DM 35 millions en Mai, DM 34 millions en Juin et DM 33 millions en Juillet). Mais cette amélioration ne doit pas être considérée comme particulièrement excellente, parcequ'elle est due en grande partie à une réduction des importations de produits venant des autres pays membres de l'U.E.P. Cependant, les importations sont toujours supérieures aux exportations et la situation est surtout défavorable vis à vis de la zone Z

----- A la suite de l'exclusion du parti socialiste d'Arthur Conte, Secrétaire Fédéral de la Section des Pyrénées Orientales, ce dernier avait fondé une section SFIO autonome groupant la majorité des militants du département. Aujourd'hui, Guy Mollet, président de la SFIO, a fondé une nouvelle section. 200 personnes assistaient à cette réunion, alors que la plupart des militants s'étaient rendus à celle organisée par Arthur Conte.

Monsieur,

25X1A

Ce n'était assurément pas la peine de consacrer trois séances à l'Indochine, alors que l'enquête Juin-Letourneau est en cours et que le débat reprendra lorsque ses résultats seront connus. Les interpellations ne nous ont rien appris et l'on aurait pu s'en tenir à l'exposé de Pleven encore que le Président du Conseil ait paru manquer de flamme et même de conviction en dépit d'un texte nourri de faits et de chiffres. Pleven semble d'ailleurs avoir été assez sensible à l'observation que lui a faite René Mayer d'avoir élaboré un rapport d'allure militaire sans tenir suffisamment compte des éléments politiques et psychologiques.

Les communistes ont fait leur métier. Tillon a injurié Jules Moch ; il s'en est suivi vingt bonnes minutes de confusion. On a d'ailleurs remarqué à cette occasion la piètre attitude de l'orateur communiste pris en flagrant délit de "ragots". Les interventions de Dupont et de Michelet ont été bonnes sans toutefois rien apporter de très décisif. On me rapporte, à ce propos, que Revers, qui cherchait des interprètes, aurait désiré documenter Michelet, mais le contact n'a pu être établi. Bref, les deux interpellations qui retinrent surtout l'attention furent celle du progressiste Pierre Cot et celle du radical Mendès-France. Pierre Cot établit un parallèle abusif entre le comportement de la France en Indochine et celui de la Grande-Bretagne aux Indes pour conclure que les Anglais avaient été plus avisés que nous et qu'il nous fallait traiter. Pleven n'eut d'ailleurs aucune peine à démontrer que les deux affaires n'avaient pas plus de rapport entre elles que n'en avaient les personnalités d'Ho-Chi-Minh et du Pandhit Nehru. Quant à Mendès-France, son exposé habile et enveloppant stupéfia plus encore du fait que, passant outre aux observations de René Mayer et de Daladier, ce radical développa une thèse assez semblable à celle de Pierre Cot : dans l'impossibilité où nous sommes d'être forts, à la fois en Europe et en Indochine, il faut en finir avec cette guerre d'Indochine et traiter. A son sens, on a, depuis 1944, commis dans ce domaine les mêmes erreurs que sur le plan économique. Et cette référence à la chose économique, remettant en mémoire que Pleven et Mendès-France se sont heurtés autrefois lorsqu'ils étaient respectivement ministre des Finances et ministre de l'Economie Nationale, faisait dire à Legendre qu'il ne fallait voir dans l'intervention de Mendès qu'un épisode d'un "réglement de comptes". Quoi qu'il en soit, les déclarations Mendès ont heurté la plupart de ses auditeurs, surtout les radicaux qui ont délégué Devinat à la tribune pour assurer le gouvernement que le groupe tout entier l'approuvait et que Mendès n'avait parlé qu'en son nom personnel. Certains prétendent qu'en soutenant ainsi une thèse paradoxale Mendès France ne visait qu'à attirer l'attention sur lui à une époque qu'il pense pouvoir devenir celle d'un néo-dirigisme dont il a toujours été partisan.

Au total, il n'a pas fallu moins de quatre scrutins pour clore ce débat. L'ordre du jour R.P.F. a été repoussé par 490 voix contre 59, le communiste par 408 contre 171 (les progressistes s'étant abstenus), le progressiste 400 contre 185 (sans rancune, les communistes étaient venus à la rescousse). L'ordre du jour de la majorité a été voté paragraphe par paragraphe à mains levées, sauf pour le troisième alinéa qui, comportant le mot "confiance" n'a obtenu que 353 voix contre 215. On a beaucoup remarqué le décrochage des progressistes qui se sont abstenus lors du vote du texte communiste et l'on a rapproché ce manque de coordination d'une autre manifestation d'indépendance qui, pour les Cot, Schmidt, Chambeyron, Mounier, Chambrun a consisté à se lever avec le reste de l'Assemblée quand les communistes restaient assis à l'évocation, par Pleven, des soldats qui tombent en Indochine. Je ne pense pas, d'ailleurs,.....

qu'il faille attacher à cette attitude plus d'importance qu'elle n'en comporte, même au lendemain du jour où les députés du Rassemblement démocratique Africain ont répudié l'apparementement aux communistes. Je crois toutôt qu'on vise à "limiter les dégâts" à un moment où les crypto-communistes sont aussi menacés que les communistes par les mesures de répression qu'on prête au gouvernement l'intention de mettre rapidement en oeuvre. Dans la portion de l'éventail politique réservé aux partis de la majorité on a également enregistré quelques défections. Les chiffres des scrutins le prouvent. D'ailleurs, lorsqu'il s'est agi de décider la censure pour les propos tenus par Tillon à l'encontre de Moch, trois membres des partis gouvernementaux n'ont pas voté la censure. Ce sont l'abbé Pierre, Boulet et Charles Serre.

Ainsi donc, le premier débat sur l'Indochine ne s'imposait pas et les milieux politiques cherchent pourquoi Pleven s'y est prêté, alors que la ligne de conduite gouvernementale n'est pas encore définitivement fixée. C'est, disent certains et notamment Schneiter, parce que, découvrant les nombreuses "peaux de bananes" déposées sous les pas de son gouvernement, le Président du Conseil estime habile d'accumuler les gros débats (Indochine, réarmement de l'Allemagne, 18 mois etc...), afin d'user la faconde de ses adversaires et de pouvoir ensuite travailler en paix après que la tribune ayant servi d'exutoire l'opposition aura dit ce qu'elle avait à dire.

Quoi qu'il en soit, le débat sur l'Indochine a retenu toute l'attention et des événements importants sont passés inaperçus comme la décision soviétique de reprendre sa place à la commission d'Extrême-Orient à Washington et de participer à la commission d'observation pour la paix, ou comme cette mise au point assez embarrassée selon laquelle aucun accord de principe ne serait encore intervenu entre la France et les Etats-Unis sur la question de réarmement allemand, mise au point accompagnée cependant de l'énoncé de cinq garanties proposés par les Américains pour nous amener à accepter le principe de ce réarmement. Voir comme la nouvelle de la démission de Stafford Cripps et de son remplacement par Gaitskell, démission pour raison de santé, mais qui intervient alors que persistent les bruits de revalorisation de la livre sterling.

Si cette revalorisation devait intervenir, elle compliquerait encore le problème du prix des matières premières. L'idée d'un contrôle international des matières premières lancé par Baran est soutenue par le belge Gutt, directeur du Fonds Monétaire International. Les Britanniques, principaux détenteurs de ces matières premières, y sont évidemment opposés en principe. Toutefois, la menace d'une crise inflationniste commence à les faire réfléchir et dans quelques milieux anglais on suggère au Fonds International de convoquer une conférence des pays membres. Encore resterait-il à Londres la crainte de se trouver en conflit avec ses domaines producteurs.

Baran est grippé immobilisé pour quelques jours. On lui prête l'intention de se rendre à Londres dès que possible pour examiner avec les autorités britanniques ce problème essentiel de la répartition et du contrôle des matières premières.

Enfin, pour terminer, je vous signale une atmosphère d'agitation dans la métallurgie. La C.F.T.C. s'en émeut et rappelle à ses adhérents qu'ils ne doivent se livrer à aucune action à l'occasion des discussions de salaires qui se poursuivent demain. Les syndicalistes chrétiens craignent, en effet, des initiatives cégétistes en ce domaine.

paul chème

1696 -- 19/20/10/1950

" E N V R A C . et E N B R E F "

-----Après une grève de six semaines, le travail va reprendre dans l'industrie finlandaise du bois.

----- Les Etats Unis et l'Iran ont signé un accord aux termes duquel une Commission mixte irano-américaine sera chargée de la préparation des plans relatifs à la modernisation de l'agriculture et de l'industrie du pays. Cet accord entre dans le cadre du "point quatre" du plan Truman.

----- L'O.E.C.E. envisage d'envoyer aux U.S.A. une mission chargée d'étudier la production de l'équipement de maintenance des produits et des différentes conditions d'utilisation de cet équipement. Cette mission pourrait partir au début de Mars 1951 et rester absente de 4 à 6 semaines. L'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Grèce, l'Italie, le Portugal, la Suisse et la Suède ont accepté d'y participer. La France, étant donné l'importance des questions traitées pour l'amélioration de la productivité, a fait savoir qu'il lui paraissait préférable d'envoyer une mission nationale.

----- Le Conseil de l'O.E.C.E. avait approuvé lors de sa séance du 23 Juin les principes directeurs d'un pool international de l'énergie et demandé à l'E.C.A. dans quelle mesure ce projet pourrait être financé par l'aide américaine. Le représentant des USA en Europe vient de faire parvenir sa réponse qui, tout en étant pas négative, conseille aux pays membres de l'OECE d'obtenir sur les marchés nationaux ou sur le marché européen les capitaux nécessaires au financement de ce projet. Par ailleurs, l'ECA suggère la conclusion d'accords régionaux pour la mise en commun des ressources actuelles d'énergie (thermiques et hydrauliques) afin de jeter une base permettant d'assurer immédiatement la mise en commun effective de l'énergie électrique. L'établissement de l'M.E.P. devrait atténuer et éventuellement éliminer complètement les problèmes de devises et de contrôle des changes qui s'opposaient à une organisation optimale des échanges d'énergie. (Je tiens à votre disposition l'in extenso de cette réponse)

----- Contrairement au bruit qui a circulé, Queuille n'a pas envoyé aux Préfets de circulaire pour les inviter à ne plus tenir compte des inéligibilités. Toutefois, dans la pratique un résultat a été obtenu du fait de l'interprétation de ses sentiments personnels et de fréquentes manifestations électorales sur le nom de certains inéligibles, de même que de l'interprétation par la Cour de Cassation dans l'affaire Reibel et de l'intérêt manifesté par le Gouvernement à assouplir son comportement en la matière. Dans le cas Lamoureux, l'élection a été attaquée, comme il fallait s'y attendre Et le Ministre de l'Intérieur prendra position, discrètement, mais fermement. Queuille est certain maintenant de ne pas être désavoué par le Parlement s'il y avait interpellation par un SFIO, comme le bruit en court. L'initiative prise par Moro-Giafferi vient la rescousse, encore que Moro fasse preuve d'un certain cynisme, puisque, au début de l'été, dans une réunion publique mouvementée, il s'était montré très sévère à l'égard des inéligibles.

----- L'organisation de la future milice anticommuniste donne du souci aux dirigeants de la Sureté Nationale. Il faut en rédiger toute l'ordonnance, statut etc... Les services de la "fonction publique" répugnent à homologuer comme fonctionnaires, au sens juridique du mot, les membres qui y entreront. Le recrutement pose divers problèmes difficiles à résoudre: capacité, état physique, minimum de connaissances, références etc... et dosage politique. Les salaires seraient assez élevés, ce qui émeut les fonctionnaires titulaires de la Police et de la Sureté Nationale. En outre, il va falloir déterminer l'état de subordination de la nouvelle milice envers les autorités établies, civiles et militaires, ministérielles et municipales, son rôle dans les grandes villes, ses rapports avec la gendarmerie et l'inévitable conflit qui, tôt ou tard, surgira entre elle et les organismes préexistants. L'évocation des complications causées au Gouvernement de Vichy par l'ancienne milice, n'encourage pas beaucoup les responsables d'aujourd'hui et, déjà, la mesure décidée par Queuille est regrettée par beaucoup de personnalités intéressées.

----- Jacques Rueff présidera les prochaines journées des "Indépendants" à Paris. On a vu l'avis, évidemment de Paul Reynaud

IMPORTATIONS EFFECTUEES DANS LE CADRE DES
RESOLUTIONS de l'O.E.C.E. SUR LA LIBERATION DES ECHANGES

COMPARAISON DES IMPORTATIONS DES MOIS DE JUIN, JUILLET et AOUT 1950
(en millions de frs)

P A Y S	Juin 1950			Juillet 1950			Variat. : des % d'imp. de prod. d'imp. lib. de prod. de juin à juil. 50	Août 1950			Variation : des % d'imp. de prod. lib. de juillet à Août 1950
	Importations : de : tota- : les :	% de prod. : libérés :	% de prod. : libérés :	Importations : de : tota- : les :	% de prod. : libérés :	% de prod. : libérés :		Importations : de : tota- : libérés :	% de prod. : libérés :	% de prod. : libérés :	
:Allemagne Occid.	5.643	972,5	17,23	5.617	1065,7	18,97	+ 1,74	5357	1.125,5	21,01	+ 2,04
:Autriche	237	197,1	83,16	253	233,7	92,37	+ 9,21	222	202,3	91,13	- 1,24
:Danemark	219	31,6	14,43	194	44,-	22,68	+ 8,25	119	11,6	34,96	+12,28
:Gde Bretagne & TO	3.974	1.208,8	30,42	3.638	1040,7	28,61	- 1,81	4813	1.224,9	25,45	- 3,16
:Grèce	545	47,9	8,79	303	2,3	0,76	- 8,03	25	5,8	23,20	+22,44
:Irlande	11	5,5	50,-	28	22,6	80,71	+30,71	37	34,1	92,16	+11,45
:Islande	2	0,7	35,-	-	(-	-	29	15,2	52,41	-
:Italie	2.619	2.025,4	77,33	2.477	1676,3	67,67	- 9,66	2095	1.330	63,48	- 4,19
:Norvège	446	331,3	74,28	372	255,1	68,57	- 5,71	361	287	79,50	+10,93
:Pays-Bas & T.O.M.	1.464	328	22,40	1.483	297,9	20,09	- 2,31	1310	345	26,34	+ 6,25
:Portugal & T.O.I.	511	311,5	60,96	457	260,7	57,05	- 3,91	490	267,2	54,53	- 2,52
:Suède	1.471	1.051,-	71,45	1.035	561,5	54,25	-17,20	1321	766,1	57,99	+ 3,74
:Suisse	2.151	828,1	38,50	2.095	717,2	34,23	- 4,27	1953	734,1	37,59	+ 3,36
:Turquie	238	29,9	12,56	72	29,6	41,11	+28,55	119	45,4	38,15	- 2,96
:U.E.B.L. & T.O.M.	4.545	1.982,2	43,61	3.439	1536,4	44,68	+ 1,07	2823	1.576,3	55,84	+11,16
	24.076	9.351,5	38,84	21.463	7743,7	36,08	- 2,76	21074	8.000,5	37,96	+ 1,88

I696--I9/20/IO/I950

DOCUMENTS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

(Je tiens à votre disposition, en communication, les documents suivants)

- N°-I0688- Proposition de loi de M. Fureud (Action Rep.) tendant à apporter des précisions au 8° alinéa de l'article 8, de la loi N° 46-628 du 8 Avril 1946, sur la nationalisation de l'Electricité et du gaz, complétée par la loi 49-I090 du 2 Août 1949.
- N°-I0807- Rapport par M. Ginestet sur la proposition de loi tendant à modifier le taux de redevance sur le charbon.
- N°-I0947- Projet de loi portant à 18 mois la durée du service militaire effectif et modifiant certaines dispositions de la loi du 31 Mars 1928 relative au recrutement de l'armée.
- N°-I0948- Projet de loi portant modification de la loi N° 46-2151 du 5 Octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale.
- N°-I0955- Projet de loi modifiant l'article 3 de la loi du 10 Septembre 1947 portant statut de la Coopération.
- N°-I0964- Proposition de loi de M. Ruffe (Communiste) tendant à instituer un abattement de 15% sur le prix des denrées servant au calcul du prix des fermages.
- N°-I0969- Proposition de loi de M. Waldeck-Rochet (communiste) tendant à modifier le décret du 22 Août 1950 N° 50-I022 fixant le prix à la production des céréales de la récolte 1950.
- N°-I0970- Proposition de loi de M. Gerard Duprat (Communiste) tendant à accorder une réduction du prix du fermege aux preneurs de baux ruraux.
- N°-I0972- Proposition de loi de M. Augustin Laurent (SFIO) tendant à permettre aux Conseils Généraux la perception d'une majoration de 0,10% des taxes locales additionnelles à la taxe sur le chiffre d'affaires (modifications à l'article 41 du Code des taxes sur le chiffre d'affaires)
- N°-I0976- Proposition de loi de M. Paumier (Communiste) tendant à suspendre l'obligation faite aux organismes coopératifs ou mutuels, en vertu de l'article 22 du Code général des impôts, de répondre pour leurs sociétaires des sommes dues par ceux-ci au Trésor.
- N°-I0977- Proposition de loi de M. Paumier (communiste) tendant à abréger l'article 4 du décret N° 50-I088 du 20 Août 1950 rétablissant la taxe permanente dégressive prévue à l'article 15 bis du Code du blé.
- N°-I0978- Proposition de MM. Frederic-Dupont et Joseph Denais (PRL) tendant à inviter le Gouvernement à aménager le mode d'évaluation des immeubles.
- N°- I0981- Proposition de loi de M. Renard (Communiste) tendant à l'application à l'agriculture du décret du 23 Août 1950 relatif à la fixation du salaire minimum national interprofessionnel garanti.
- N°-I0992- Proposition de loi de M. Michelet (Act. Repub.) tendant à modifier l'article 5 de la loi du 8 Août 1929 concernant les servitudes autour des magasins et établissements servant à la conserverie à la manipulation ou à la fabrication des poudres, munitions, artifices ou explosifs.

- N°-IO994- Proposition de loi de M. JP Pallewski (Act. Repub.) tendant à faire bénéficier les agriculteurs exportant leurs produits de l'exonération de la taxe à la production pour leurs fournitures.
- N°-IO996- Proposition de loi de M. Deshors (Paysan) tendant aménagement fiscaux par modification des articles 27 et 28 qui ordonnent la révision des bases du revenu matriciel des propriétés non bâties.
- N°-IO999- Projet de loi relatif aux juridictions compétentes pour connaître des contestations entre bailleurs et preneurs de baux ruraux.
- N°-II000- Projet de loi modifiant la loi du 4 Août 1926 sur la propriété foncière en Algérie et l'Ordonnance du 23 Novembre 1944 relative à l'organisation de la justice musulmane.
- N°-II003- Projet de loi portant modification et interprétation de l'article 3 de la loi N° 49-IO96 du 2 Août 1949 relatif aux baux à loyer de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal détruits par suite d'acte de guerre.
- N°-II006- Projet de loi portant approbation de la Convention signée le 1° Avril 1950 entre la France et la Principauté de Monaco tendant à éviter les doubles impositions et à codifier les règles d'assistance en matière successorale.
- N°-II023- Projet de loi tendant à rectifier la délibération du 27 Mai 1949 du Grand Conseil de l'AOF et le décret du 1° Avril 1950 relatifs à la suspension temporaire des droits de douane en AOF.
- N°-II026- Projet de loi prévoyant la participation des départements et communes aux sociétés chargées d'exploiter les gares routières publiques de voyageurs.
- N°-II027- Projet de loi complétant, en vue de son application à l'Algérie la loi N° 50-205 du 11 Février 1950 relatives aux conventions collectives du travail.
- N°-II028- Projet de loi autorisant le transfert des débits de boissons sur les aérodromes civils qui en sont dépourvus.
- N°- II029- Projet de loi portant majoration des pensions exceptionnelles.

LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

Assemblée Nationale

LA COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES a entendu Robert Schuman au sujet de l'organisation du débat relatif au projet de loi visant la durée du service militaire. A la suite de cette audition, la Commission a adopté l'amotion ci-après: La Commission des Affaires Etrangères demande qu'à la suite de la déclaration qui doit être lue Mardi matin par le Gouvernement: 1° -le débat sur les dix huit mois soit suspendu; 2°- l'Assemblée discute à partir de mardi après midi et sans discontinuer les interpellations qui seront déposées à la suite de cette déclaration. La Commission demande à son président de faire connaître sa position à l'Assemblée et de la défendre à la Conférence des Présidents".

--- SUR LE MARCHÉ PARALLELE on a coté aujourd'hui: Napoléon: 3.790-- Croix 3610-- SOUVERAIN :4610-- EAGLE: 910-- BARRE et LINGOT: 506.000-- Livre: 980-- Dollar: toutes coupures: 383- coupures de 500: 384-- coupures de 1.000: 392-- Franc suisse: 88,- Franc belge: 7,20 à 7,30-- Peseta: 7,40 à 7,60

1450

Paris, nuit du vendredi 20 au samedi 21 octobre

Lettre n° 1.697

Monsieur,

25X1A

En dépit des efforts accomplis par Fonlupt-Esperaber et par son gendre Teitgen pour faire voter le M.R.P. contre le projet de loi qui permettra à Naegelen de rester en fonction au gouvernement général de l'Algérie, ledit projet a été adopté par 315 voix contre 242. C'est dire que Fonlupt avait, en partie, réussi, mais en partie seulement. Pendant le pointage l'assemblée avait discuté et adopté à mains levées le projet relatif à la ratification des accords franco-sarrois. Enfin, l'Assemblée a décidé que le débat sur le réarmement allemand s'ouvrirait mardi après-midi et qu'il serait terminé pour jeudi midi au plus tard, afin de permettre à Jules Moch de prendre, dans l'après-midi, son vol pour New-York où il s'en va siéger à la Commission de la Défense du Pacte Atlantique. Une inconnue subsiste, car si les socialistes souhaitent un débat distinct, complet et sanctionné par un vote, Robert Schuman n'a engagé le gouvernement que pour un "ample débat" sans, à aucun moment, parler d'un vote final. Toutefois, le débat sera bien distinct, c'est-à-dire indépendant de la discussion qui devra s'instaurer sur l'augmentation de la durée du service militaire, car les socialistes s'étant, aujourd'hui, abstenus de paraître à la Commission de la Défense Nationale, cette Commission n'en a pas terminé avec l'examen du projet des 18 mois et le projet ne pourra pas venir mardi en séance publique.

Ainsi, des petits coups de canifs sont quotidiennement donnés dans le contrat de la majorité gouvernementale par le M.R.P. et par la S.F.I.O. Dans un ménage, cela se termine généralement par un divorce. A moins que le commun amour de l'enfant ne retienne les époux sur le bord de la séparation. En l'occurrence, c'est la commune défense du "syndicats des sortants" et la crainte mal définie d'une crise ministérielle inopportune en l'actuelle conjoncture nationale et internationale qui retiennent les partis. Au reste, c'est surtout chez certains M.R.P. qu'on constate quelque nervosité et qu'on perçoit une volonté encore indécis de renverser le gouvernement pour reprendre le pouvoir. Or, c'est au M.R.P. que Vincent Auriol a fort nettement fait savoir que si une crise éclatait par sa faute, il ne ferait pas appel à l'un d'entre les siens pour le gouvernement suivant.

Dans les couloirs de l'Assemblée on a beaucoup parlé de la lettre envoyée par Francisque Gay à Maurice Thorez pour lui exprimer sa sympathie et lui souhaiter un prompt rétablissement de son état de santé. Le geste était d'un homme de cœur. Il était aussi d'un maladroit. On le lui a bien fait sentir. Francisque Gay aurait du savoir que l'"Humanité" ne respectait rien et n'hésiterait pas à exploiter politiquement ses sentiments de vieux naïf. Il est vrai que, toujours à la pointe du M.R.P., Hutin Desgrées en fera autant demain en publiant, dans son journal, un article de polémique contre son camarade de parti.

Texte Naegelen, accords franco-sarrois et, dans les couloirs, commentaires sur la maladresse de Gay, voilà tout le bilan de la journée politique. C'est maigre. Même si on y ajoute la conférence interministérielle consacrée à l'examen du plan Pinay pour la réforme de la S.N.C.F., plan dont je vous donnerai les détails dans ma lettre de lundi.

Dans le domaine social, on enregistre une nouvelle séance de la

.....

1.697 (2)

Commission des salaires de la métallurgie au terme de laquelle il a été décidé de se réunir à nouveau mercredi sans qu'un pas décisif ait été accompli dans la voie de la conciliation. Cependant, les syndicats non communistes ont présenté une nouvelle proposition (coefficient 100 à 94 frs pour la hiérarchie, le manoeuvre étant à 105 frs) à laquelle la délégation patronale a répondu par une nouvelle contre-proposition (coefficient 100 au dessous de 78 frs). Il est d'ailleurs caractéristique de constater que, si un âpre débat est mené entre le patronat et les syndicats, une non moins âpre lutte oppose la C.G.T. aux autres centrales, lutte dans laquelle la C.G.T. vient cependant se rallier au point de vue de la C.F.T.C. en ce qui concerne les 7 catégories proposées par cette dernière : manoeuvre, manoeuvre d'exploitation, ouvrier spécialisé, ouvrier semi qualifié, ouvrier professionnel catégories 1, 2 et 3.

Sur le plan politique internationale, la situation n'évolue que lentement, mais elle s'améliore et l'on apprenait, ce soir, que l'U.R.S.S. serait prête à discuter d'un traité de paix avec le Japon. Discuter n'engage pas à grand chose. On annonçait aussi l'arrivée de Molotov à Prague et l'ouverture, dans cette ville, d'une conférence des ministres des affaires étrangères de tous les pays du bloc oriental, ainsi que de l'Allemagne de l'Est. Le black-out est évidemment complet sur l'ordre du jour de ces conversations. Adenauer parle de son pays comme d'un état tampon entre les deux blocs adverses et de ses conditions en matière de réarmement. Il donne des conseils au Parlement français et chante du Deutschlandlied, la strophe qui réclame l'unité, le droit et la liberté pour la patrie allemande. Les Américains espèrent que la France ne puisera pas un encouragement dans l'opposition marquée par l'U.R.S.S. au réarmement de l'Allemagne. Cette opposition est d'ailleurs une maladresse propre à rallier à la thèse de ce réarmement un certain nombre de Français qui s'y opposaient.

Sur le plan militaire, les événements se précipitent. On fait grand cas de la nouvelle bombe américaine qui, paraît-il, cloue au sol les chars adverses. La question commence à se poser de savoir où Mac Arthur arrêtera ses troupes. On s'accorde à penser que ce sera à une trentaine de kilomètres de la frontière mandchoue.

Tout comme si un accord secret existait entre Mao-Tsé-Tung et les Américains.

paul dehème

----- Le Mexique a relevé de 10% la taxe à l'exportation sur le coton en vue de ralentir les expéditions.

----- Des négociations sont en cours avec les représentants brésiliens pour fixer les bases du prochain accord commercial. Dès à présent, il semble bien qu'il faille s'attendre à une réduction des échanges, réduction qui pourrait être de moitié par rapport au précédent accord. Il est question pour la France d'importer l'équivalent de 25 millions de dollars de café, de 12 millions de coton et de 4 de tabac. Quant aux ventes françaises au Brésil, selon les perspectives d'accord, elles ne représenteraient guère plus de 38 millions de dollars. Les principales diminutions d'exportations françaises porteraient sur les colorants, les produits pharmaceutiques, la verrerie, le matériel agricole, les engrais, les véhicules automobiles. Par contre, nous pourrions vendre au Brésil davantage de soude, de fils de lin de tôle, de cuivre, de plomb.

----- Une reprise des conversations commerciales est envisagée avec la Yougoslavie. Par contre, les échanges de vues qui avaient eu lieu avec la Pologne, au cours desquels il avait notamment été question de ranimer le commerce entre les deux pays et d'acheter à nouveau du charbon polonais, ne semblent pas devoir aboutir.

----- Avec la Colombie, le niveau des échanges est peu élevé. Quelques compensations interviennent de temps à autre. On parle en ce moment d'une opération portant sur un envoi de pneus en contre partie desquels nous recevons du café et du tabac. Le Gouvernement de Colombie serait assez favorable, mais accepterons nous d'expédier des pneumatiques au moment où nous en facilitons l'importation chez nous?

----- Le Chanoine Desgranges a fait tenir à Plevon une lettre en faveur de l'amnistie dans laquelle on relève que son mouvement "La Fraternité" dresse ou complète " dans chaque département la liste nominative des Français et des Françaises sommairement exécutés ou abattus", et il ajoute: "Lorsque cent mille cadavres, la plupart mutilés, apparaîtront en pleine lumière à une opinion, vous le savez bien, de plus en plus compatissante, ce sont les malheureux dont les mains ruissellent de sang innocent, dont les poches, les coffres et les comptes en banque regorgent de bien mal acquis, qui viendront Placé Vendôme, spontanément, mais en rasent les murs, implorer le grand geste de remise réciproque des dettes de pardon mutuel et d'oubli, conçu par Henri IV, préconisé par Victor Hugo et... Dieu veuille, réalisé avant la fin de l'année sainte par M. Plevon"

----- Au nom de l'"Association pour la Restauration de la Défense du Service Public" et des 120.000 familles des épurés des administrations de France le Président Louis Rougier a remis solennellement à l'O.N.U. et au Conseil de l'Europe, le recours contre la violation, par les gouvernements de la France depuis la Libération, des principes énoncés dans la "Déclaration Universelle des Droits" à laquelle la France a souscrit.

----- Debu-Bridel prend la tête d'une croisade anti-vichyssoise. Il va demander des poursuites contre les associations des victimes de l'épuration. Celles-ci se développent de plus en plus et les effectifs gonflent: fonctionnaires, militaires, intellectuels, spoliés etc... Et surtout, elles ont maintenant des sections en province plus vivantes qu'à Paris. A l'occasion du débat sur l'amnistie, ces groupements seront certainement mis en cause, et le vote des articles repressifs, permettrait leur dissolution. Mais QUEVILLE agira-t-il ainsi? D'autant plus que 160 députés ont adhéré à un manifeste de Mme. de Suzannet qui couvre en fait tous ces mouvements. Cependant si le Gouvernement doit prendre des mesures contre le parti communiste, il sera amené, en compensation, à sévir contre les ex vichyssois, cela, sous l'influence de Jules Roch notamment. Mais dès maintenant, il est certain que ces associations qui seraient dissoutes pourraient très régulièrement se reconstituer sous une autre forme et à l'abri de la loi et avec encore plus de vigueur comme on peut le constater.

Lettre n° 1.698

Monsieur,

25X1A

Nos ministres ne chôment pas. Ils ont tenu un Conseil de Cabinet hier, deux comités de rédaction cet après-midi et cette nuit ; ils tiendront un nouveau Conseil de Cabinet demain matin et un Conseil des ministres demain après-midi. C'est que l'accord est difficile à trouver sur la délicate question du réarmement. Et plus difficile encore le choix à établir des mots qui seront employés dans la déclaration gouvernementale qui ouvrira le débat mardi après-midi au Palais Bourbon.

Le gouvernement Plevén n'échappe pas au mal qui a rongé les gouvernements qui l'ont précédé. Ce ne sont point les assauts d'une opposition, impuissante sur le plan parlementaire, qui le menacent. Ce sont ses contradictions internes, ses querelles intestines, les divergences de vues capitales entre les partis qui le constituent sur des problèmes politiques fondamentaux. Jusqu'à présent, il avait éludé ces problèmes. Même celui de la réforme électorale ajourné d'un tacite accord après le dépôt du projet Giacobbi en dépit de la grimace dégoûtée du M.R.P. Or, si tout est possible quand il s'agit de problèmes intérieurs, il n'en est pas de même quand il s'agit de politique étrangère. Les impératifs de la conjoncture internationale ne permettent pas d'échapper plus longtemps à un débat sur le réarmement allemand.

Aussi l'Hôtel Matignon était-il nerveux hier. Dans certains services de la Présidence du Conseil on se montrait plus qu'inquiet. On envisageait presque ouvertement l'éventualité d'une crise pour la semaine qui s'ouvre. Ce soir, on s'était quelque peu ressaisi. Amélioration fondée sur des impressions plus que sur des renseignements, car les quatre qui discutent du réarmement allemand, Plevén, Schuman, Moch et René Mayer n'ont pas été prodigues de renseignements. Aus si le recul du pessimisme constaté ce soir repose-t-il non sur des indications précises, mais sur l'impression qu'un accord ne peut pas ne pas s'établir. Et ce, en dépit de la déclaration catégorique de Guy Mollet qui, ce matin, réaffirmait son hostilité au réarmement allemand.

Le problème qui, ce soir, se pose aux quatre "rédacteurs" du texte gouvernemental est triple. Il faut que, dans son sens ésotérique, le dit texte n'implique pas pour l'un des partis de la majorité l'abandon de sa position vis-à-vis de l'Allemagne. Ce n'est déjà pas si facile. Mais il est peut-être plus difficile encore de choisir des termes suffisamment enveloppés pour que le sens exotérique, d'une part, permette de passer le cap du prochain débat parlementaire, d'autre part, ne place pas Moch et Schuman dans une situation difficile lors des prochaines conférences internationales du 28 octobre. Bref, il faut d'abord trouver un compromis entre les membres du gouvernement, puis le présenter de telle sorte qu'il ne heurte pas l'Assemblée et qu'il laisse à nos représentants une certaine liberté d'allure quand ils se trouveront à New-York.

Je ne sais si, comme l'affirmait Joseph Caillaux, les hommes se conduisent avec des formules. En l'occurrence, la formule sera tout, car chacun est bien persuadé que le réarmement allemand est inéluctable du fait que les Etats-Unis l'exigent, mais chacun veut le présenter différemment que le voisin. Là est toute la difficulté.

Le problème allemand n'est pas le seul qui se pose sur le plan politique. L'affaire d'Indochine passe aussi sur le plan politique avec la déclaration Bao-Daï. Vous connaissez la position officielle du gouvernement français : le problème indochinois est un problème international qui ne doit pas être traité au sein d'un cadre purement national. L'affaire internationale.....

Autrement dit, l'occident ayant intérêt à ce que Ho-Chi-Minh ne réussisse pas à soviétiser l'Indochine, il est indispensable que les Etats-Unis nous ~~aident~~ nous y opposer en nous fournissant des armes et du matériel, mais nullement souhaitable que l'O.N.U. prenne à cette occasion une position analogue à celle qu'elle a adoptée pour la Corée. En somme, nous sollicitons l'aide des Etats-Unis et refusons de nous effacer devant les Nations-Unies. Or, dans la déclaration qu'il a lue ce matin à Dalat, à l'issue du Conseil des Ministres Vietnamiens, Bao-Daï semble bien lancer un appel direct à l'O.N.U. Cet appel est encore plus net dans la réponse que l'Empereur a faite au ministre plénipotentiaire américain venu ce matin lui remettre ses lettres de créance lorsqu'il lui a notamment dit que les événements qui se sont récemment déroulés à la frontière sino-tonkinoise étaient "susceptibles de porter atteinte à la sécurité du monde" et que la "critique et lourde mission assignée aux Vietnamiens qui se trouvent aux premières lignes ne pourra être remplie efficacement que si les grandes puissances démocratiques sont résolues à apporter au Viet-Nam tout l'appui dont il a besoin". On ne peut guère être plus net. Dans les milieux politiques, on appelle cette nouvelle prise de position, le "raidissement" de Bao-Daï et l'on prétend qu'il est consécutif à une promesse qui a été officieusement faite au souverain de lui fournir du matériel pour équiper 30 bataillons vietnamiens d'ici la fin de l'année. Sur le plan militaire une intervention de l'O.N.U. dans le conflit d'Indochine ne changerait rien dans la pratique des opérations, car il est évident que, si elle se produisait, ce serait la France qui serait invitée à jouer le rôle assumé en Corée par les Etats-Unis. Sur le plan politique, au contraire, tout serait changé, car nous n'agirions plus que comme mandataire des Nations-Unies et l'O.N.U. aurait son mot à dire dans les rapports franco-vietnamiens dès après la défaite d'Ho-Chi-Minh. Absorbé par la rédaction de son texte sur le réarmement allemand, le gouvernement n'a pas eu aujourd'hui le loisir de beaucoup s'inquiéter du nouvel aspect des choses d'Indochine. Ce sera le problème de demain.

En tous cas, et pour en revenir au problème gouvernemental, c'est l'accumulation même des difficultés qui empêchera les partis d'ouvrir une crise ministérielle au lendemain du jour où de Gaulle s'est déclaré prêt à recevoir le pouvoir et où le R.P.F. a adopté sur les différents problèmes ouverts une position qui peut lui permettre de recruter parmi la clientèle de tous les partis politiques, celle du M.R.P. avec le système de l'allocation-éducation, celle de la S.F.I.O. avec l'association capital-travail, celle du parti radical avec le scrutin majoritaire départemental à deux tours, celle des modérés avec l'assainissement des finances publiques et l'assujettissement des sociétés nationalisées aux principes de gestion des entreprises du secteur privé, et jusque dans le parti des sans-partis avec la réparation intégrale des dommages de guerre, l'amélioration de l'habitat et la possibilité, pour chaque citoyen, d'accéder à la propriété du logement.

A Prague, le grand mot a été lâché : réunification de l'Allemagne et retrait des troupes d'occupation, établissement d'une économie de paix allemande et formation d'un gouvernement de l'Allemagne unifiée. Le texte s'adresse évidemment beaucoup moins aux puissances occidentales qu'aux Allemands eux-mêmes qui vont être l'enjeu d'une bataille de propagande dont on peut déjà imaginer les termes et les tours. Or, il faut bien avouer qu'en matière de propagande les Soviétiques sont maîtres. Leurs manifestations bellicistes sont camouflées, mal camouflées, mais camouflées tout de même, toutes leurs déclarations sont dirigées vers la paix. Au lieu de cela, les occidentaux ne parlent que de réarmement et repoussent comme supercherie les propositions soviétiques. Hormis les communistes purs qui n'ont que faire de la propagande, et qui suivent par conviction, je sais bien que la tactique russe n'abuse que les imbéciles et les peureux.

Est-on bien sûr qu'ils ne constituent pas une majorité tentée de dire comme Carlo Schmid du parti social démocrate allemand : "Nous préférons, si nous avons le choix, voir bolcheviser des hommes sains dans des demeures intactes plutôt que compter des invalides de guerre dans des trous de terre".

La "campagne pour la vérité" a du pain sur la planche, si je puis ainsi écrire.

1898-22729/10/1950

NOS ECHANGES AVEC L'ARGENTINE EN 1951I°- Prévisions d'achats

	<u>en tonnes</u>	<u>en francs français</u>
Maïs et autres céréales	500.000	10.500.000.000
Laines levées à fond	15.000	12.000.000.000
Tourteaux	200.000	4.600.000.000
Peaux lainées	12.000	5.000.000.000
Extraits de québracho	10.000	570.000.000
Cuir et peaux	4.000	1.400.000.000
Huile de lin	10.000	1.158.550.000
Graines de lin	20.000	1.094.825.000
Corps gras comestibles et industriels		1.000.000.000
Divers		1.000.000.000

		38.323.375.000

II°- Schéma de notre programme d'exportations

	<u>en millions de frs. franc.</u>
Produits sidérurgiques	16.000
Charbon: 600.000 T.	2.500
Compte équipement	4.000
Autres produits	13.500
Produits non essentiels (10% du montant global des exportations)	4.000

	40.000

" E N V R A C et E N B R E F "

-----Le Congrès de la Fédération des employés et cadres F.O. a affirmé son attachement au principe de la signature de conventions collectives nationales, les accords régionaux, locaux ou d'entreprises ne pouvant être que des avenants à ces conventions. Il considère toutefois comme possible la conclusion d'accords provisoires de salaires. Le Congrès estime indispensable l'inclusion dans les conventions collectives nationales des clauses obligatoires suivantes:

1°- Fixation du salaire minimum professionnel national à 18.000 frs. pour une durée hebdomadaire de travail de 40 heures, la hiérarchie professionnelle partant de ce minimum.

2°- Institution de l'échelle mobile des salaires;

3°- Institution et amélioration des majorations de salaires par ancienneté;

4°- Fixation des majorations de salaires pour heures supplémentaires;

5°- Retour à la semaine de 40 heures;

6°- Institution et aménagement des régimes généraux de retraites.

Enfin, le Congrès s'est prononcé de façon formelle pour une politique de plein emploi et pour la répartition obligatoire de la semaine de travail en cinq jours et le repos de deux jours consécutifs.

----- Les employés et agents de maîtrise des mines de la Fédération autonome demandent une grille unique pour les trois professions (jour, fond, employés et réclament l'incorporation de commissaires dans le Conseil d'Administration de la sécurité sociale.

----- La Fédération FO des mineurs ne parvenant pas à un accord avec la direction des houillères du bassin de la Loire, vient de demander à Louvel que le salaire horaire du manœuvre (1° catégorie) soit respectivement fixé à 115% du salaire interprofessionnel garanti pour le jour et à 135% pour le fond. Ce salaire serait révisé chaque fois que le coût de la vie se trouverait modifié de 10%. Aux termes de ce projet, les autres catégories de salaires seraient majorées dans des proportions identiques.

25X1A

Monsieur,

Jadis, naguère encore, la sagesse des Nations professait qu'il valait mieux faire envie que pitié et que, lorsqu'on était, ou se croyait menacé, il était préférable de paraître plus fort plutôt que plus faible. Dans notre ère atomique, on n'en est plus là. A croire que la bombe d'Iroshima a bikinisé — pardonnez-moi l'anachronisme — les vieux principes. Ou que le sérum de vérité a été libéralement inoculé à tous les hommes de gouvernement. Que penser, en effet, du général Mac Clark quand il déclare que, pour poursuivre la guerre en Corée, les Etats-Unis ont du "râcler les fonds de tiroirs", que les dix divisions, dont ils disposaient avant que ce conflit éclate ne comportaient que les 2/3 de leurs effectifs et que les autorités militaires en avaient été réduites à ne laisser aux Etats-Unis qu'une base de mobilisation ? Puis, sautant d'Asie en Europe, Clark révèle que le nombre des soldats américains en Allemagne est "lamentablement insuffisant". Et quand on sait que ce général Clark est chef des forces terrestres de l'armée américaine, on frémit devant sa sincérité. D'abord parce que, émanant d'une telle source, les renseignements ne peuvent pas ne pas être rigoureusement exacts. Ensuite, parce que notre vieille réaction d'Européen fossilisé nous fait penser avec effroi que des révélations aussi précises et aussi pessimistes auraient, naguère, valu à n'importe quel deuxième classe, planton d'état-major ou huissier du 2ème bureau, d'aller finir ses jours dans la brume glacée d'un petit matin vincennois. Aujourd'hui il n'en est plus ainsi. Nous voici donc parfaitement renseignés et ces renseignements expliquent la volonté marquée par les Américains de nous faire accepter le réarmement allemand.

Ce réarmement sur lequel on nous annonce que le gouvernement français a pris une décision unanime. Ce qui n'empêche pas les socialistes de dire que c'est la thèse Moch qui a prévalu et les M.R.P. de prétendre que c'est la thèse Schuman, alors qu'il semble bien que ce soit un cocktail Pleven fabriqué dans un shaker du couple Monnet-Alphand.

Il s'agirait, en effet, d'un superplan dans lequel l'intégration militaire de l'Allemagne ne serait que le corollaire de son intégration économique et financière dans le tout européen. La participation allemande à une armée européenne serait l'aboutissement d'un combinat des ressources minières et sidérurgiques, d'un aménagement, voire d'une suppression des droits de douane, d'une fusion des industries de défense, des réseaux de transport, d'une convertibilité des monnaies et autres mesures d'intégration dont la moindre exigera de longues discussions. Enfin, point essentiel, les pays européens, à l'exception de l'Allemagne, conserveraient une armée nationale à côté de l'armée européenne, alors que l'Allemagne n'aurait pas d'autres soldats que ceux incorporés dans cette armée commune. Pleven nous expliquera tout cela ou, tout au moins, nous le laissera entendre dans sa déclaration de demain. Il ne semble d'ailleurs pas que nos ministres se fassent beaucoup d'illusions sur l'accueil que les Etats-Unis réserveront à cette suggestion française. Le principal était, n'est-ce pas ? de bâtir un texte qui permit, à la fois, de passer le cap de la discussion parlementaire et de prendre du champ pour le débat international du 28 octobre. Je ne jurerais pas que Robert Schuman ne vise pas également à inciter les Américains à faire pression sur les Anglais pour que ceux-ci rentrent dans le giron économique européen. Il a sur le cœur la petite trahison de Bevin qui, après lui avoir promis de défendre le point de vue français sur le réarmement allemand, s'est, tout à trac et sans le prévenir, rallié à la position américaine. Bref, c'est un gros dossier que Moch va plaider à Washington et il reste à souhaiter que

Marshall ne l'invite pas à faire preuve d'un réalisme plus immédiat. Les raisons qui seront mises en avant par Hoch et par Schuman sont tout d'abord la répugnance marquée par l'opinion française à accepter l'idée du réarmement allemand, la logique de la conception selon laquelle la priorité de l'aide américaine doit être réservée aux victimes du nazisme et, enfin, la crainte que le réarmement des deux Allemagnes ne crée un danger de guerre, chacune des deux zones cherchant à réaliser l'unité allemande à son profit.

Le drame est que cette proposition française intervient, alors que les milieux industriels allemands sont beaucoup plus réticents à l'encontre du pool acier-charbon, que les milieux syndicalistes allemands sont tout près de les rejoindre dans cette réticence et que, aux Etats-Unis, une campagne se dessine pour que les programmes de dépenses pour l'étranger soient sévèrement épluchés particulièrement quant au plan Marshall et quant au F.A.M.

On conçoit que ce problème ait absorbé l'activité de nos ministres et que ceux-ci n'aient pas eu le loisir d'étudier le plan de réorganisation des transports et d'assainissement financier de la S.N.C.F. proposé par Pinay à Plevin. Ce sera vraisemblablement l'oeuvre de la semaine prochaine. Le projet — dont je tiens les détails à votre disposition — comporte deux parties dont la première fixe les mesures relatives à la coordination et à l'harmonisation des transports et la seconde les mesures propres à la S.N.C.F. Dans la première, on trouve les conditions dans lesquelles pourront être exécutés les transports publics et la détermination des taxes auxquelles seront assujettis les transports routiers de marchandises et ceux de voyageurs autres que ceux affectés à des services urbains. Aux termes de ce projet, deux taxes sont, en effet, instituées : une taxe générale et une taxe supplémentaire pour les grandes distances. La taxe générale frappera les véhicules de voyageurs offrant au total plus de vingt cinq places et se montera annuellement à 1.000 frs par place en sus de la vingt cinquième. Elle frappera également les transports routiers publics et privés de marchandises dont la charge utile excède trois tonnes, remorques comprises, et se montera annuellement à 15.000 frs par tonne ou fraction de tonne au-dessus de ces trois tonnes de charge utile. Pour la grande distance, une taxe supplémentaire sera créée pour les véhicules dont la charge utile excède cinq tonnes. Elle sera fixée annuellement à 40.000 frs par tonne ou fraction de tonne au-dessus de cinq tonnes, elle pourra être payée sur la base journalière du centième du taux de base annuel. Enfin, les conseils généraux seront autorisés à instituer sur les véhicules immatriculés dans leurs départements et dans la limite de 50 % des taux ci-dessus, des surtaxes locales dont le produit sera intégralement affecté à des travaux d'amélioration des voiries départementales et vicinales.

Les mesures propres à la S.N.C.F. ont été conçues de façon à permettre l'abandon de lignes déficitaires ou, ce qui revient au même, leur prise en charge par les collectivités utilisatrices qui en exigeraient le maintien. Un plan de résorption du personnel est établi, ainsi qu'un certain nombre d'autres mesures moins importantes, mais à incidences financières certaines (recul de l'âge de la retraite, couverture du déficit de la Caisse des retraites, règlement de certaines prestations sociales, fonctionnement de l'économat etc.).

Le décrochage qui s'est produit entre les prix et les tarifs de la S.N.C.F. est devenu tel qu'il n'est plus possible d'envisager le rétablissement de l'équilibre par une hausse des tarifs qui devrait être de 55 à 60 % en admettant que puissent être prises, à l'égard de la route, des mesures empêchant le glissement accéléré du trafic du fer vers elle. L'idée est donc de faire prendre en charge par le budget de l'Etat une partie du déficit actuel — celle résultant de sujétions ressortissant à la notion extra commerciale de service public — de façon à ramener.....

(Suite à la dernière page)

I699--23/24/IO/I950

" E N V R A C et E N B R E F "

----- On constate aux Etats Unis une puissante offensive en faveur d'une réforme de structure agraire des pays asiatiques. Le Sous Secrétaire d'Etat à l'Agriculture estime que ce qui cause l'agitation sociale en Asie c'est " la famine, l'insécurité, l'énormité des redevances payées par l'exploitant agricole" et que la propagande anticommuniste sera inefficace aussi longtemps que les défauts de structure sociale en matière de propriété foncière ne seront pas corrigés. Le Secrétaire à l'Agriculture déclare de son côté que les Etats Unis doivent lutter contre l'injustice qui accorde aux propriétaires des avantages aux dépens des fermiers et qui pousse les peuples vers le communisme. Devant l'Assemblée Générale des Nations Unies, Dean Acheson s'élève contre la misère des paysans et leur exploitation par les propriétaires dans les pays asiatiques. Enfin, Truman lui même, qui, dans son récent discours de San Francisco, dit que " les peuples d'Asie veulent que les fermiers soient propriétaires de leurs terres et jouissent des fruits de leur travail et que c'est là aussi un des grands principes américains".

Que voilà de nobles et généreux sentiments. Pourvu toutefois qu'on aille pas trop vite et qu'on ne jette pas bas un système injuste mais qui a le mérite d'exister, sans avoir mûrement pensé et préparé ce qui doit le remplacer.

----- Le Dr. Ralph Bunche, Président de la Commission de Tutelle de l'O.N.U. déclare qu'un gouvernement provisoire sera constitué au printemps 1951 en Libye et que ce pays sera indépendant pour le 1^{er} Janvier 1952. Il ajoute que "l'exemple de la Libye doit être une source de réconfort pour tous les peuples africains."

-----D'après un rapport du Département américain de l'Agriculture, la production mondiale de coton serait tombée à 51.190.000 balles (de 500 livres poids brut) à 26.925.000 balles en un an, soit une diminution de 14%. Aux Etats Unis, la production a baissé de 6.259.000 balles, mais dans l'ensemble des autres pays elle a augmenté de 2.000.000 de balles.

----- Le Danemark serait désireux de placer sur le marché polonais du matériel automobile sous licence américaine. Mais le Gouvernement polonais y serait opposé afin de sauvegarder l'uniformité du parc dont une partie importante est constituée par du matériel français.

----- A Genève, L'Organisation Internationale du Travail a préparé un rapport pour la commission du pétrole qui se réunit demain. Le rapport souligne que le ralentissement enregistré en 1949 dans la demande mondiale a été dû à des facteurs momentanés, comme la fin de la période de reconstruction d'après-guerre, mais que, dans l'ensemble, la tendance de cette industrie est à l'expansion.

----- Le Département américain de la Justice vient d'ordonner le recensement des avoirs étrangers excédant les 1.000 \$ et qui sont restés bloqués par le Trésor ou l'"Office of Alien Property". La Plupart de ces avoirs proviennent de pays de l'O.E.C.E. et de la Suisse et seront probablement libérés; les avoirs hongrois, roumains, bulgares resteront bloqués.

----- La Grande Bretagne et le Japon sont parvenus à se créer un excellent débouché pour les produits textiles au Congo belge. Au cours du 1^{er} semestre de l'année, la Grande Bretagne s'est assuré la part du lion en y exportant pour 81 millions de FB de cotonnades imprimées, alors que les livraisons de la Belgique n'atteignaient même pas 8 millions. En revanche les Japonais ont exporté pour 37 millions d'autres cotonnades. Bien qu'ils ne soient apparus sur le marché congolais que depuis 1948, ils figuraient déjà en 1949 au 5^o rang des fournisseurs. Leurs marchandises sont en moyenne 50% meilleur marché que celles des exportateurs européens. Le Gouvernement belge a soumis les importations en provenance du Japon au système des licences. En outre, les importateurs de la colonie susceptibles d'avoir obtenu des textiles japonais par l'intermédiaire de firmes américaines sont tenus de fournir les certificats d'origine aux autorités.

Paris, huit du Jeudi 14 au Vendredi 15 Septemb. 1

Lettre n° 1.671

25X1A

~~THIS DOCUMENT HAS AN ENCLOSURE ATTACHED.~~~~SECRET~~

Monsieur,

Le Congrès radical a ouvert ses portes aujourd'hui. A écrire vrai, ce n'est que demain qu'il commencera réellement avec les rapports de Laffargue sur la politique intérieure et de Gaillard sur la politique économique et financière, pour continuer samedi avec ceux de Devinat sur l'Union Française, de Bastid sur la politique étrangère et de Rotinat sur la Défense Nationale. Les hors-d'oeuvres d'aujourd'hui sur les questions agricoles, sociales, sportives et sur la jeunesse ont remis au goût de 1950 des poncifs sans lesquels le parti radical ne serait plus le parti radical et qui, au demeurant, font la force de ce parti. Mais le peu d'intérêt suscité par ces exposés a permis aux congressistes de consacrer plus de temps aux conversations de couloirs et il semble bien que le sujet de prédilection ait été la réforme électorale.

La grande majorité des militants reste fidèle au scrutin d'arrondissement à deux tours, alors que les leaders sont prêts à négocier, à l'exception, peut-être, de certains d'entre eux comme André Marie et Mendès-France qui manifestent les mêmes préférences que la "base". Par contre, on constate une quasi unanimité en faveur de l'avancement des élections au printemps prochain. René Pleven serait acquis à cette idée et l'on avance que Vincent Auriol le serait aussi. Mais où l'opération devient manoeuvre, c'est quand on donne pour prétexte à ce ralliement du Président du Conseil et du Président de la République, la conviction dans laquelle ils seraient que l'été prochain risque de connaître une situation internationale trouble. Pourquoi l'été plutôt que le printemps ? Personne n'en a cure. Pourquoi ce pessimisme gratuit ? Nul ne le sait. La vérité est qu'il faut bien agiter un épouvantail pour inciter les parlementaires à renoncer volontairement à six mois de leur mandat.

Des accrochages se produisent entre le parti radical et l'U.D.S.R. notamment au sujet de la Seine, département dans lequel le premier voudrait — en cas de scrutin de liste — s'octroyer toutes les têtes de listes, alors que l'U.D.S.R. en revendique au moins une en faisant remarquer que Pierre Bourdan était député de la Seine. Aux dires de l'U.D.S.R. les radicaux sont vraiment trop gourmands. Aussi prépare-t-elle un certain nombre de chausse-trappes dont seraient victimes les leaders valloisiens. C'est ainsi que Queuille pourrait voir éclore dans son département une liste vaguement paysanne-U.D.S.R. et Herriot une liste R.G.R. capable de lui coûter le second siège de sa liste. Une liste RGR dont la tête serait le savant Jean Thibaud U.D.S.R., à moins qu'Herriot ne se résolve à le prendre pour second en remplacement de Jules Jullien. Moro Giafferi aussi pourrait, dans la Seine, avoir quelques difficultés avec l'U.D.S.R. Tout cela évidemment si des accords n'intervenaient pas au préalable.

Voilà ce dont s'entretenaient aujourd'hui les milieux politiques repris par l'ambiance que crée toujours un Congrès radical. Tout cela est d'ailleurs bien prématuré et même dépassé avant d'être actuel. Néanmoins, le problème électoral est, lui aussi, d'ordre international s'il est exact que les milieux américains suivent de très près l'élaboration de la réforme dont ils attendent l'élimination d'au moins les deux tiers des communistes.

Mais ces derniers commencent à s'agiter. Sinon sur le plan parlementaire, au moins sur le plan social. Hénaff lance des mots d'ordre. En Italie, Togliatti veut gagner les masses moyennes. En Angleterre.....

on prévoit pour le début de l'hiver une grève des ports et des entreprises de transports. Cette menace ne rend que plus actuelle et plus utile la réunion tenue à Naples il y a quelques jours par les gens de mer adhérents à la Confédération Internationale des Syndicats Libres (C.I.S.L.) et à la Fédération Internationale des Transports (I.T.F.), réunion au cours de laquelle marins, officiers et dockers non communistes de France, d'Afrique du Nord, d'Italie, de Grèce, de Turquie et du Moyen-Orient, ont décidé de lutter contre l'action communiste dans les ports. Il ne paraît également important de signaler cette recommandation des importateurs tchécoslovaques à leurs fournisseurs de l'ouest d'avoir à livrer dans les ports polonais de préférence aux ports occidentaux qui pourraient être bloqués par des mouvements sociaux. Voilà qui doit être rapproché de la situation tendue de l'Angleterre en matière de ports et de transport. Une Angleterre qui, par ailleurs, va vivre quelques jours agités en attendant le vote de la motion de censure présentée par les Conservateurs après qu'ait été connue la décision travailliste de mettre en vigueur la nationalisation de la sidérurgie. C'est évidemment une mesure qui dispensera Cripps de taxer les superbénéficiaires de cette industrie. Mais c'est aussi une mesure qui met en péril l'existence du gouvernement travailliste et qui provoquera peut-être un retour devant les électeurs.

A New-York, ce qu'on sait des conversations des Trois laisse apparaître que peu de décisions seront prises et que les principaux problèmes seront renvoyés devant les Douze du Pacte Atlantique. Le projet de pool des matières premières rencontre un accueil très réservé auprès des Anglais vendeurs de caoutchouc et de laine et auprès des Américains. La question de l'incorporation d'unités allemandes à une armée européenne, et celle de l'admission de la Turquie seront soumises, dans quelques jours, au Comité Atlantique. Il serait bien étonnant que les problèmes relatifs à Mao-Tse-Tung et à Formose fussent beaucoup plus heureux.

Cette incapacité des Occidentaux à mettre rapidement sur pied des programmes d'action commune autrement que sur le papier est décevante pour les petites puissances quelle que soit l'habileté avec laquelle les chancelleries camouflent les divergences de vues. Aussi comprend-on l'attitude d'un pays comme la Perse qui, actuellement, mène de front d'importantes négociations commerciales avec l'U.R.S.S. sa voisine et une demande de prêt (100 millions de dollars) à l'Export-Import Bank.

Une risette au monsieur sérieux, un baiser à l'amant de cœur, c'est comme cela qu'on fait les bonnes maisons dans le demi-monde du Proche-Orient.

paul dehème

I67I--I4/I5/9/I950

" E N V R A C et E N B R E F "

L'Economie en Afrique du Nord :- Du point de vue de l'Afrique du Nord, le fait de la semaine dernière a été la réunion à Paris, du 4 au 9 Septembre, au Secrétariat aux Affaires Economiques, d'une Conférence économique à laquelle la Tunisie, l'Algérie et le Maroc avaient envoyé des délégations importantes groupant des hauts fonctionnaires et des professionnels. L'ordre du jour comprenait l'examen des principales productions agricoles nord-africaines. On s'occupa successivement des figues, des dattes, des agrumes et primeurs, de l'orge, du crin végétal, de l'huile d'olive et du tabac. Les attachés commerciaux français en Belgique, en Angleterre, en Hollande et en Allemagne participaient aux travaux ainsi que les représentants de plusieurs ministères métropolitains. Les perspectives d'exportation ont, dans l'ensemble été jugées satisfaisantes. Les difficultés issues des différences de prix de revient entre le Maroc et l'Algérie, cette dernière supportant des charges sociales qu'ignore son concurrent ont été évoquées. Leur solution sera recherchée, pour le crin végétal et les primeurs en particulier, par le moyen d'accords professionnels. Il est probable que les prix seront alignés sur l'étiage le plus élevé. La prospection commune des marchés extérieurs, la présentation des produits, l'organisation d'une publicité à frais communs, notamment pour la dattes, ont été mis au point. On a également étudié les repercussions de la conjoncture internationale sur l'économie de l'Afrique du Nord et sur l'approvisionnement de la Métropole. Mais aucune organisation définitive de stockage des produits essentiels n'a pu être ébauchée, dans l'ignorance où l'on se trouve de la politique définitive du Gouvernement à ce sujet. Politique qui, probablement, s'orientera vers un système de warrantage. Par contre, la Conférence a décidé de n'apporter aucune restriction ou opposition aux exportations de corps gras et d'huile d'olive, afin de ne pas compromettre les résultats acquis par la patiente conquête des marchés extérieurs entreprise depuis quelques années.

Le marché français du charbon :- Sur le marché des charbonnages on a constaté depuis quelques semaines un renversement de la situation commerciale. En France, les possibilités d'écoulement sont sensiblement améliorées et les importations ayant beaucoup diminué, il s'en suit pour les charbonnages français une activité beaucoup plus grande. Nos importations ont été cette année de 3.200.000 tonnes contre 12.800.000 l'an dernier et cette baisse a permis d'économiser 38 milliards de devises. Pour le mois d'août, il a été vendu en France 3.150.000 tonnes. Les commandes ont été dans les services publics et pour Septembre supérieures de 310.000 tonnes à la moyenne mensuelle des mois précédents de 1950: Electricité de France: 630.000 T contre 325.000; S.N.C.F. 405.000 contre 415.000 et Gaz de France 265.000 contre 250.000. Les commandes industrielles sont également en augmentation dans les sucreries (récolte excédentaire de betteraves) dans les cimenteries (démarrage de la reconstruction) et dans la sidérurgie (réarmement. En 1949 nous avions exporté 1.080.000 tonnes de charbon surtout vers l'Allemagne, la Suisse et l'Italie. En 1950, nous doublerons ce chiffre.

Accord Anglo-Portugais en Afrique :- Hier, j'ai attiré votre attention sur la mésaventure du Sud Ouest Africain. La manœuvre Melan n'a évidemment pu réussir que parce que la Grande Bretagne s'est plus ou moins désintéressée de l'affaire. Son intérêt était attiré un peu plus vers l'Est. Londres négociait avec Lisbonne. Les conversations ont abouti il y a quelques semaines sans bruit, mais non sans promesses pour l'avenir des territoires qui en étaient l'objet: les 2 Rhodésias et le Nyassaland. Dans cet accord, la Grande-Bretagne s'est engagée à fournir au Nyassaland pendant 20 années toutes les marchandises et tout le matériel dont il aura besoin. De son côté, le Portugal a promis de développer les installations portugaises de Beira. En 4 mois, 2 nouveaux

.../....

quais de 150 m. de longueur chacun seront construits et, dans un an, un troisième spécialement équipé pour le chargement du minerai de chrome et du charbon. La capacité du port sera ainsi portée de 2,2 à 4 millions de tonnes.

Le Gouvernement portugais a aussitôt passé les commandes aux entreprises de Mozambique après ouverture à la colonie d'un premier crédit de 100 millions d'escudos, cependant qu'un autre crédit, également de 100 millions était accordé à la ligne de chemin de fer de Beira pour l'achat de matériel roulant. Il s'agit donc au total d'un investissement de près de 3 millions de \$ sur lesquels des commandes portent sur 750.000 \$ ont été placées en Allemagne Occidentale.

Les Etats Unis sont intervenus dans ces plans. Une commission d'économistes et de financiers a été chargée d'étudier la construction d'une ligne de chemin de fer entre Nicolson Ouest en Rhodésie du Sud et Messina à la frontière nord de l'Afrique du Sud afin de rattacher le réseau rhodésien à celui de l'Union Sud Africaine. La nouvelle ligne permettrait d'écouler vers le sud le surplus de marchandises dont Beira en dépit de ses agrandissements, ne pourrait pas se charger. Messina, centre minier de l'Union Sud Africaine et point terminus de la nouvelle ligne, est en effet relié par chemin de fer à Lourenco-Marquês.

Les Américains examinent la possibilité d'une liaison ferroviaire entre Nicolson Ouest ou Shaberi et Oujje à la frontière du Mozambique où cette ligne serait reliée au réseau de ce territoire.

Enfin, la Commission Américaine étudie les frais d'un dédoublement de la ligne Vile Mochedo (Mozambique) à Salisbury, capitale de la Rhodésie du Sud. Ces différentes études seront terminées au début du mois prochain lorsque se tiendra à Johannesburg une conférence des transports qui examinera l'ensemble des problèmes ferroviaires de l'Afrique du Sud et du Centre.

Le Gouvernement américain qui, au printemps encore, s'inquiétait de l'écoulement des surplus de coton, va prendre maintenant des mesures pour pallier une menace de pénurie. Les exportations vont être limitées. Certaines qualités qui risquent de manquer aux Etats Unis en seront complètement exclues. A cet effet, le système des licences d'exportation va être rétabli.

----- L'E.C.A. vient de débloquer 5.225.000 dollars, soit 1 milliard 828.750.000 francs, pour reconstruire la raffinerie de pétrole de Dunkerque et deux autres raffineries de l'Europe Occidentale, l'une à Linz en Allemagne Occidentale, l'autre à Porto Marchera en Italie. Les crédits débloqués ne couvriront qu'un dixième du coût total de la reconstruction des trois raffineries. Les frais totaux s'élèveront à environ 48.775.000 dollars. La raffinerie de Dunkerque va être complètement restaurée et agrandie. Elle pourra traiter près de 4.580.000 litres de pétrole brut par jour.

-----SUR LE MARCHE PARALLELE on a coté aujourd'hui: NAPOLEON: 3.060--
EAGLE: 904-- CROIX: 3.550-- SOUVERAIN: 4.500-- LIVRE: 920-- DOLLAR:
toutes coupures et coupures de 100: 373-- coupures de 500: 374-- coupures de 1.000 377-- FRANC SUISSE: 85,-- -- FRANC BELGE: 7,10 à 7,20 --
PESERA: 7,50 à 7,75-- LINGOT et BARRE : 509.000

Paris, nu

145
ptembre I

Lettre N° 1677

Monsieur,

A Paris, Maurice Thorez tonne contre le service militaire de 18 mois. A New-York, Malik et Winchynski quittent un banquet au cours duquel Dewey accusait l'U.R.S.S. de maintenir au travail forcé 10 à 15 millions d'ennemis politiques. A New-York, encore, les Ministres de la Défense des Trois Grands se rencontrent avec leurs collègues des Affaires Etrangères en une réunion destinée à l'étude des propositions concernant les moyens les plus efficaces pour la mise sur pied d'une force défensive européenne. A Bonn, les Hauts Commissaires alliés annoncent les concessions admises au bénéfice de l'Allemagne Fédérale. A Moscou, la Pravda continue de dénoncer les "atrocités américaines en Corée".

Ce sont là des éléments de la conjoncture qui tendraient à maintenir la situation internationale dans une atmosphère sans optimisme. Et cependant, des informations parviennent sur des propos tenus par Malik, propres à laisser entendre que l'U.R.S.S. ne serait pas fâchée de causer avec les Etats Unis en vue d'en terminer avec la guerre de Corée. Présentée sous cette forme, la négociation ne peut pas aboutir, car Washington tient beaucoup au caractère international de l'intervention en Corée. Malik évoque les conversations directes qui ont mis fin naguère aux dissentiments sur Berlin et au pont aérien. Aujourd'hui, c'est avec l'O.N.U. qu'il lui faudra parler, non avec un seul pays. Cela risque d'être moins facile. Il faut cependant enregistrer ces "travaux d'approche" comme des signes avant-coureurs de paix. La plus élémentaire prudence voudrait néanmoins que les Etats Unis poussent au préalable leurs avantages sur le plan militaire afin de mieux assurer leur position sur le plan diplomatique.

Dans la mesure où il est tenu au jour le jour au courant des négociations de New-York, le Gouvernement français est suspendu, pour l'établissement de son budget de 1951, aux entretiens de Jules Moch et de Robert Schuman avec leurs homologues américains, Marshall et Acheson. Encore lui faudra-t-il attendre le voyage et le retour de Petsche pour décider en connaissance de cause. Aussi, toutes les évaluations qui sont lancées dans le public sont elles erronées ou, pour le moins prématurées. La seule certitude est que les "militaires" avaient dressé un plan qui aurait coûté 1.200 milliards, que Pleven a longtemps abondé dans leurs sens, qu'il a fini par céder aux "civils" et par ramener le budget militaire à 850 milliards et que si Moch ne réussit pas à convaincre Marshall et Acheson, il faudra augmenter ce chiffre de 850 milliards et revenir, ou presque, à celui des militaires. En bref, le budget ne saurait être établi avant que le Comité Atlantique, qui doit se réunir à nouveau dans quelques jours, soit lui-même parvenu à des conclusions concrètes et précises. Rien ne prouve que ce sera chose faite à la rentrée du Parlement. Et si le Comité a définitivement abouti, rien ne prouve que les Etats Unis auront fixé exactement le niveau de l'aide qu'ils apporteront aux différents pays européens.

Aussi, le budget n'est il pas -- quoi qu'on en pense -- au premier rang des préoccupations des milieux politiques. La "tarte à la crème" est la réforme électorale; les partis s'observent et se prêtent des intentions plus ou moins machiaveliques. C'est ainsi que les radicaux s'étonnent de la hâte que le M.R.P. semble vouloir apporter à établir la réforme de la Constitution. Ils ont remarqué que dans le programme des Républicains Populaires, cette réforme constitutionnelle passe avant la réforme électorale et que parmi les propositions de réforme constitutionnelle, figurent en bonne place les dispositions qui fixent la composition du Gouvernement en cas de dissolution. Actuellement, une dissolution introduit directement dans le Gouvernement de liquidation des représentants de tous les partis, y compris

I677--2

évidemment du parti communiste. Ainsi, le parti qui provoquerait une crise génératrice de dissolution pourrait être accusé par ses adversaires politiques d'avoir ramené les communistes au pouvoir. Les nouveaux textes préparés par le M.R.P. sont rédigés de telle sorte que les communistes ne participeraient pas au gouvernement de liquidation. Et les radicaux de se demander si, en voulant faire passer la réforme constitutionnelle avant la réforme électorale, le M.R.P. ne s'efforce pas de faire admettre ses textes constitutionnels afin de pouvoir ensuite provoquer la dissolution avant que la réforme électorale soit votée et sans être accusé, pour autant, d'avoir fait le jeu des communistes.

Comme vous le voyez, c'est lui prêter des intentions bien subtiles et bien machiavéliques.

paul deheme

" E N V R A C et E N B R E F "

----- Le problème espagnol va venir sur le devant de la scène politique internationale. Le Comité directeur de l'Assemblée Générale des Nations Unies vient en effet de faire figurer à l'ordre du jour de l'Assemblée la " reconsidération de la résolution de 1946 demandant le retrait d'Espagne franquiste des Ambassadeurs des pays membres". Parallèlement, Franco accorde une interview à un journal italien dans laquelle il attribue aux puissances européennes, plus qu'aux Etats Unis, la responsabilité de l'isolement de l'Espagne. Il attaque tout particulièrement les travaillistes britanniques et s'élève contre le " rêve d'une Europe unie sous le signe de l'impérialisme socialiste de Londres" qu'il compare aux ambitions des Soviets. Aux Etats Unis, l'opinion évolue beaucoup en faveur de l'Espagne. Les différentes missions américaines civiles et militaires, parlementaires et privées qui se sont rendues en Espagne depuis 1946 commencent à porter leurs fruits. Selon un Gallup, 48% des Américains sont partisans d'inviter l'Espagne au pacte de sécurité de l'Atlantique, alors que 22% y sont opposés et 30% n'ont pas d'opinion. De même, 57% des Américains estiment que l'Espagne devrait bénéficier d'une aide militaire et d'une aide économique, alors que 23% s'y opposent et 20% restent sans opinion.

I677-- 24/25/9/I950

" E N V R A C et E N B R E F "

-----Grosse activité à l'Association des Petites et Moyennes Entreprises. Le congrès se tiendra les 6 et 7 Octobre. Le journal ("La Volonté") à paraître vers le 10 Octobre consacrera une grande page aux scandales politico-financiers de ces dernières années. Des tournées de propagande seront entreprises prochainement dans divers départements de France et l'action menée au sein du Front Economique par Gingembre sera intensifiée.

-----Quelques groupements d'anciens fonctionnaires veulent demander à Daladier d'intervenir très spécialement auprès des Ministres intéressés en faveur des condamnés politiques encore en prison pour avoir, en 1939, exécuté les instructions données par son gouvernement contre le parti communiste.

-----Lamoureux poursuit sa campagne à Vichy avec un grand succès. Un des éléments qui permettent de prévoir son succès électoral le 1^o Octobre, réside dans le fait que les personnalités officielles locales se prononcent en sa faveur. C'est ainsi que le Préfet (S.F.I.O.) de l'Allier, Castaing, ne cache pas ses sympathies pour cette candidature, bien que Lamoureux ait été durement sanctionné à la Libération, soit devenu inéligible et ait été interné. Le nouveau maire de Vichy l'appuie également bien que n'étant pas de ses couleurs. Si Lamoureux est élu, son élection, à la différence de celle de Millies-Lacroix, ne sera pas déferée devant le Conseil de Préfecture le Ministre de l'Intérieur ayant renoncé à s'élever maintenant contre les élections de cette nature. Cela sera donc un précédent très important pour les anciens de la III^e République. D'autre part, l'élection de Lamoureux commandera automatiquement sa candidature en tête de liste dans l'Allier aux législatives, ce qui amènera sa rentrée certaine au Parlement.

-----Aux termes d'un accord commercial germano-yougoslave, paraphé hier à Francfort, un crédit de 35 millions de dollars sera ouvert à la Yougoslavie. Le Yougoslavie remboursera cette somme en marchandises, notamment céréales et minerais. 5 millions de dollars devront être remboursés pour 1952 et le reste pour 1954.

-----Un nouveau système de répartition de la laine est à l'étude aux Etats Unis. Il reviendrait à supprimer les envois à destination de l'U.R. S.S. et de ses satellites et serait proposé au groupe d'étude international de la laine le 2 Octobre prochain.

-----A l'Assemblée générale de l'O.N.U., le délégué de l'Irak, Mohammed Fadhil Al Jamali, a réclamé la liberté pour les Arabes d'Afrique du Nord Française et s'est élevé contre " le rideau qui actuellement empêche le monde de connaître leur lutte pour l'indépendance". Il a accusé les autorités françaises de réprimer les mouvements " parfois de façon très sanglante."

-----La vedette du récent Congrès radical a été Gaillard dont le rapport fut jugé bon de fond et de forme. Laffargue tend à remplacer Cudenot comme tribun du parti. On note un effacement des femmes radicales.

-----Tixier-Vignancourt fera campagne électorale à Constantine contre René M^eyer.

----- Il est question d'Antériou à la Direction générale adjoint du Cinéma Français. A plusieurs reprises, son nom avait été cité pour la Direction Générale en titre. Des oppositions s'étaient élevées chaque fois.

Lettre n° 1.678

Monsieur,

25X1A

Shinwell se déclare satisfait. Mais le bonheur de Shinwell ne fait pas celui de Jules Moch. Notre ministre rentre de New-York l'air morose et un peu déconfit. Il semble bien, cependant, qu'en dépit de la création d'une force unique, la question allemande continue d'être réservée. En raison, dit une dépêche américaine, de la fermeté de la position adoptée par la France. Donc, si Jules Moch fait la moue, c'est qu'il n'a pas remporté les succès qu'il escomptait sur les autres points de la négociation, celui du financement par exemple. C'est à Petsche de jouer maintenant.

Par contre, les propositions françaises de contrôle des matières premières ont été retenues par les Américains qui songent à un retour au Combined Board enterré en 1947 et qu'il serait facile de ressusciter.

Il est évident que, sur le problème allemand, la fermeté française — que certains Américains appellent de l'entêtement — contrarie en partie les plans de Washington et qu'il en résulte à notre encontre une mauvaise humeur certaine. Schumacher appuie sur la chanterelle et critique l'ordre dans lequel les armes américaines sont fournies aux pays européens. Il ironise : "Les Américains ne seront pas tranquilles tant que le dernier communiste français ou italien n'aura pas en mains les armes les plus modernes d'Outre Atlantique".

Cette question inquiète fort, en effet, les Américains et il ne servirait de rien de nier qu'ils sont à l'origine des mesures qui vont être prises par le gouvernement dans le cadre de la lutte anticommuniste. Comprenez-moi bien. Je ne prétends nullement que, sans les Américains, le gouvernement français n'aurait rien fait contre le communisme. Mais son action aurait été peut-être moins spectaculaire. La façon de donner vaut mieux que ce qu'on donne et il faut, avant tout, prouver que la défense nationale ne risque pas d'être sabotée. Cette preuve, le gouvernement entend l'administrer par l'application des mesures sévères d'épuration qu'il prépare. Epuration des industries d'armement, des ateliers et services du ministère de la Défense, des diverses administrations publiques de la radio notamment. Parallèlement, le Parlement sera saisi du projet de loi interdisant le cumul du mandat parlementaire avec l'exercice de la fonction de directeur ou de gérant d'un journal, projet qui gênera considérablement les députés communistes qui jouent de leur immunité parlementaire avec une impudence sans limite.

Le Conseil des Ministres de jeudi s'entretiendra peut-être de cet ensemble de mesures, mais il prendra certainement des décisions en ce qui concerne les prix. En l'absence de Pleven, qui s'est rendu à Saint Briec, où il a été réélu Président du Conseil Général, son entourage affirme que des décisions "énergiques" vont être élaborées. Contrairement à ce qu'on pouvait croire la semaine dernière, le programme Pflimlin serait adopté dans ses très grandes lignes. C'est-à-dire qu'on envisagerait des importations de textiles, de chaussures, de machines agricoles, afin de régulariser les prix de ces produits. Parallèlement, on agirait sur le crédit. Et certains ministres préconisent même une baisse autoritaire à la manière de Léon Blum. Cette opération rencontre cependant une vive opposition chez les radicaux et chez les modérés. Aussi se dirige-t-on plutôt vers l'interdiction de dépasser les prix du mois de juillet. Ce blocage des prix n'est pas encore acquis dans les esprits de nos gouvernants, mais il en est question et.....

1.678 (2)

Pleven s'en entretiendra très certainement avant le Conseil de jeudi avec les ministres intéressés : Buron, Pflimlin, Louvel, Petsche, Pinay.

Par ailleurs, on va discuter du prix de la betterave. Trois chiffres sont en compétition. La C.G.A. voudrait la reconduction du prix de l'an dernier 4.500 frs. La Direction des Prix préconise 4.000 et les calculs des services du ministère de l'Agriculture aboutissent à 4.180 frs, ce dernier prix étant calculé dans le cadre des prix de revient remanié par Velay en janvier dernier après la démission spectaculaire de Pflimlin.

Hormis ces problèmes économiques, l'actualité est pauvre dans le domaine de la politique intérieure et le pessimisme règne quant à la réforme électorale chez le petit nombre de personnes qui s'en occupent de façon active. Elles voient mal comment le gouvernement pourrait rattrapper le temps perdu et mettre un projet au point d'ici la rentrée parlementaire. On s'inquiète aussi, surtout au M.R.P., de la réforme constitutionnelle et Baranger vient de rédiger une note qui ne manque pas d'intérêt et qui remanie le Parlement. Le rapporteur général du Budget préconise une fusion du Conseil de la République, du Conseil Economique et de l'Assemblée de l'Union française en une seule assemblée qui serait le "Grand Conseil de la République et de l'Union française" comportant trois sections, une métropolitaine, une économique et une de l'Union dont les modes d'élection ne seraient pas sensiblement modifiés, sauf pour diminuer le nombre de leurs membres. C'est donc un projet qui, non seulement, vise, selon l'expression de son auteur, à "refaire le cadre, les mitoyennetés et les limites des Assemblées", mais qui, au surplus, peut entraîner des économies.

Enfin, toujours dans le cadre de la politique intérieure, on note la réunion que tiendra demain le groupe paysan sous la présidence d'Antier. On a immédiatement parlé d'une prétendue intention de René Pleven d'élargir sur cette frange son actuelle majorité, cet élargissement étant payé d'un ou de deux secrétariats d'Etat. L'entourage de Pleven dément. Non le désir du "patron" de pouvoir compter plus complètement sur les voix paysannes, mais d'avoir jamais eu l'idée de rétribuer cette fidélité autrement que par la conduite d'une politique agricole propre à la lui acquérir.

Il est vrai que lorsqu'on connaît le dépit marqué à plusieurs reprises par Antier de ne pas avoir reçu un demi maroquin.....

paul dehème

--- SUR LE MARCHÉ PARALLELE on a coté aujourd'hui : barre 511.000 ; lingot 512.000 ; napoléon 3.760 ; croix 3.650 , souverain 4.660 ; eagle 914 ; livre 930 ; dollar toutes coupures 375 ; coupures de 500 : 376, coupures de 1.000 : 381 ; franc suisse 86; franc belge 7,10 à 7,20 ; peseta 7,20 à 7,25.

Lettre n° 1.679

25X1A

Monsieur,

Après avoir lancé hier, dans une réunion privée, quelques claires allusions à l'éventualité d'une rencontre Staline-Truman en vue d'aplanir les différends qui séparent l'Est de l'Ouest et aider à l'établissement d'une paix stable, Malik a officiellement déclaré aujourd'hui qu'il ferait incessamment, au Conseil de Sécurité, des propositions relatives à la Corée. Une nouvelle offensive de paix soviétique se prépare donc. L'époque est mal choisie. Les succès militaires des Nations-Unies en Corée interdisent, en effet, à l'U.R.S.S. une attitude trop conciliante qui pourrait être interprétée comme la reconnaissance d'une défaite. C'est quand la situation militaire est indécise que les négociations diplomatiques ont le plus de chances d'aboutir. Cependant, si elle doit réellement se développer, l'initiative russe sera la bienvenue. D'abord parce qu'une offre de paix est, en elle-même, toujours bien accueillie, même quand on n'y croit pas beaucoup ou qu'on n'y croit que momentanément. Ensuite, parce que celle-ci résoudra le problème qui va devenir d'actualité : les troupes des Nations-Unies doivent-elles ou non dépasser le 38ème parallèle ?

En attendant, le Conseil de l'Atlantique va annoncer la création d'une force occidentale unifiée sans faire allusion à l'incorporation de forces allemandes. Ce n'est évidemment que partie remise, car les Américains sont fermement décidés à parvenir à l'intégration de l'Allemagne et il est probable qu'on n'attendra pas longtemps avant que la question soit à nouveau soulevée. Marshall a, en fait, accordé un délai et il se pourrait bien que ce délai fût de courte durée. Les reports respectifs aux 24 et 28 octobre des réunions de la Commission militaire et de la Commission de défense du Pacte Atlantique primitivement prévues pour les 12 et 16 octobre sont significatifs à cet égard, car ils laissent prévoir que, d'ici là, un nouvel effort sera tenté par Washington pour parvenir à faire prévaloir son point de vue.

On remarquera que les deux dates nouvellement arrêtées sont postérieures à la rentrée du Parlement français et il n'est pas impossible qu'un débat s'institue au Palais Bourbon sur ce problème du réarmement allemand. Il est toujours facile de se retrancher derrière ce que l'on affirme être les volontés ou les veto de l'opinion publique, mais les Américains ne seraient peut-être pas fâchés de vérifier ces affirmations en suggérant de poser la question devant les assemblées représentatives (ou réputées telles) de cette opinion publique.

On a même chuchoté que, pour provoquer ce débat, le gouvernement français pourrait avancer la date de la rentrée parlementaire. Ce bruit n'a eu que peu d'écho et il est de fait que, huit jours plus tôt (on parlait du 10 octobre) ou huit jours plus tard, cela n'aurait guère d'importance. Toutefois, un autre motif pourrait militer — ce n'est là qu'une réflexion toute personnelle — en faveur d'une rentrée brusquée. Le gouvernement s'est engagé à déposer, dès cette rentrée, un projet de réforme électorale. Or, il s'avère que ce projet est encore dans les limbes et qu'il existe encore bien des réticences à vaincre, bien des divergences de vues à réduire. Aussi peut-on craindre que le projet ne soit pas prêt pour le 17 octobre. Si la rentrée s'effectue normalement à cette date et que le gouvernement ne tienne pas sa promesse, les réactions seront vives. Si, au contraire, la rentrée était avancée, personne ne pourrait s'étonner que le projet ne soit pas au point. Les.....

premiers jours passés, d'autres problèmes, tous les autres problèmes ont été attaqués en même temps, l'attention des parlementaires serait, avec un peu de complicité tacite de leur part - distraite du problème sectoriel et les négociations sur ce problème pourraient être "étirées" à cause de trop de difficultés.

Pour en revenir à nos démêlés avec les Américains au sujet du réarmement allemand, il est évident que le premier souci de notre gouvernement est de rendre confiance à nos partenaires et de leur démontrer autrement qu'en paroles que la lutte est conduite à l'intérieur du pays contre le communisme et la cinquième colonne. Ce n'est d'ailleurs pas une préoccupation uniquement française. A l'Assemblée générale de l'O.N.U., Bevin tonnait aujourd'hui contre cette cinquième colonne "dirigée par le Kominform et ayant pour instructions de Moscou de provoquer le chaos, les grèves et les difficultés de toutes sortes". Par ailleurs, à Rome, le cabinet italien a décidé la création d'un "corps de défense civile" chargé, en temps de guerre, de collaborer avec les autorités et de réprimer les agissements de la cinquième colonne. Il est probable que, dès sa création, ce corps de défense civile n'attendra pas un conflit pour se mettre à la tâche. En France, il y a quelque chose d'analogue dans les cartons de Jules Moch. Mais, d'ores et déjà, et sans attendre ce problème d'appareil défensif qui, d'ailleurs, rencontrerait peu de succès en France, des efforts sont accomplis pour débusquer, non seulement les communistes, mais aussi certains progressistes qui, consciemment ou non, leur facilitent la besogne.

C'est ainsi que les dirigeants C.F.T.C. viennent de procéder à une opération qui n'a pas reçu de publicité et qui, cependant, me paraît importante, en obtenant la démission de Charles Savouillan, secrétaire général, depuis 1945, de la Fédération chrétienne de la Métallurgie. Ancien militant jociste, puis secrétaire de l'Union départementale de la Savoie, Savouillan m'est représenté comme ayant été un des éléments moteurs de la minorité progressiste de la C.F.T.C., les quatre fédérations progressistes étant, outre celle de la métallurgie, celles des Produits chimiques (secrétaire général Marion), de l'Alimentation (secrétaire général Racine) et du Bâtiment (secrétaire général Detraz). Savouillan était aussi le responsable de l'organe périodique de cette minorité progressiste "Reconstruction" dont l'éminence grise est Vignaux, secrétaire général de la Fédération chrétienne de l'Education Nationale (Vignaux a tenu la gageure d'être secrétaire général C.F.T.C. de l'enseignement sans militer en faveur de l'école libre). Savouillan est maintenant relégué dans les fonctions de trésorier. Il est remplacé par deux hommes qui sont, l'un Bobin, ancien secrétaire fédéral (ancien militant cégétiste de Renault) et l'autre Williams, responsable depuis 1936 de la métallurgie chrétienne de la région du Nord. En éliminant Savouillan d'un poste actif, les dirigeants de la C.F.T.C. ont neutralisé celui des leurs qui était le plus près des communistes et que son dynamisme rendait dangereux. Le M.R.P. a vraisemblablement dit son mot dans l'affaire et rien n'empêche de penser que l'Eglise, Mgr Feltin notamment, n'est pas non plus restée inactive. Quant au gouvernement, il a probablement signalé ce fait aux Américains. Ou bien c'est qu'il se plaît à laisser passer les bonnes occasions.

Or ce n'est pas l'époque, alors que les tendances américaines sont imprécises à notre égard, comme d'ailleurs à l'égard de l'Europe en général. Aux Etats-Unis, où la liberté de parole est totale (sauf quand il s'agit de problèmes militaires et que ce sont des ministres comme Matthews ou des généraux comme Mac Arthur qui parlent), les opinions les plus contradictoires s'expriment dans le même moment. C'est ainsi qu'aujourd'hui l'administrateur démissionnaire du plan Marshall, Paul Hoffman, opinait qu'à son avis, l'E.C.A. devrait être renforcée au cours des années à venir au lieu d'être réduite.

Approved For Release 2004/02/23 : CIA-RDP83-00415R006500210002-4

Il a d'ailleurs ajouté qu'il ne quitterait pas cet organisme s'il n'était pas certain que son départ ne l'affaiblirait pas. Et c'est aujourd'hui également qu'après avoir indiqué que, selon lui, c'était la France qui devait fournir le gros des forces terrestres dont la mise sur pied était prévue par le Pacte Atlantique, le Président de la Commission sénatoriale des Affaires Etrangères, Tom Connally, rappelait que, selon le projet initial, les fonds de l'E.C.A. devaient être réduits annuellement et affirmait qu'à son avis, une réduction devrait avoir lieu dès cette année. Il est quasiment certain que Paul Hoffman aura raison contre Tom Connally, mais il est bien difficile de s'y reconnaître, dans ces déclarations divergentes et surtout hasardé d'essayer de prévoir.

Les dépêches de presse mettent l'accent sur un discours prononcé hier à Pékin, par le général Tchou Teh, chef militaire et vice-premier ministre de la Chine communiste et surtout sur cette phrase : "Il nous reste maintenant à annihiler les derniers brigands, à libérer Formose et le Thibet, à défendre la paix et à faire de la nouvelle Chine un pays riche et fort". Ce n'est pas là chose nouvelle. Dans son rapport (que j'ai déjà cité dans une lettre récente) à la troisième session plénière du 7ème Comité central du Parti communiste chinois, Mao-Tsé-Tung écrivait le 6 juin dernier : "Dans les régions nouvellement libérées (à peu près 310 millions d'habitants), du fait que la libération ne date que de quelques mois, six mois ou un an, il y a encore plus de 400.000 bandits disséminés dans tous les endroits reculés et il faut les anéantir". Et plus loin : "A la condition qu'elle se garantisse une force suffisante pour libérer Taiwan (nom officiel chinois de Formose) et le Thibet, consolider les défenses du pays et éliminer les contre-révolutionnaires, l'armée de libération populaire, tout en conservant sa force essentielle devra démobiliser une partie de ses troupes en 1950".

On remarquera que, dans ce programme, qui n'est cependant pas destiné à une diffusion à l'étranger, il n'est nullement question d'intervenir au Viet-Nam.

paul dehème

EN BREF ET EN VRAC

--- Dans la métallurgie de l'est de la France on constate chez les jeunes ouvriers une tendance à se dégager de la C.G.T. et à constituer des syndicats autonomes, afin de ne pas être entraînés dans des grèves politiques dans lesquelles les véritables revendications professionnelles ne servent que de prétexte et passent, en réalité, au second plan.

--- Le Comité d'Entente des Cheminots non communistes s'est réuni aujourd'hui. Il ne semble pas qu'il ait réussi à réaliser une unité d'action constructive. Les divers syndicats se sont, certes, entendus pour rejeter le projet de réorganisation de la S.N.C.F. élaboré par la direction. Mais le Comité d'Entente se refuse à soutenir le contre-projet de Forces Ouvrières. Ce contre-projet sera donc soumis à la direction par cette seule centrale syndicale.

--- La puissante firme anglaise de raffinerie de sucre Tate and Lyle n'a cessé, depuis un an, de poursuivre par voie de presse et d'affiches une active campagne contre la nationalisation dont elle est menacée. Cette firme annonce maintenant la mise en vigueur prochaine d'un système de partage de ses bénéfices entre ses actionnaires et son personnel. Ce plan (qui entraînera pour la Société une dépense de £ 150.000) a reçu l'approbation du Syndicat dont relèvent les quelques 7.000 ouvriers employés par Tate and Lyle (Union of General and Municipal Workers). Les distributions de dividendes aux ouvriers seraient effectuées, en principe, tous les six mois sur une base tenant compte pour partie des bénéfices réalisés et pour partie du chiffre de la production des trois raffineries Silvertown, Plaistow et Liverpool.

Approved For Release 2004/02/23 : CIA-RDP83-00415R006500210002-4

I679--26/27/9/I950

" E N V R A C et E N B R E F "

----- Un projet de convention a été établi entre la France et la Grande Bretagne tendant à éviter les doubles impositions et l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu. Aux dernières nouvelles, les deux Gouvernements étaient d'accord à quelques détails près sur les termes de ce projet rédigé par les experts des deux pays. Je tiens ce texte à votre disposition.

----- Au 21 Septembre, le crédit en livres sterling de notre balance des paiements était de plus de 50 milliards de francs. (voir tableau d'autre part).

----- Le bruit a récemment couru que, parmi les mesures qu'il est contraint d'envisager pour se créer de nouvelles ressources, le Gouvernement s'appretait à inclure une taxe sur les transactions sur l'or. Un projet était en effet à l'étude, mais il est certain maintenant qu'il n'y sera pas donné suite et la principale raison de cette abstention pourrait bien être que le Gouvernement craindrait, en taxant les opérations officielles, de développer les transactions du marché parallèle.

----- La grève des gaziers londoniens en est à sa onzième journée. Le Gouvernement a décidé de ne pas envoyer actuellement de troupes dans les 18 usines paralysées.

----- Une nouvelle machine permettant la substitution de matières plastiques au verre dans le conditionnement d'une grande variété de produits vient d'être mise en service à Leicester.

----- Le Ministère britannique des combustibles et de l'Energie a constitué un groupement mobile d'experts spécialisés dans l'examen des installations calorifiques des usines en vue de la réalisation éventuelle d'économies de combustible. Chaque fois qu'un industriel en exprime le désir, un examen préliminaire de la centrale d'énergie et des dispositifs de chauffage est effectué sans frais pour le fabricant par un ingénieur du Ministry of Fuel and Power qui décide ensuite de l'utilité de faire procéder à une étude plus approfondie par l'équipe complète des techniciens du ministère. Un certain nombre de firmes de textiles et de teinturerie ont eu recours aux services de l'équipe d'experts; la dépense entraînée par l'examen des installations a été négligeable par rapport aux économies que cette étude a rendu possibles au prix de changements peu coûteux dans les installations.

----- Mitterrand se rendra à Madagascar courant Novembre.

----- En Grande Bretagne, les articles de chocolaterie et de confiserie importés cesseront d'être soumis au contrôle des prix à compter du 8 Octobre. Du point de vue du rationnement, ces denrées continueront toutefois d'être soumises au régime des points d'alimentation.

----- Un plan de six ans pour la mise en valeur des ressources commerciales et agricoles de l'Inde a été soumis à la Conférence du Commonwealth. La réalisation de ce plan représente une dépense totale de £ 1.380 millions, dont £ 600 millions seront demandées à l'aide extérieure.

----- SUR LE MARCHÉ PARALLÈLE on a coté aujourd'hui: BARRE: 508.000--
LINGOT: 509.000-- NAPOLÉON: 3.690-- CROIX: 3.580-- SOUVERAIN: 4.610--
EAGLE 902-- LIVRE 935-- DOLLAR: toutes coupures et coupures de 100:
378-- coupures de 500: 380-- coupures de 1.000: 383-- FRANC SUISSE:
86,50-- FRANC BELGE: 7,10 à 7,20-- PESETA: 7,50 à 7,60

I679-- 26/27/9/I950

SITUATION HEBDOMADAIRE DES COMPTES DES ACCORDS DE PAIEMENT

Semaine du 14 au 21 Septembre 1950

Pays	Monnaie de compte	Plafond prévu aux accords	Soldes compensés des comptes de la B. de Fr. et des Banques d'émission étrangères			
			au 14 Septembre 50		au 21 Septembre 50	
			à n/ débit	à n/ crédit	à n/débit	à n/créd.
en milliers						
ALLEMAGNE	DM	168.000		351.236		365.893
BELGIQUE	FB	1.200.000	227.185	-	187.858	-
DANEMARK	CD	35.000	-	108.070	-	106.251
EGYPTE	LE	3.000	-	9.972	-	10.022
HOLLANDE	FH	50.000	-	94.987	-	99.731
ITALIE:						
a) accord	LI	19.880.000	7.907.813	-	7.983.964	-
b) ouvriers	"	-	-	85.458	-	55.413
c) réparat.	"	-	-	522.492	-	662.492
JAPON:						
a) B. de Fr.	¥	-	-	4.908	-	4.699
b) B. de l'		-	-	-	-	-
Indochine	"	-	-	146	-	119
NORVEGE	CN	35.000	-	53.925	-	54.687
SUEDE	CS	67.000	-	71.453	-	72.481
SUISSE	FS	300.000	121.603	-	119.516	-
TCHECOSLOV.	CT	250.000	-	248.192	-	250.375
YOUgosLAVIE	D	150.000	-	144.870	-	147.443

AVOIRS : en Livres Sterling : au 14 Septembre 1950: £ = 54.604.000
 : au 21 Septembre 1950: £ = 56.188.000

ARGENTINE	FF	62.565.000	21.107.655	-	21.002.416 (1)	-
AUTRICHE	"	700.000	-	647.109	-	647.109
BOLIVIE	"	-	515	-	515	-
BRESIL:		-	4.368.912	-	4.935.393 (2)	-
c/ ordin						
BULGARIE	"	-	2.674	-	2.681	-
CHILI		-	378	-	315	-
ESPAGNE:						
accord	"	-	1.465.124	-	1.476.126	-
EQUATEUR	"	-	230.650	-	247.450	-
FINLANDE	"	2.100.000	-	2.930.645	-	2.960.854
GRECE	"	1.050.000	-	1.679.322	-	1.720.442
HONGRIE	"	-	-	59.968	-	59.669
ISLANDE	"	-	-	75.694	-	75.572
MEXIQUE	"	-	285.752	-	293.034	-
POLOGNE	"	1.785.000	-	1.770.817	-	1.770.932
PARAGUAY	"	-	20.662	-	34.530	-
TURQUIE						
reg. comm.	"	1.470.000	- 238	-	1.857	-
tabacs	"	1.400.000	-	-	-	-
URUGUAY	"	1.393.000	86	-	88.450	-

Les soldes indiqués ne comprennent pas les montants suivants (en milliers de francs)

1)- ARGENTINE: Achats de francs à terme:

a)- Terme ancien N° 1	3.593
b)- Terme ancien N° 2	3.922.327
c)- Terme ancien N° 3	2.404.187
d)- Terme nouveau	43.800.234

2)-BRESIL: Situation des comptes spéciaux

623.433

Paris, nuit du mercredi 27 au jeudi 28 Sept.

Lettre n° 1.680

Monsieur,

25X1A

On peut être clair sans être précis. C'est le cas du communiqué tant attendu, publié par le Conseil de l'Atlantique. Pour les détails, nous sommes, en effet, renvoyés aux travaux futurs du Comité militaire et du Comité de Défense de l'organisation du Pacte. Mais, ce qui est clair, c'est que le Comité de Défense auquel appartient le ministre français des Affaires Etrangères est, entre autres tâches, chargé d'étudier "le plus rapidement possible les méthodes par lesquelles l'Allemagne pourrait être mise en mesure de contribuer à l'édification de la défense de l'Europe occidentale par l'utilisation de ses effectifs et de ses ressources" (je regroupe ainsi et sans solliciter les textes des formules éparses dans deux phrases du communiqué). Cela implique que le principe soit admis par tous les pays, y compris la France, de cette participation des effectifs et des ressources allemandes à l'organisation défensive de l'Europe.

Certes, les modalités de cette contribution restent à fixer et ce sera l'objet des travaux des deux comités militaire et de la défense, lors de leurs prochaines réunions, les 24 et 28 octobre. Mais il est une autre contribution qui reste, elle aussi, à examiner : c'est l'importance de l'aide qu'apporteront les Etats-Unis au financement du réarmement européen. Les imprécisions ne sont donc pas involontaires et l'on pourrait même dire qu'elles sont significatives. Il reste à discuter, à la fois de la forme de la participation allemande, et de l'ampleur de l'aide financière américaine. On imagine fort bien que les pays qui n'entreront pas, pour le premier sujet, dans les vues des Etats Unis, pourraient avoir quelques déboires quand il s'agira du second. Il serait vain et même ridicule de s'en indigner. Chacun négocie avec ses arguments. Nous, avec la légitimité de notre méfiance dès qu'il s'agit de la force militaire allemande ; les Américains, avec la supériorité de leurs ressources économiques et financières.

Dans le discours qu'il a prononcé ce matin devant l'Assemblée générale des Nations-Unies, Robert Schuman a marqué son souci de parvenir à une réconciliation franco-allemande et a souligné qu'il en avait pris l'initiative dans le domaine économique. Il n'a fait aucune allusion à l'incorporation de l'Allemagne dans le dispositif militaire européen. Il a laissé percer son désabusement quand il a traité des tentatives effectuées en vue d'accroître les pouvoirs de l'Assemblée générale de l'O.N.U. et tout en reconnaissant que les organisations pacifiques régionales deviendraient superflues lorsque l'organisation mondiale sera une réalité dont l'autorité s'imposera, il a fait l'éloge de l'Assemblée de Strasbourg qui a "entrepris de créer un esprit européen au dessus des frontières et des partis". Il a poussé la pointe jusqu'à exprimer l'espoir que celle-ci était sur "la voie menant à une autorité européenne qui, dans certains domaines et en certaines circonstances, aurait le pouvoir de prendre des décisions".

Bref, l'analyse de cette partie de son discours paraît vouloir plaider la cause d'une Europe majeure, soucieuse d'établir sa propre sécurité selon ses méthodes personnelles et capable de négliger, dans les avis d'autrui ce qui lui paraîtrait inadéquat à la situation. Il ne faut certes pas s'exagérer l'importance de cette attitude seulement esquissée, mais les diplomates savent ce que parler veut dire et les propos de Schuman me paraissent vouloir indiquer, avant tout, que leur auteur n'est pas content à l'égard de l'Allemagne.

Il est difficile d'être indépendant quand on est pauvre. Il est parfois nécessaire d'exprimer des avis contraires à ceux de qui vous aide. Ce n'est jamais une position réjouissante à tenir. Elle exige, avant tout, qu'on se sente parfaitement équilibré. En l'occurrence, l'attitude adoptée par la France exige que son gouvernement jouisse d'une autorité incontestée sur le plan parlementaire intérieur. C'est un problème de majorité ministérielle et l'on conçoit que René Pleven ait le souci de la consolider et, pour ce faire, d'offrir — comme le bruit court avec insistance — un secrétariat d'Etat et un sous-secrétariat d'Etat à Antier et à Ribeyre, afin de s'assurer les voix du groupe paysan. Antier irait à l'Agriculture ; Ribeyre à l'Education Nationale avec, pour mission, de guider les efforts de la Commission de Réforme scolaire. S'il réussissait cette opération, Pleven aurait consolidé son cabinet à la fois sur le plan international et sur celui de la lutte engagée entre les prix industriels et les prix agricoles.

Au reste, un regroupement à l'échelon gouvernemental faciliterait éventuellement dans l'avenir, un regroupement sur le plan électoral et ce regroupement s'impose puisque le problème primordial de la prochaine consultation sera l'élimination du plus grand nombre possible de parlementaires communistes, la solution logique étant alors la constitution de listes de coalition comprenant, dans chaque unité territoriale électorale, les sortants de la majorité. Dans certains départements, la Loire, par exemple, l'opération semble devoir aboutir. Ailleurs, on y travaille.

paul dehème

EN BREF ET EN VRAC

--- Le R.P.F. dément que le général de Gaulle envisage de se présenter aux prochaines élections dans le premier secteur de Paris. La première allusion à cette candidature ayant paru dans un bulletin quotidien dont la direction laisse volontiers entendre qu'elle entretient des relations suivies avec le parti radical, le R.P.F. croit pouvoir conclure à une manœuvre des radicaux. On ne voit guère quel pourrait être le mobile d'une telle manœuvre et il est probablement plus exact de croire à une confusion dans l'esprit du rédacteur de l'information. Quoi qu'il en soit, cette nouvelle erronée a provoqué un bon mot. Moro Giardiéri, qui est député du secteur en cause et à qui on annonçait la nouvelle, se serait écrié : "Je ne pensais pas qu'on enverrait un homme de taille pour combattre un homme de poids". Et l'on se prend à regretter que le combat n'ait pas lieu entre la grandeur du général et les rondeurs de l'avocat.

--- SUR LE MARCHÉ PARALLELE on a coté aujourd'hui : barre et lingot 507.000 ; napoléon 3.680 ; croix 3.560 ; souverain 4.600 ; eagle 902 ; livre 935 ; dollar 377 toutes coupures, 379 coupures de 500, 380 coupures de 1.000 ; franc suisse 86, belge 7,10 à 7,20 ; peseta 7,50.

L'UNION FRANCAISE

La Conférence de Pau:- Tandis que, sans accélération apparente du rythme de ses travaux, la Conférence de Pau poursuit jusque dans les détails la mise au point du régime douanier des trois Etats associés, l'opinion métropolitaine s'interroge sur la date probable du retour au Viet Nam de Bao Dai et du Président Tran Van Huu. Des journaux quotidiens comme l'"Aube", des hebdomadaires, tel "Carrefour", consacrent des articles et formulent des appréciations aux raisons qui retiennent en France le Chef de l'Etat et le Premier Ministre du Viet Nam. Des organes étrangers, américains notamment, leur font echo. On admet, certes, que les délimitations palloises durent plus longtemps que prévu, que par une sorte d'entraînement logique les délégations soient conduites non seulement à déterminer des principes, mais encore à se représenter comment ces principes joueront dans les organismes en gestation, et à procéder ainsi à une besogne d'ajustage préalable. Mais la longue absence, hors de leur territoire, des deux premiers personnages du jeune Etat, tourmente les observateurs métropolitains qui, évidemment, la considère à la lumière des traditions occidentales. Il y a, à vrai dire, parmi les journaux qui traitent de ce sujet, deux catégories distinctes. Les uns s'étonnent, les autres semblent agir en porte parole officieux du Gouvernement Français. Celui-ci pense essentiellement aux interprétations fâcheuses et tendancieuses aux quelles l'absence des hommes qui ont la responsabilité du pouvoir peuvent donner lieu tant au Viet Nam qu'à l'étranger. Le gouvernement métropolitain voudrait également éviter que ne s'accréditât l'impression que le retour des dirigeants du Viet Nam est subordonné à l'entérinement de certaines décisions concernant les sujets traités à Pau et que si ce retour tarde, c'est que la France hésite à faire droit aux desiderata des délégations.

Letourneau était, il n'y a pas si longtemps, directeur de l'Aube. Les personnalités vietnamiennes qui la lisent ici et qui se voient taxées par elle de vouloir reconstituer la fédération indochinoise au détriment du Cambodge et du Laos, comme de rechercher par leur présence l'obtention de "dépouilles" substantielles, ont bien de la peine à ne pas croire qu'elles se trouvent en présence d'un article qui, tout en étant vif de ton, n'en est pas moins inspiré. Ce qui, peut être, n'arrange pas les choses car, si séjourner longtemps en France peut avoir des inconvénients pour un Ministre d'un Etat associé soucieux de l'opinion de ses compatriotes, en partir à la suite d'une pression de la sorte, en comporte d'autres qui ne sont pas moindres.

Je crois personnellement que cette petite crise d'humeur journalistique sera bientôt sans objet. Le Président Huu s'est employé, ces dernières semaines, en d'opportunes mises au point qui ne pouvaient être faites qu'à l'approche des points essentiels des travaux de Pau; il a eu d'utiles entretiens avec Pleven et les Ministres français compétents. Son envol pour Saïgon interviendra tout naturellement dans les premiers jours d'Octobre. Il sera suivi de peu par le Souverain, désormais officiellement représenté à Paris, par un Haut Commissariat dirigé par le Prince Buu Loc.

Le tarif douanier d'A.O.F. Quoique la vie politique y soit fort active, c'est sous l'angle économique que j'aborderai le problème africain du moment. Du moment, puisqu'il s'agit de la mise en vigueur du tarif douanier de l'A.O.F. qui doit être appliqué à partir du 2 Octobre. Une décision sera prise demain Jeudi par le Conseil des Ministres, saisi du sujet par Mitterrand, Pflimlin et Louvel. La difficulté venait de ce que les Ministères de l'Agriculture et de l'Industrie s'opposaient à certaines modifications apportées au projet métropolitain de tarification par le Grand Conseil de l'A.O.F. Celui-ci voulait que le sucre importé de l'étranger soit taxé à 5% au lieu de 10%, que les pneumatiques et les tissus ne le soient que de 15% au lieu de 20%. Pflimlin s'est montré assez compréhensif en ce qui interesse le sucre; les services de Louvel, par contre, sont moins souples. La solution en vue est donc, à l'heure où j'écris, de faire droit aux souhaits du Haut Conseil en matière tarifaire, mais de n'accorder la libération des échanges qu'aux

-2-

marchandises dont l'importation est frappée de droits égaux ou supérieurs à 10%, étant entendu que les tissus ne seront pas libérés. Ce qui revient à ne libérer que 30% du volume des importations de l'A.O.F. tandis que la Métropole bénéficie d'une libération égale à 60% de ses propres importations. C'est un compromis avec tous les inconvénients que cela comporte entre autres, celui de ne combler personne.

Au Maroc :- Du côté du Maroc, c'est de développement économique que l'on se soucie. On s'aperçoit, en France, que le Protectorat, qui a la réputation d'être un pays riche, se trouve dans une situation paradoxale de regorger de capitaux et demander d'argent. Les transferts de fonds de la Métropole vers les banques marocaines, irréguliers, mais considérables, correspondent, dans leur énorme majorité, à des opérations de refuge ou de spéculation. Ils n'apportent aucune aide aux industriels et aux commerçants locaux qui se plaignent des taux élevés des prêts bancaires.

Or, on estime que l'essor prochain du Maroc nécessiterait environ 150 milliards de francs actuels. Il faudrait, en effet, financer l'agrandissement et l'aménagement des ports aujourd'hui très insuffisants. Il faudrait encore parfaire le réseau des communications ferroviaires et routières. Il faudrait, en outre, procéder à d'importants travaux d'irrigation pour fertiliser le sol, ces travaux étant d'ailleurs liés à ceux des barrages nécessaires à l'alimentation en énergie électrique. Il faudrait encore doter le Protectorat d'un réseau téléphonique suffisant. Il faudrait bien d'autres choses encore et ce sont tous ces travaux qui représentent, aujourd'hui, le coût de 150 milliards dont, dans le cas le plus favorable, on ne pourrait trouver sous forme d'emprunts ou de dotations budgétaires que des fractions infimes. Cependant, tant que ces investissements n'auront pas été réalisés, le développement économique du Maroc piétinera. On ne sait d'ailleurs jusqu'où ce développement pourra s'étendre. Le Protectorat ne dispose pas de sources d'énergie propre, pas de charbon, du pétrole peut être, mais on ne l'a pas encore trouvé, pas assez d'électricité, des minerais assurément, mais il faut les transformer. La main d'oeuvre pourrait être abondante, mais son rendement est faible. Le pêche et l'agriculture ont certainement beaucoup plus de possibilités. La première est sans doute menacée d'une surproduction et, en tous cas, son état de concurrence avec les conserveries de la Métropole crée un problème délicat. Quant à la production agricole, elle représente assurément une richesse considérable, mais l'exportation reste douteuse et, d'ailleurs, les prix sont soumis à de nombreux aléas. Beaucoup de personnes parlent du Maroc comme d'un pays de grand avenir. Mais personne ne se décide à favoriser cet avenir et à relancer, en quelque sorte, l'essor du Protectorat en souscrivant des emprunts dont le produit devrait précisément financer les investissements indispensables et urgents. Comment, en effet, parler d'un nouvel essor économique du Maroc quand on voit en permanence, au large du port de Casablanca, plusieurs cargos attendant parfois plusieurs jours pour pouvoir accoster au quai et charger ou décharger leurs marchandises.

La fiscalité, encore rudimentaire et légère, pourrait fournir sans doute un appoint appréciable pour les investissements. Mais les sociétés sont déjà elles mêmes assez lourdement grevées, notamment les sociétés immobilières. On recherche donc dans les milieux administratifs et bancaires officiels et officieux, le moyen de "faire quelque chose pour le Maroc". On ne l'a pas encore trouvé, mais les études se poursuivent sous l'oeil bienveillant du Gouvernement. Celui-ci ne serait peut être pas fâché de pouvoir répondre par des offres de crédits, par des avantages économiques précis, aux questions politiques que le Sultan, inspiré par les réformes tunisiennes, ne manquera pas de lui poser prochainement à Paris et vis à vis des quelles il semble bien qu'il n'y ait guère d'enthousiasme. On ferait même d'une pierre deux coups, car un effort économique serait considéré comme la meilleure réplique à donner au récent séjour de Mac-Ghee à Tanger.

Paris, nuit du jeudi 28 au vendredi 29 Septembre

Lettre n° 1.681

25X1A

Monsieur,

Avant de s'embarquer pour la France, Robert Schuman a déclaré à New-York : "Le seul point restant à discuter est celui de la participation des contingents allemands. Les pays européens sont tombés d'accord sur le principe de cette participation, mais non sur ses modalités."

"Ses modalités", c'est le mot que j'ai employé dans ma lettre d'hier lorsque j'ai recherché le sens ésotérique du communiqué du Conseil Atlantique. Les propositions américaines ne postulent pas comme le voudrait Schuman la priorité du réarmement des Alliés. Le Parlement sera appelé à se prononcer sur ces propositions. Il n'en sera pas, pour autant, convoqué par anticipation, affirmait aujourd'hui Gazier, car le gouvernement estime que le temps ne manquera pas entre le 17 octobre, date de la rentrée des Chambres, et le 28, date de la réunion du Comité de Défense pour conduire à bien ce débat. Au reste, il ne semble pas que Pleven ait l'intention de répondre par "oui" ou par "non" aux Américains. C'est une contre-proposition qui va être élaborée, quelque chose comme un troisième mémorandum dans lequel la thèse et les suggestions françaises sur le réarmement allemand, seront exposées fort minutieusement. Voilà ce qui peut être révélé avec certitude des intentions gouvernementales, ce qui ressort des débats du Conseil des Ministres de ce matin.

Par ailleurs, vous avez lu dans la presse les mesures prises pour enrayer une éventuelle hausse des prix. Elles concordent avec ce que je vous ai écrit ces jours derniers. A l'exception toutefois du blocage, un moment envisagé, des prix à leur niveau de juillet. Ce blocage est remplacé par le contrôle que le Comité Permanent Buron-Pflimlin-Louvel exercera en prenant pour prix de référence ceux du 23 juin, veille de l'attaque coréenne.

Les hausses actuellement à craindre sont notamment sur les textiles (de 15 à 25 %), les chaussures (5 %), la maroquinerie (10 à 20 %), la quincaillerie (4 à 10 %). Les importations de complément, celles qu'on appelait naguère encore les importations de choc, les pallieront. D'autres mesures pourront intervenir : des réductions de droits de douane et des baisses limitées d'accord avec les professionnels. Quitte, semble-t-il, à subventionner plus ou moins ouvertement, quelques grandes organisations de vente au détail pour régulariser les prix par le jeu de la concurrence. Ce n'est peut-être pas très orthodoxe, mais dans les situations difficiles il faut avoir parfois recours à de singuliers moyens. Aucun ne sera plus singulier que celui qui consiste à limiter volontairement les exportations et à développer les importations, alors que l'équilibre de la monnaie exige le contraire. Mais il fallait choisir entre la hausse des prix et le déficit de la balance commerciale.

Du point de vue politique, on remarquera que le Comité Permanent d'Action est composé de trois ministres M.R.P. C'est donc ce parti qui, par le fait même des portefeuilles qu'il détient, se trouve devoir assumer, dans l'avenir, toutes les responsabilités de la politique des prix. Les radicaux et les socialistes ne lui ont pas disputé ce redoutable honneur.

paul dehem

I68I--28/29/9/1950

" E N V R A C et E N B R E F "

----- La Conférence douanière de Torquay s'ouvre aujourd'hui. C'est la troisième de cette nature qui se déroule depuis la guerre sous les auspices de l'O.N.U.. Les deux premières ont eu lieu à Genève, en 1947, et à Annecy, en 1949. 39 pays y participent, dont l'Allemagne Occidentale et la Tchécoslovaquie, cette dernière étant seule de la sphère soviétique. Les 39 pays participants représentent environ 80% des importations et 86% des exportations mondiales. La première partie de la Conférence a trait à la réduction des tarifs douaniers. Environ 400 négociations individuelles vont probablement s'ouvrir entre les différents pays. La seconde phase de la Conférence s'ouvrira en Novembre. Les participants examineront la façon dont a été observé le code de la conduite commerciale élaboré à Genève il y a deux ans. Parmi les problèmes qui seront soulevés figureront probablement: La question de préférence impériale; la réduction des tarifs douaniers américains; la concurrence des exportations allemandes; la "ruée" sur les matières premières et, particulièrement, les matières stratégiques, provoquée par les programmes de défense; l'importance accrue de certains droits de douane depuis l'élimination et la réduction de nombreux contingents; les discriminations opérées par les pays de la zone sterling entre les importations des pays de la zone dollar et celles des autres pays; les concessions douanières envisagées aux termes du plan Schuman qui créeraient une nouvelle zone préférentielle.

----- Le député socialiste du Lot, Archidice, serait contraint de démissionner. Le suivant de sa liste, le Docteur Rougier, Président du Conseil Général du Lot, viendrait alors le remplacer.

----- Louvel a été mis en possession d'un rapport sur certaines activités destinées à freiner les recherches de pétrole en France et dans les territoires de l'Union Française.

----- On craint des mouvements communistes dans la Ruhr pour Samedi ou Dimanche.

----- En Italie, on enregistre aujourd'hui des grèves d'ouvriers agricoles dans la province de Milan, des occupations d'usines à Gènes, une agitation chez les cheminots romains et chez les paysans sans terres de la côte Adriatique. Les communistes ont déclenché leur offensive d'automne.

----- Quelques avis sur la date des élections législatives: Au R.G.R. place du Palais Bourbon: date primitive, donc début octobre 1951 (trop grosse responsabilité pour le chef du gouvernement qui voudrait retarder). Au M.R.P. (de Menthon), on ne vote pas en début d'hiver, donc élections en avril 1952. S.F.I.O.: élections en octobre 1951, mais l'assemblée sortante resterait en place pour finir l'année et voter le budget. R.P.F.: le plus tôt possible, car, quel que soit le mode de scrutin, et qu'il y ait ou non, des listes R.P.F. pures, de Gaulle doit gagner la partie.

----- Pétain: grosse amélioration à son régime du fait du remplacement de son chalit par un véritable lit, avec sommier. Il en résulte un meilleur sommeil, car le chalit était tellement étroit que le prisonnier en voulant se retourner, se réveillait et ne se rendormait plus. Par ailleurs, le nombre total des personnes qui sont attachées à ses soins et se relaient atteint maintenant 12. Toutes consignes sont maintenues comme précédemment, notamment pour les visites à recevoir.

----- Henri Béraud est de plus en plus malade et son état n'a pas chance de s'améliorer. Ses avocats, Micheud et Henry, de Paris sont allés le voir dans l'île de Ré le 24 septembre. Son séjour dans sa maison de l'île est irrégulier, mais l'administration le tolère.

LISTE COMMUNE POUR LA LIBERATION DES ECHANGES A PRENDREEFFET A DATER DU 1er JANVIER 1950

Voici une liste commune type établie par le Secrétaire général de l'O.E.C.E. destinée à servir de guide au cours des négociations qui doivent s'instituer entre les pays membres en vue d'appliquer dès le 1er janvier 1951 des mesures communes de libération aussi étendues que possible. Cette liste n'a donc qu'une valeur d'indication et de recommandation.

PRODUITS AGRICOLES

<u>N° de Code</u> <u>O.E.C.E.</u>	<u>Produits</u>
0200 (sauf 0210)	Graisses et huiles (excepté beurre)
ex 0420	Viandes en boîte
0700	Tabac
ex 0810 & 0820	Poisson séché, fumé et en conserve
ex 0850	Légumes en conserves ou déshydratés (excepté pommes de terre)
0860	Fruits séchés (y compris fruits en coquille)
ex 0870	Agrumes frais
ex 0870	Fruits en conserve
0990	Produits alimentaires manufacturés
1200 & 1300	Tourteaux, farines de tourteaux et autres aliments du bétail (les céréales secondaires sont exceptées)

PRODUITS CHIMIQUES

2110	Engrais azotés
2140	Phosphates solubles
ex 2320	Sulfate de cuivre
ex 2320	Carbure de calcium
2341	Goudron brut et raffiné
2342	Benzol ou benzène
2343	Braï
2344	Autres produits de base dérivés du goudron
2345	Matières colorantes
ex 2350	Principales matières premières pour plastiques: cellulose-acétate, résines phénoplastes, chlorure de vinyle
2380	Extraits tannants végétaux et colorants végétaux
9500	Préparations médicales et pharmaceutiques

PRODUITS SIDERURGIQUES

4230	Ferro-alliages
4400	Acier fini à chaud
4500	Produits finaux

METAUX NON-FERREUX

4711 & 4712	Aluminium (1ère et 2ème fusion)
4800	Demi-produits de métaux non-ferreux, y compris les demi-produits étirés, laminés, les bruts de fonderie et de forge

PRODUITS TEXTILES

5410	Lin, chanvre et ramie
5500	Fibres et fils, continus artificiels et synthétiques
5600	Produits semi-manufacturés (filés et peignés)

BOIS

6200	Bois feuillus
------	---------------

PATES ET PAPIERS

6820 Papier Kraft et cartons Kraft
 6830 Panneaux de revêtement
 ex 6890 Papiers et cartons d'emballage

EQUIPEMENT

8120 Matériel de transport d'énergie électrique
 8130 Equipement électrique pour l'industrie
 8140 (excl. 8141) Matériel de transmission et de télécommunication
 (postes de radio et pièces détachées exclus)
 8200 Moteurs et turbines
 8310 Matériel de Génie Civil
 8350 Matériel de manutention et de levage
 8400 Machines outils
 8600 Matériel agricole et tracteurs
 8700 Matériel de transport routier, véhicules à moteurs
 et pièces détachées (cycles compris)
 8910 Machines textiles
 8920 Matériel pour les industries alimentaires
 8991 Machines à coudre industrielles
 8992 Machines pour la fabrication des chaussures
 8994 Machines pour l'imprimerie et la reliure
 8995 Machines de bureau
 8996 Roulements à billes et à rouleaux

PRODUITS DIVERS

7200 Cuirs finis
 7491 Abrasifs
 9600 Articles manufacturés en caoutchouc
 ex 9999 Produits de l'industrie du livre et des
 arts graphiques.

" E N V R A C et E N B R E F "

-----L'Islande a présenté à l'O.E.C.E. un projet relatif à une usine d'engrais azotés synthétiques qu'elle se propose de construire et dont le coût total est évalué à l'équivalent de 4.727.000 dollars dont 2.972.000 payables à la zone dollar. La mise en service est prévue pour 1954. La production annuelle prévue est de 6.000 tonnes d'azote. L'excédent exportable, faible à l'origine, ira encore en décroissant à mesure que s'accroîtront les besoins intérieurs de l'Islande. Le projet a été soumis au Comité des Produits Chimiques de l'O.E.C.E. qui consultera celui de l'Equipement et celui de l'Alimentation et de l'Agriculture. Je tiens à votre disposition, en communication, le détail de ce projet.

----- SUR LE MARCHÉ PARRALELE on a coté aujourd'hui: BARRE: 506.000---
 LINGOT: 507.000-- NAPOLEON: 3.720-- CROIX: 3.590-- SOUVERAIN: 4.600--
 EAGLE: 904-- DOLLAR: toutes coupures et coupures de 100: 379-- coupures
 de 500: 381-- coupures de 1.000: 384-- LIVRE: 940-- FRANC SUISSE: 86,75
 FRANC BELGE: 7,10 à 7,25-- PESETA: 7,50

Lettre, n° 1.682

Monsieur,

25X1A

On a, dit-on, 24 heures pour maudire ses juges. Trois jours n'étaient pas trop long délai pour méditer les résolutions prises par le Comité Buron-Pflimlin-Louvel (Comité Permanent d'Action) et surtout, pour se renseigner plus avant sur les intentions profondes des membres de ce Comité. Aujourd'hui, je crois pouvoir vous écrire de quoi il retourne vraiment.

Le communiqué publié à l'issue du Conseil des Ministres de jeudi dernier a provoqué quelque émoi dans les milieux producteurs et suscité beaucoup d'espoirs chez les consommateurs. Espoirs et émoi sont certainement exagérés. Les espoirs risquent d'être partiellement déçus parce que les mesures envisagées sont à usage strictement intérieur et qu'elles ne peuvent évidemment avoir aucun effet sur le mouvement des prix internationaux. Or, le consommateur moyen ne fait généralement pas de différence entre les deux sortes possibles de hausses, celles qui traduisent l'évolution du marché international (matières premières plus onéreuses) et celles qui sont spécifiquement françaises (consécutives à une augmentation des salaires, à une aggravation des charges fiscales ou à la spéculation).

C'est contre cette spéculation, dont la forme la plus anodine, mais aussi la plus courante est l'anticipation sur des hausses de matières premières ou autres éléments du prix de revient, que le Comité d'Action se propose d'intervenir. On a parlé d'importations "massives". C'était beaucoup dire. Elles seront ce qu'il sera indispensable qu'elles soient, et rien de plus. Il ne s'agit pas de remédier à une pénurie réelle qui n'existe pas, mais d'empêcher l'établissement éventuel d'une pénurie artificielle, par rétention des stocks par exemple. Mais l'importation est une arme dangereuse. On ne joue pas impunément avec elle. Les hommes qui sont décidés à en user ne l'ignorent pas ; ils affirment qu'ils sauront équilibrer leurs commandes en quantités et dans le temps. Ils ne craignent certes pas de peser sur la balance des comptes, car les importations dont il s'agit proviennent des pays de l'O.E.C.E. et notre crédit sur ces pays atteint 164 millions de dollars, c'est-à-dire qu'il avoisine le plafond au dessus duquel nos partenaires auraient le droit d'user de mesures discriminatoires ; mais ils n'ont aucune envie de se trouver, au printemps prochain, aux prises avec un problème plus redoutable encore que celui des prix : celui du chômage.

D'ailleurs Buron, de qui le plan est ainsi mis en oeuvre, entend user de toutes les armes disponibles. En même temps qu'il provoque des importations momentanées — très momentanées — de filés de coton, il laisse, par exemple, subsister au plan d'importation le chapitre du coton américain, malgré la hausse du prix de ce dernier et débloque les devises nécessaires. En toutes occasions, il affirme être prêt à négocier avec la profession. Il serait, m'assure-t-on, tout à fait disposé à aider les caoutchoutiers à profiter de l'accalmie survenue sur le marché du caoutchouc et à pratiquer des achats. En bref, pour les professions "non disciplinées", c'est-à-dire celles dans lesquelles une entente solide n'existe pas entre les producteurs, il importe d'abord et négocie ensuite dans la mesure où les producteurs l'en viennent prier.

Pour les professions "organisées", la tâche est plus facile. A leur encontre, Buron use de la menace de la retaxation. "Si vous augmentez vos prix, leur dit-il, lorsque la hausse n'est pas justifiée dans l'immédiat, je taxe et il vous faudra, dans l'avenir, lutter à nouveau pour obtenir le retour à la liberté. Si, au contraire, vous maintenez vos.....

Approved For Release 2004/02/23 : CIA-RDP83-00415R006500210002-4

prix, nous reconsidérerons la question ensemble si les conditions viennent à justifier une hausse. Il me sera plus facile d'autoriser officiellement la hausse d'un prix réputé libre que de décréter officiellement l'augmentation d'un prix récemment retaxé". En somme, Buron demande aux professions organisées de renoncer momentanément et volontairement à la liberté, afin de sauvegarder le principe même de cette liberté. La chose est claire et c'est peut-être pourquoi les prix des lampes électriques n'ont pas augmenté. On peut, je crois, avancer que les mesures préconisées par Buron, en matière d'importations dirigées et de restriction d'exportations visent beaucoup plus à être efficaces par le jeu psychologique de la persuasion et de la menace que par leur réalisation pratique.

Dans l'arsenal dont dispose le gouvernement, l'arme du crédit ne sera pas laissée au ratelier. Je vous écrivais tout à l'heure que les importations de coton américain ne seraient pas ralenties en dépit de la hausse sur le marché international. Quatre vingt dix sept millions de dollars sont débloqués à cet effet qui doivent permettre à l'industrie française de tourner et aux pouvoirs publics de limiter les importations non souhaitables de filés de coton. Pour le caoutchouc, Buron est également décidé à faire un effort. Il entend faciliter des octrois de crédit dans tous les cas où ils permettront de maintenir les prix. Ce sont ces facilités de crédit qui, mal interprétées, ont été présentées -- je m'y suis, moi aussi, laissé prendre -- comme des subventions à des entreprises disposant d'une puissante organisation de vente au détail ; c'est le cas pour le vin. La garde jalouse que Petsche monte auprès des deniers publics aurait interdit de penser à des subventions si celles-ci avaient été dans la pensée de ses collègues.

Voilà donc comment le gouvernement entend mener la lutte contre les hausses de prix ou, tout au moins, contre celles consécutives à l'évolution d'éléments d'ordre intérieur. Je passe sous silence quelques mesures subalternes, comme celle qui a consisté à prendre langue avec les représentants de l'épicerie et à désigner un certain nombre de denrées pilotes sur lesquelles les épiciers accepteront des marges bénéficiaires écrasées. En ce qui concerne les matières premières, vous connaissez le plan Buron qui propose un pool international de ces matières. Il n'est pas enterré, mais formulé il y a plusieurs semaines, il n'a pas avancé d'un pas. Les suppléants permanents du Pacte Atlantique en discuteront. Le plan se heurte évidemment au désir des Britanniques de profiter commercialement, au maximum, de la situation privilégiée du Commonwealth, gros producteur de matières premières. Heureux encore si une revalorisation de la livre ne vient pas aggraver la situation. On apprenait, ce soir, que le gouvernement canadien avait décroché sa monnaie et décidé que les taux de change seraient momentanément déterminés par le jeu de l'offre et de la demande pour les devises étrangères au Canada. Dans l'état actuel du marché, cette mesure revient à une revalorisation du dollar canadien. Cette décision de Montréal pourrait servir de prétexte à Londres pour pratiquer une manipulation analogue, afin de ne pas subir d'augmentation sur les prix des denrées alimentaires en provenance du Canada. La proposition française de pool international des matières premières ne se heurte pas seulement à la mauvaise volonté britannique. Elle devra également réduire les réticences des Etats-Unis qui professent, à l'égard des suggestions européennes, la méfiance des pays n'ayant pas de politique économique très définie et qui, partisans de la liberté totale, répugnent à toute réglementation propre à empêcher un producteur, quel qu'il soit, à tirer, des circonstances, le meilleur parti possible.

Je reviens aux mesures spécifiquement françaises. Leurs principes directeurs -- limitation de certaines exportations, gonflement de certaines importations, menaces de retaxation -- sont évidemment assez inquiétants en eux-mêmes. Ils seront, cependant, ce que fera d'eux l'état d'esprit du Comité d'Action chargé de les mettre en oeuvre. Or, ce Comité d'Action est, comme j'en ai fait la réflexion vendredi, exclusivement composé de M.R.P., c'est-à-dire d'hommes réputés dirigistes. Cette circonstance inquiète beaucoup certains milieux. A tort à mon sens. La.....

Approved For Release 2004/02/23 : CIA-RDP83-00415R006500210002-4

Approved For Release 2004/02/23 : CIA-RDP83-00415R006500210002-4

situation serait beaucoup plus compromise si le M.R.P. était prépondérant au Comité d'Action sans le constituer intégralement. Totalment responsable de la politique des prix qui va être menée, le M.R.P. présente, en effet, la particularité d'être un parti dirigiste dont les électeurs sont, en majeure partie, non dirigistes. Il lui sera difficile, en période pré-électorale, de prendre des mesures propres à braquer ceux dont il sollicitera les suffrages l'an prochain. D'autant plus que ses partenaires au gouvernement, la S.F.I.O. et le parti radical, qui se sont manifestement défilés en l'occurrence — ce leur fut facile du fait que les principaux ministères économiques sont aux mains du M.R.P. — ses partenaires le guettent et sont bien décidés à exploiter la moindre de ses fautes.

Les socialistes, notamment, dont Guy Mollet vient d'exprimer, dans le Nord, les "raisons et les conditions" de leur présence au gouvernement. Pour lui, pas de sécurité nationale sans progrès social, c'est-à-dire qu'il faut mener de front les investissements, la reconstruction et l'armement. Le tout sans hausse des prix et sans aggravation fiscale, par un simple aménagement de la fiscalité et une redistribution du revenu national. Bref, une gageure, à moins que les Américains ne nous allouent une aide importante, et l'octroi de cette aide, Mollet le compromet en entendant inscrire l'effort militaire dans l'ensemble du problème économique sans lui accorder la priorité que les Américains exigent pour lui. C'est un discours quasi identique que Gazier a prononcé d'autre part et qui veut concilier les nécessités de la défense nationale et celles de la justice sociale. A noter l'éloge teintée d'envie décerné au travaillisme pour avoir nationalisé la sidérurgie. A noter également que Guy Mollet réaffirme son opposition à des augmentations de salaires calculées mathématiquement tout au long de la hiérarchie à partir du salaire de base. Ce serait, dit-il, porter "un coup insupportable à l'économie française". Bref, ce discours n'apprend pas grand chose et passerait probablement inaperçu, n'était cette circonstance remarquable qu'il intervient trois jours après que le M.R.P. ait accepté toutes les responsabilités en matière de prix. Je passe sous silence l'accent mis par Guy Mollet sur la construction de locaux scolaires (laïques s'entend).

Du côté radical, le son de cloche est autre. Il s'agit de ne pas retomber dans l'ornière du dirigisme et l'on veillera certainement à ce que Buron ne s'y laisse point aller.

Dans le domaine international, on enregistre aujourd'hui l'échec des manifestations communistes de la Ruhr et le flottement qui règne autour du 38ème parallèle. Deux pas en avant, un pas en arrière. Encore ceux qui se livrent à cet exercice sont-ils des sudcoréens et non des Américains. Au Conseil de Sécurité, la majorité est actuellement favorable à un franchissement de la frontière, mais le ministre des Affaires Etrangères de Mao-Tsé-Tung vient de faire savoir que la Chine communiste s'opposerait à ce que "ses voisins fussent envahis par les impérialistes". Voilà qui peut donner à réfléchir à Washington dont le souci primordial a été, jusqu'ici, de faire en sorte d'éviter un conflit avec la Chine.

Il est de fait que l'action des Nations-Unies parfaitement justifiable aussi longtemps qu'il s'agissait de repousser une agression nord-coréenne prendrait une toute autre allure si les opérations se poursuivaient au delà de la frontière, si arbitraire fût-elle, qui sépare les deux Corées. Dans son ultimatum du 25 juin, l'O.N.U. enjoignait aux troupes de la Corée du Nord de se retirer chez elles. Aujourd'hui, et l'appétit venant en mangeant, l'objectif semble avoir changé. Il s'agit d'unifier le pays, de supprimer une division artificielle et de créer une seule Corée démocratique. C'est évidemment fort souhaitable et tout à fait logique en vertu des vieux principes internationaux qui ont conduit le monde au cours des siècles. Mais l'O.N.U. s'est forgé d'autres principes avec lesquels le franchissement du 38ème parallèle serait peut-être bien en contradiction. Les positions idéologiques ne sont jamais les plus favorables. Lorsqu'en 1914, la France ordonna son recul de 10 kms, elle se mit en fâcheuse posture. Si l'O.N.U. ne franchit pas le 38ème parallèle elle laissera subsister une menace d'agression, mais elle restera fidèle à ses principes.
 Approved For Release 2004/02/23 : CIA-RDP83-00415R006500210002-4

Paris, huit du lundi 2 au mardi 3 octobre 1950

Lettre n° 1.683

25X1A

Monsieur,

Nous voici à quinze jours de la rentrée parlementaire. La semaine politique sera chargée. A trois jours de son départ pour les Etats-Unis, Petsche s'est rencontré avec le Comité Permanent d'Action Baron-Pflimlin-Louvet auquel Bacon s'était joint. Un déjeuner financier économique et social avec, pour préoccupation permanente et obsédante, le problème des prix. Petsche doit se procurer de nouvelles ressources qu'il ne pourra trouver qu'en combinant savamment l'impôt, l'emprunt et l'inflation. L'impôt indirect pèserait directement sur les prix ; l'impôt sur le capital paralyserait l'économie ; des taxes sur les bénéfices des sociétés et sur les profits réalisés dans les activités de réarmement retiennent l'attention. En ce qui concerne la faculté d'emprunter, c'est une question de technique financière. On ne ranimera pas la confiance. On n'amènera les détenteurs d'or et d'autres valeurs réelles à souscrire que dans la mesure où on leur proposera un échange qui leur assure une égale quiétude. La garantie de change internationale est cependant quasiment abandonnée. On parle beaucoup d'opérations à option de place. C'est une formule qui pourrait séduire les capitaux français à l'étranger si elle était accompagnée d'une amnistie fiscale. Mais l'amnistie est la bête noire des socialistes.

Quoi qu'il en soit, ce n'est qu'à son retour des Etats-Unis -- où Moch va également se rendre à nouveau -- que Petsche verra un peu plus clair dans la situation financière qui va lui être faite. Ce qui importe, ce n'est pas tant l'ampleur de notre réarmement que le rythme auquel il sera conduit et l'importance de l'aide qui nous sera consentie. En ce qui concerne le rythme, l'euphorie consécutive aux succès de Corée et la sagesse relative dont l'U.R.S.S. fait preuve concourent à lui faire adopter moins vite allure qu'il était primitivement prévu. C'est probablement une imprudence, mais c'est un fait. La nouvelle en parvient de Londres. Les autorités de l'alliance atlantique considéreraient que le répit sur lequel les puissances occidentales peuvent compter est de trois ou quatre années. Pourquoi trois ou quatre plutôt que deux ou cinq cents ? C'est le secret des dites autorités. Toujours est-il que, si nous pouvons étirer notre effort de réarmement sur quatre années au lieu de l'accomplir en trois ou même deux, Petsche en verra son problème de financement très simplifié.

Ce qui est amusant dans cette situation internationale, c'est que nous avertissons l'U.R.S.S. Nous lui disons, par le truchement de communiqués de presse ou autres commentaires, que les récentes manœuvres alliées en Allemagne ont été décevantes, que nos chars sont démodés, que nous n'avons pas assez de mortiers lourds, que nos effectifs sont à ce point insuffisants que les manœuvres n'ont pu être conduites qu'en confiant certains postes administratifs à des Allemands. Et, après avoir ainsi étalé notre actuelle faiblesse, nous ajoutons que, dans trois ou quatre ans, l'appareil militaire occidental sera prêt à faire face à toutes les situations. Si les Russes n'attaquent pas maintenant, c'est vraiment qu'ils n'en ont nulle envie et qu'ils entendent gagner la partie d'une autre façon.

En Autriche, les communistes lancent un ultimatum au gouvernement : si celui-ci ne renonce pas à son projet de réajustement des prix et des salaires, la grève générale sera décrétée mercredi. En Allemagne, les manifestations communistes se poursuivent. En Saïre, les mineurs décident une grève d'avertissement de 24 heures. Tout cela n'est pas très grave....

le quand on découvre périodiquement en Italie des dépôts d'armes clandestins. Il n'en reste pas moins qu'une atmosphère d'agitation est soigneusement entretenue un peu partout et que l'on doit dresser l'oreille. En France, un homme averti comme le secrétaire confédéral F.O., Delamarre, dit craindre que des mouvements soient déclenchés la semaine prochaine dans la métallurgie. Le climat n'y est pas, l'époque n'y est guère propice, mais Delamarre, qui connaît bien son monde est néanmoins inquiet.

Mercredi, Robert Schuman sera de retour et, le même jour, le conseil politique M.R.P. se réunira. Jeudi, les leaders de la majorité déjeunent chez Ploven pour parler de la réforme électorale et peut-être aussi du réarmement allemand au sujet duquel le gouvernement sera certainement interpellé dès la rentrée. Une interpellation sans danger d'ailleurs et qui présentera même l'intérêt de prouver aux Etats-Unis que, si la position défendue par Schuman dans les conférences internationales ne traduit pas exactement l'ensemble de l'opinion parlementaire, elle est, du point de vue de la prudence à observer à l'encontre de l'Allemagne en ce qui est et non au delà de cette opinion générale.

Pour la réforme électorale, les discussions n'avancent guère et les leaders de la majorité ne seront certainement pas d'accord jeudi. Du reste, on commence à se résigner. Il n'est pas impossible qu'un projet soit déposé par le gouvernement qui ne serait signé que de Queuille, de Ploven et de Giacobbi. Un projet que le M.R.P. ne saurait accepter et qui connaîtrait les pires vicissitudes devant les diverses commissions de l'Assemblée appelées à en discuter avant le débat en séance publique. Ce qui ferait que ce débat ne pourrait guère être entamé avant le printemps prochain.

Une raison de plus pour que la date des élections ne soit pas avancée.

paul dchème

EN VRAC ET EN BREF

--- SUR LE MARCHÉ PARALLELE on a coté aujourd'hui : barre et lingot 503.000 ; napoléon 3.690 ; croix 3.550 ; souverain 4.530 ; eagle 894 ; livre 950 ; dollar 380 toutes coupures et coupures de 500, 395 les coupures de 1.000 ; franc suisse 86,50 ; belge 7,10 à 7,25 ; peseta : 7,50 à 7,75.

Pour sa première journée de liberté, le dollar canadien, dont la parité fixe était 90 cents, a oscillé entre 92 et 95 cents.

--- Au Congrès travailliste de Margate, les nationalisations ont été vivement critiquées. Non dans leur principe même, mais pour les abus qui règnent dans les entreprises nationalisées, les chemins de fer notamment (traitements élevés des directeurs dépassant ceux des ministres, mauvaise gestion etc...) La demande d'enquête a finalement été rejetée par 2.878 mille voix contre 1.891.000, mais Deakin a pu conclure après le débat : "Si vous avez voulu fournir des arguments électoraux à l'opposition, vous y avez parfaitement réussi aujourd'hui". Le Congrès s'était, auparavant, révélé très divisé au sujet de l'intervention britannique en Corée.

--- Après être passés par Tunis, Alger et Rabat, le diplomate américain Mac Ghee est à Tanger où vient de s'ouvrir la conférence prévue entre les différents consuls des Etats-Unis en Afrique du Nord. On prête à Mac Ghee l'intention de rencontrer, à Tanger, les deux leaders nationalistes marocains Allal El Fassi, président de l'Istiglal et Abdel Khalek Torres.

Lettre n° 1.689

Monsieur,

25X1A



Le Général Juin et le Ministre aux Relations avec les Etats Associés partiront dimanche pour l'Indochine. En mission, spécifie le texte officiel. Mission ayant pour objet l'étude de la situation militaire et politique. Tout comme si cette situation n'était pas connue depuis des années qu'elle évolue sous les yeux de nos fonctionnaires civils et militaires. Qu'elle soit grave — et depuis longtemps — je n'en voudrai pour preuve que l'offre qui fut faite, il y a quelque deux ans, au prestigieux général Leclerc de prendre la direction des opérations. Leclerc refusa, conscient que les moyens nécessaires ne pourraient pas être mis à sa disposition. Il conseilla même au général Mast, convoqué après lui par le ministre de la Défense Nationale, de refuser également. C'était bien avant la malheureuse affaire "des généraux"...

Il ne semble donc pas que Juin et Letourneau aient quelque chose à découvrir de nouveau. Aussi, leur voyage a-t-il vraisemblablement une autre signification. Toute psychologique celle-là : démontrer, une fois de plus, aux Américains, l'importance que nous attachons et qu'il convient d'attacher aux événements d'Indochine. Car — c'est là le côté ahurissant de la situation — les Américains, tout en se déclarant convaincus de cette importance, se conduisent exactement comme s'ils n'avaient rien compris. Des promesses ont été faites. Très peu ont été tenues. Trois navires seulement sont parvenus en Indochine et le dernier ne contenait guère que du matériel de transmission et quelques jeeps. Quant aux avions, ils sont en route, mais ne sont pas encore arrivés. On a dit que l'affaire de Corée avait retardé ces livraisons d'armes et de matériels annoncées par les Américains et sur lesquelles nous comptions. Il est invraisemblable qu'il en soit ainsi, car il est invraisemblable que l'industrie américaine soit incapable d'alimenter en même temps deux théâtres de guerre au demeurant peu importants. Sinon que ferait-elle demain si le grand conflit était déclenché ?

Après la tragédie tonkinoise, on cherche les responsabilités. En vérité, la recherche du responsable immédiat n'est jamais que le sauvetage du ou des responsables lointains. C'est rarement un acte de justice et toujours une opération d'apaisement propre à calmer l'émotion légitime de l'opinion publique. Déjà quelques journaux s'en prennent à Pignon, ce qui est assez étonnant quand on pense que Pignon est un civil, et que le désastre est militaire. On ne lui reproche évidemment pas d'être responsable de ce désastre ; on lui reproche d'avoir fait preuve de trop d'optimisme dans une déclaration faite il y a trois jours. Comme si on avait pu attendre de lui autre chose que des paroles d'espoir à partir du moment où l'opération de décrochage était commencée.

Au reste, la question n'est plus là. Elle est de savoir si le Viet-Minh a réalisé une opération locale ou si cette opération n'est que le départ de la grande offensive annoncée depuis des semaines par Ho-Chi-Minh et par Radio Pékin. Rien ne s'oppose à ce que la seconde hypothèse soit la bonne et cependant les milieux informés paraissent garder l'espoir qu'il n'en sera encore rien. Au moins dans leurs conversations privées, car leurs propos officiels sont plutôt empreints de pessimisme et cela doit s'expliquer par la nécessité de secouer la négligence américaine.

Le Conseil des Ministres de ce matin s'est donc essentiellement soucié de l'Indochine. Il a également étudié le texte du projet fixant à 18 mois la durée du service militaire. Les socialistes ont fait taire leurs scrupules en faisant inscrire une disposition qui autorise le.....

nement à libérer les contingents au bout de 15 mois si la situation le permet. Par contre, si elle s'aggrave, le gouvernement pourra prolonger de trois mois, jusqu'à 21 mois donc, la durée du service. En ce qui concerne une éventuelle revalorisation des prestations familiales aucune décision n'a été prise. Schneiter s'est contenté d'analyser les projets Bouxom et Cayeux. Pour sa part, il a préconisé de porter à 15.600 frs la base de calcul, mais n'a pas indiqué comment il envisageait le financement des améliorations qui en résulteraient.

Comme prévu, le Conseil ne s'est pas entretenu de la réforme électorale qui fera l'objet d'une autre réunion samedi prochain. Toutefois, un fait nouveau est intervenu cet après-midi dans l'évolution du problème. Le groupe de l'U.D.S.R. s'est prononcé en faveur d'un scrutin majoritaire à un tour. Il est vrai que sept parlementaires seulement assistaient à la discussion et que deux se sont abstenus (Pleven et Claudius Petit). Mais trois, dont Mitterrand, ont réclamé le tour unique. Voilà qui va faire plaisir au M.R.P. qui reste, lui aussi, fidèle au tour unique. Les Républicains Populaires sont d'ailleurs généralement ulcérés, non pas de l'âpre discussion qui s'est instituée autour de la réforme électorale, mais parce qu'ils ont l'impression que les négociations n'ont pas été menées jusqu'au bout par Giacobbi qui, disent-ils, s'est contenté de quelques contacts individuels sans mener de véritables consultations. Ils s'insurgent contre la déclaration liminaire de Giacobbi : "la proportionnelle voilà l'ennemi" et rappellent volontiers qu'il était ministre du gouvernement qui institua le scrutin actuel. Enfin, ils déplorent sa résolution de déposer, coûte que coûte, un projet de réforme dès la rentrée parlementaire. Ils voient dans ce dépôt un élément de discorde entre les membres de la majorité gouvernementale, une hypothèque qui pèsera lourdement sur le Cabinet Pleven. D'ailleurs, les positions ne sont pas très nettes. Si les radicaux se font forts de rallier 30 ou 40 M.R.P. à l'idée des deux tours, le M.R.P., qui conteste cette évaluation, estime qu'il ne faudrait pas chercher beaucoup pour trouver parmi les radicaux et les socialistes un nombre égal de députés partisans du tour unique. Même parmi les ministres dont la situation personnelle s'accommode mal parfois des thèses officiellement défendues par leurs groupes. Quoi qu'il en soit, il est, d'ores et déjà, certain que la réforme électorale ne sera pas discutée de sitôt, même si le projet est, comme c'est infiniment probable, déposé dès mardi prochain sur le Bureau de l'Assemblée. Ce qu'il convient de retenir de la sourde lutte qui se livre actuellement c'est que le dépôt même du projet est considéré par le M.R.P. comme une espèce de provocation dont il demandera compte tôt ou tard. Ses leaders ne parlent évidemment pas de crise, mais plusieurs de ses membres n'ont pas le même scrupule ou la même discrétion. La discussion serait un peu sordide si elle n'était, à la fois, dominée et excusée par le souci de barrer aux communistes la route du Palais Bourbon.

Revenons à des questions moins particulières. Le Sultan du Maroc est à Paris. Il arrive le jour même où la nouvelle parvient que des centaines de Marocains sont tombés en Indochine dans la lutte commune pour l'Union française. On lui prêtait l'intention de rappeler discrètement, au cours des négociations qu'il va mener, le sacrifice consenti par le Maroc au cours des deux dernières guerres. La malheureuse affaire de Caobang le dispensera de remonter dans le passé. Toutefois, il n'a pas, m'assure-t-on l'intention de revendiquer de profondes modifications dans les rapports franco-marocains. Il a lui-même laissé entendre que, pour le présent, il n'insisterait que sur la nécessité d'appliquer strictement les clauses du traité de 1912 et qu'il réclamerait, pour l'avenir, une plus grande participation des cabinets marocains à la direction intérieure du pays. Cela ne fera vraisemblablement pas l'affaire des milieux nationalistes marocains, ni même des autres nationalistes d'Afrique du Nord, par exemple le chef du néo-destour tunisien, Bourguiba, qui, interrompant sa cure à Vichy, s'est empressé de venir à Paris où il va s'efforcer de rencontrer le Sultan.

Dans le domaine international, nous avons encore enregistré aujourd'hui un "incident de frontières", la mitraillade ou prétendue mitraillade d'un aéroport soviétique par des avions américains. Mais Ho-Chi-Minh a joué un tour à Staline. L'affaire de Caobang éclipe dans la presse l'incident russo-américain. C'est d'ailleurs la troisième en quelques mois, après celui du Privatoer en Baltique et celui de l'aviateur russe abattu dans les eaux coréennes. Ces deux premiers incidents sont tombés dans l'oubli.

Jamais deux sans trois.

paul dehème

EN BREF ET EN VRAC

--- SUR LE MARCHÉ PARALLÈLE on a coté aujourd'hui : barre 504.000 ; lingot 505.000 ; napoléon 3.720 ; croix 3.580 ; souverain 4.540 ; eagle 904 ; Livre 985 ; dollar toutes coupures 380, coupures de 500 386, coupures de 1.000 388. franc suisse 86,75, franc belge 7,15 à 7,25 ; peseta 7,40 à 7,60.

--- Une information sérieuse émanant de milieux officiels coloniaux belges fait état d'une prochaine dévaluation du franc belge (environ 15 %).

--- Le Comité Confédéral National de la C.G.T. se tiendra demain et jeudi. Circonstance particulière : Benoit Frachon sera seul rapporteur pour les deux questions de politique intérieure et de politique extérieure.

--- Les négociations commerciales franco-allemandes en vue du renouvellement de l'accord de commerce entre les deux pays reprendront incessamment. Une partie de la délégation française quittera Paris demain.

--- La Bulgarie a décidé de maintenir sous les drapeaux la classe qui devait être prochainement libérée.

--- Export-Import Bank accorde à la Perse un prêt destiné à faciliter la réalisation de son plan économique de 7 ans. Il s'agirait de 25 millions de dollars auxquels viendront s'ajouter 8 à 10 millions de dollars alloués par la Banque Internationale et environ 500.000 dollars accordés au titre du plan américain d'aide aux territoires insuffisamment développés.